

Accès aux technologies en Algérie: imposition ou appropriation ?

Hocine Khelfaoui¹

Centre Interuniversitaire de Recherche sur la Science et la Technologie (CIRST)

Université du Québec à Montréal

E.mail : khelfaoui.hocine@uqam.ca

Introduction

En Algérie, l'accès à la technologie a toujours été un rêve partagé ; un rêve de croissance et de rattrapage technologique pour les dirigeants, de promotion et de distinction sociales pour les agents sociaux. C'est ainsi que ce pays tente depuis près d'un demi-siècle de promouvoir une économie industrialisée. Au cours de cette période, l'État a entrepris à deux reprises de mettre en place une « stratégie » d'industrialisation et d'accès aux nouvelles technologies. La première, bien connue, fut menée au cours des années 1970 autour des industries dites « industrialisantes ». La deuxième a été initiée au cours des années 1990 et portait sur « l'intégration des technologies de l'information et de la communication. » Financées et pilotées par l'État, ces deux « expériences » avaient en commun de revêtir une ambition nationale. Chacune s'est accompagnée, en effet, d'un dispositif institutionnel et organisationnel complet et relativement cohérent au plan formel. Chacune a donné lieu à la création d'un nombre plus ou moins important d'entreprises, essentiellement publiques dans le premier cas, mais aussi privées dans le deuxième cas. Pourtant, aucune de ces tentatives n'a permis, dans sa démarche formelle, l'émergence de milieux innovateurs conséquents. Si certaines entreprises ont pu exceller dans l'exploitation des technologies importées, peu d'entre elles se sont fait connaître par des capacités remarquables de renouvellement technologique autonome. Publiques ou privées, les entreprises mises en place se cantonnent depuis 50 ans au rôle d'utilisatrices passives, sans contribution notable au mouvement, désormais quasi planétaire, d'innovation technologique.

À l'inverse, on observe l'émergence ici et là d'une créativité surprenante, venant de réseaux informels, « parallèles » ou « underground », formés de bricoleurs et de gens parfois peu instruits. Le fait remarquable est qu'autant les technologies qui sont mises en œuvre au sein du dispositif formel — celui des entreprises ou même des institutions scientifiques comme les universités et les centres de recherche — ne dépassent pas le stade d'une utilisation, au mieux conforme au mode d'emploi, sans guère connaître une quelconque modification, adaptation ou amélioration, autant celles qui se pratiquent en marge des prescriptions formelles sont appropriées, adaptées, voire « détournées »

¹ Professeur associé, Centre Interuniversitaire de Recherche sur la Science et la Technologie (UQAM), Montréal.

de leurs usages initiaux. C'est ainsi que la plupart des inventions et des propositions d'innovation naissent en dehors ou à la périphérie des dispositifs mis en place.

Ces inventions restent cependant à l'état expérimental, dépassant rarement, pour ne pas dire presque jamais, le stade du prototype. Les tentatives répétées de les traduire en innovations se heurtent quasi systématiquement à une sorte de « mur invisible » qui empêche leur aboutissement. Si des inventions parviennent à naître en marge de l'organisation formelle — voire contre la logique même qui l'anime —, peu d'entre elles franchissent le seuil de l'industrialisation, pour donner lieu à un produit ou à une qualité technologique acceptable par le marché. En somme, si les organisations formelles s'avèrent stériles, les pratiques informelles se révèlent plus inventives, sans pour autant parvenir à traduire leurs inventions en innovation technologique au sens schumpétérien.

Cette situation suscite de multiples questions que cet article tente de décrypter et d'en comprendre les ressorts ultimes. D'abord, qu'est-ce qui fait que des dispositifs industriels, conçus par des experts à l'image de ce qui se fait dans les pays les plus avancés — d'où ces technologies matérielles et organisationnelles sont importées — soient ici si peu favorables à l'appropriation-innovation ? Ensuite, à quoi peut-on attribuer cette différence d'inventivité entre, d'une part, des organisations industrielles puissamment dotées et structurées selon les règles d'un « management » se qualifiant de moderne et, d'autre part, des groupes, voire parfois de simples individus, relativement dénués de moyens, se fiant aux simples codes informels du bricolage et agissant parfois dans un contexte de semi clandestinité ? Pourquoi, les inventions réalisées par les individus et les groupes informels ne dépassent-elles que rarement le stade du prototype, sachant que les facteurs habituellement évoqués comme qu'obstacles au parachèvement de ce processus (financement, soutien institutionnel, entrepreneuriat) ne le sont pas dans le contexte étudié et se présentent même avec moins d'acuité que dans certains autres contextes sociaux innovants² ?

Pour répondre à ces questions, nous avons choisi d'orienter nos investigations vers l'analyse des usages sociaux de la technologie, que nous situons ici dans une double dimension, spatiale et temporelle. Les notions d'espace et de temps sont déterminantes dans la compréhension de l'usage. Réaliser, s'approprier, s'inscrire dans des relations, se situer dans le temps sont, selon Michel de Certeau (1990 : 81) les éléments essentiels de l'usage. L'usage est affecté tant par les réseaux de collaborations dans lesquels se met en place le processus d'acquisition des savoirs et savoir-faire que par la manière dont il s'enracine durablement dans un milieu, pour permettre l'accumulation et la constitution de « traditions technologiques » (Dalpé, 1984). On entend ici par dimension spatiale l'étude des milieux, des réseaux de travail et de leurs interactions, incluant le cadre institutionnel et les structures d'appui. On entend par dimension temporelle, la manière dont ces milieux se constituent et se transforment dans le temps, ainsi que les enjeux sociaux, culturels et politiques de cette transformation. Cette dimension commande l'expérience sociale, les modalités d'inscription sociale de la technologie et l'historicité au sens où cette inscription se réfère à un contexte historique et socioculturel particulier.

² En Algérie, la recherche scientifique souffre davantage de l'insuffisance de capacités de réalisation humaine que de financement ou d'encadrement institutionnel (Khelfaoui, 2006).

Ce travail résulte d'un ensemble de matériaux recueilli principalement au cours de trois enquêtes, ayant successivement porté sur la collaboration recherche-industrie, les pratiques d'innovation dans les entreprises algériennes et le suivi d'un échantillon de prototypes exposés dans diverses foires, et encadrés par de l'Agence nationale de valorisation de la recherche et de développement de technologie (ANVREDET). Ces enquêtes ont touché une dizaine de laboratoires d'université, autant d'entreprises publiques et privées appartenant aux secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire et des technologies de l'information et de la communication.

Prescriptions industrielles et pratiques sociales

Michel de Certeau (1983, 1990) a bien mis en évidence la tension, qui peut être à la fois source d'entrave et de créativité, entre le système de normes industrielles et les usages sociaux, entre les prescriptions du dispositif industriel et les pratiques de résistance-adaptation-appropriation mises en œuvre par les agents sociaux. À la suite de cet auteur, l'approche par les usages s'est considérablement développée au cours de ces dernières décennies, notamment depuis que les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont pris une importance considérable, dans le travail aussi bien que dans la vie hors travail (Mallein et Toussaint, 1994 ; Rogers, 1995 ; Flichy, 1995 ; Jouët, 2000 ; Proulx, 2002...). Ses présupposés et ses prémisses remontent cependant plus loin et se retrouvent sous d'autres formes dans d'autres disciplines des sciences humaines. Ils étaient déjà largement répandus en philosophie et en anthropologie (Canguilhem, 1949 ; Leroi-Gourhan, 1973 ; Haudricourt, 1987). On les retrouve également dans la sociologie du travail avec la critique du taylorisme (Friedmann, 1956) et dans une certaine mesure dans la sociologie des organisations, avec la notion d'« autonomie de l'acteur » (Crozier et Friedberg, 1981). Toutes ces disciplines ont abordé d'une manière ou d'une autre cette marge irréductible d'autonomie, dans laquelle s'effectue l'usage, et qui permet à l'individu socialisé de mettre en place les conditions sociales de la créativité sous toutes ses formes. On retrouve également les présupposés de l'usage dans les concepts d'autonomie et d'imaginaire social développés dans l'œuvre de Cornélius Castoriadis. Toutes ces théories convergent sur le fait que c'est par et dans l'usage et la pratique autonome que les sociétés et les groupes sociaux mettent en place les conditions particulières de création, de re-création et d'appropriation de la technologie.

La nature sociétale du phénomène technologique s'est d'ailleurs imposée avec évidence dès l'aube de la société industrielle, lorsque les premières grandes innovations sont apparues comme le fait de praticiens agissant non pas individuellement (comme les artisans de l'époque préindustrielle), mais en réseaux de professions inter-relées. En s'affirmant comme « système technique », la technologie s'imbrique au système social et acquiert par là même une portée qui dépasse l'action individuelle considérée en dehors de son contexte social. Il en résulte que la société et la technologie se présentent non comme des entités distinctes l'une de l'autre, où la première serait prête à adopter la deuxième pour peu qu'elle soit disponible, mais interdépendantes et interactives. En explorant ces interactions, George Canguilhem souligne le rôle actif des agents sociaux dans la mise en œuvre du système technique. Loin d'être malléables à volonté, ces

agents ne se situent pas dans leur milieu (un milieu où les techniques tiennent désormais une place prépondérante), « comme un contenu dans son contenant » (Canguilhem, 1969 : 154). Cette interaction entre les agents sociaux et leur milieu génère ce qu'Yves Schwartz appelle un « phénomène d'assimilation à soi » (1991 : 173) de l'objet technique, qui est spécifique à chaque société. L'assimilation-intériorisation qui en résulte fait de la technologie une construction sociale qui, même si elle peut revêtir un caractère général dans ses principes, reste toujours spécifique dans les solutions qu'elle apporte à chaque situation. Or, à considérer les technologies comme un phénomène a-historique, transcendant son contexte social, on est amené à croire en son indépendance par rapport « à toute connaissance capable de se les annexer pour s'y appliquer ou de les informer pour en multiplier les effets » (Canguilhem, 1969 : 127)

Dès lors qu'elle s'inscrit dans le collectif, l'utilisation se transmute en usages ou en pratiques sociales pouvant mener à l'appropriation. Celle-ci se définit alors non seulement par la capacité d'utiliser l'objet technique mais aussi de l'incorporer à sa propre vision du monde, et d'accéder par-là même à la capacité de l'adapter, de le créer et de le recréer. L'appropriation signifie le dépassement du stade de l'utilisation passive et l'entrée dans celui de l'innovation. Ainsi, appropriation et innovation se conditionnent mutuellement au sens où l'une ne peut s'envisager sans l'autre. Le lien appropriation-innovation sur lequel revient Serge Proulx renvoie au lien innovation-liberté que l'on retrouve chez plusieurs auteurs. Georges Friedmann (1956) appelle déjà, dans sa critique du taylorisme, à la « libération du potentiel de l'individu », tandis qu'Yves Schwartz note que « L'innovation est (...) proportionnée aux degrés de liberté économique et politique des innovants » (1991). De son côté, Norbert Alter associe l'innovation au potentiel d'initiative de l'utilisateur dans la mesure où celui-ci ne peut créer sans « transgresser » l'ordre établi (Alter, 2000.)

En conditionnant l'émergence de l'usage, autonomie et liberté lui impriment une orientation qui— tout en n'étant pas nécessairement celle que prévoient les concepteurs de la technologie— commande son mode d'inscription dans le corps social. Elles constituent le terreau de la « culture technique » que Josiane Jouët (1993) définit comme un ensemble de connaissances et de savoir-faire, combiné à une attitude critique à l'égard de la technique. Bien entendu, on ne peut ici ne pas se référer à l'œuvre de Cornélius Castoriadis, notamment à ses deux concepts clés que sont l'autonomie et l'imaginaire social, qui conditionnent dans sa théorie toute créativité sociale.

Ancrage et extériorité de l'objet technique

Ce rappel théorique, quoique long, nous a paru nécessaire pour comprendre ce qui se passe dans les contextes qui, comme ceux d'Algérie, peinent à « embrayer » pour passer de l'utilisation à l'appropriation. Société consommatrice plutôt que productrice de technologies, l'antagonisme entre normes prescrites et pratiques sociales y est doublement amplifié : d'une part, par le décalage entre le « système sociotechnique » (Trist & Bamforth, 1951 ; Trist & Emery, 1960) importé et le milieu social local et, d'autre part, par la persistance, notamment chez les cadres chargés d'implanter les dispositifs acquis, d'un imaginaire inhibant, marqué par une tendance à la déification

de la technologie, avec les conduites de déterminisme technologique qui en résultent. À cela s'ajoute une instabilité structurelle qui affecte l'inscription des technologies tant dans l'espace que dans le temps.

Alimenté et entretenu de l'extérieur, le flux technologique tend à s'imposer comme une entité a-historique. Ainsi, les structures formelles sont organisées autour d'un certain rapport à la technologie, qui est un rapport d'extériorité tant technique (la technologie est vécue comme universelle, donc indépendante de soi) que culturelle (le système industriel est fondé sur l'individu, mais un individu ne jouissant pas de cette autonomie responsable, nécessaire à la création, dont parle Cornelius Castoriadis). Ce rapport à la technologie se heurte pourtant à la conjonction de deux formes de résistances : l'une résulte des rapports internationaux de domination où l'extériorité est vécue comme hostilité, l'autre à des référents sociaux locaux, fondés sur la primauté du groupe sur l'individu (Harbi, 2007)³.

De ce rapport d'extériorité résulte une sorte de fétichisme de la technologie, fondée sur la croyance qu'elle contient en elle-même toutes les conditions de son succès. Ce fétichisme inhibe toute volonté d'agir sur la technologie et explique, corrélativement, les conduites de relégation du facteur humain, qui caractérisent tant les politiques que les pratiques industrielles. Ainsi, même dans les situations où elle est parfaitement maîtrisée dans ses principes de fonctionnement, la technologie est rarement envisagée comme quelque chose de perfectible. Cette réification de la technologie semble prévaloir de manière particulière dans les contextes sociaux qui sont dépourvus des conditions sociopolitiques de sa création et de sa re-création : autonomie et responsabilisation des agents sociaux et inscription de la technologie dans le collectif. En Algérie, elle prévaut notamment chez les cadres technico-administratifs, dont la carrière est souvent tributaire du respect absolu des prescriptions d'un patronat, encore familial et paternaliste dans le secteur privé, ou du pouvoir politique dans le secteur public. À cette absence d'autonomie dans l'action viennent s'ajouter des conduites de déterminisme technologique qui creusent l'écart entre les prescriptions formelles du dispositif industriel et les usages sociaux de la technologie. Tandis que les l'encadrement technico-administratif veille au respect des règles du dispositif, perçues comme universelles et transcendantes, et s'occupe de « mettre en forme » les « règles du jeu », les agents sociaux se chargent de « mettre les formes » qui sont, comme le note Bourdieu (1986 : 40) « autant de jeux avec la règle du jeu ».

Ainsi, dans les deux expériences algériennes citées plus haut, le mode d'inscription social des technologies est marqué par une double détermination— l'une technologique, l'autre politique— qui exclut toute spécificité aux objets techniques et toute liberté aux agents sociaux, reléguant par-là même la « dimension humaine de la technologie » (Haudricourt, 1987). C'est pourquoi, la prééminence de la technologie sur le facteur humain est une des constantes des politiques technologiques tant au niveau de l'État qu'en celui de l'entreprise. Retraduite dans les pratiques managériales, cette posture a

3 À cet égard, on peut d'ailleurs se demander si la subite popularisation de l'expression *Aoudhou billahi min kalimat ana* (que l'on peut traduire ainsi : « Dieu me préserve du moi ») par la mouvance islamique n'est pas une réaction au modèle individualiste porté par le système d'industrialisation.

pour effet de réduire le travail industriel à sa seule dimension technique.

À quelques nuances près, dans toutes les entreprises, les structures formelles sont toujours inspirées des préceptes tayloriens⁴ : les cloisons (délimitant les zones de compétences, en fait surtout de chasse gardée) l'emportent sur les flux d'échanges, l'opacité sur la transparence, la rétention sur le partage. Les « qualifications » sont calquées sur les prescriptions techniques du procès de production et rarement associées à des savoir-être qui s'enracinent dans le terreau social et professionnel propre à l'entreprise. Il ne peut en être autrement car si la qualification (comme ensemble de savoirs et de savoir-faire) est une caractéristique individuelle, il en est autrement de la compétence : incluant les savoir-être, celle-ci se construit dans le groupe et est, de ce fait, une propriété sociale. Etant le résultat d'interactions interindividuelles et intergroupes, « le processus de construction des compétences est, comme le note Malecki (1995 : 106), essentiellement local ».

Tout en partageant ces caractéristiques, les entreprises privées sont, en outre, pour la plupart de type familial, avec un mode de gestion patriarcal qui s'apparente davantage au paradigme managérial préindustriel. Gérées par des personnes peu qualifiées, qui ne font pas encore la différence entre la fonction de « gestionnaire » et celle de « propriétaire », elles s'inscrivent davantage dans une logique de « reproduction » que d'innovation. Patrons plutôt que superviseurs, ces propriétaires se plaignent sans relâche de l'absence de « culture professionnelle » chez leurs employés et de leur « perception opportuniste du travail », sans se rendre compte que cette culture et cette perception dérivent largement de leurs propres modes de gestion. Directifs, les rapports de pouvoir qu'ils mettent en place laissent peu d'espace à l'initiative non contrôlée et suscitent en conséquence des stratégies effectivement « opportunistes » de contournement. D'autant plus que dans nombre de cas, ces « patrons-dirigeants » concentrent et conservent pour eux l'essentiel de l'information, des qualifications et des savoirs de l'entreprise et se montrent peu soucieux de mettre en place les mécanismes de leur diffusion au reste du personnel (Arabi et al. 2006). Omnipotents et solidement inféodés/alliés au pouvoir politico-rentier⁵, comptant souvent sur des marchés ou des parts de marchés captifs concédés par les pouvoirs publics, ils sont intolérants envers l'apparition de formes de communication et de pratiques collectives non contrôlées. Dépendant du champ politique davantage que du champ économique, ils reconduisent sa logique de domination dans leurs propres entreprises et font tout pour ne pas apparaître des outsiders au sein du système sociopolitique dominant.

En général, on ne voit pas dans l'industrie algérienne ces pratiques collectives, semi autonomes, mi-canalises, mi-informelles, qui sont, selon ce qui ressort des travaux de de Certeau et Giard, les lieux où s'expriment la créativité et la découverte de solutions au quotidien. « Ici, notent-ils, s'invente et se pratique une manière de retraiter

4 *Même si, en raison des contraintes de l'environnement et de la prévalence, au sein de l'organisation, du pouvoir politico-administratif sur le pouvoir technique, l'application des principes tayloriens est largement limitée dans les faits.*

5 *La proximité du patronat privé avec le pouvoir politique peut être facilement observée dans les lieux de loisir et de détente comme les hôtels et les restaurants de luxe. C'est là où se rencontrent patrons, députés, sénateurs, cadres de la centrale syndicale... où se brassent les affaires et de concluent les alliances.*

l'environnement socioculturel, de s'approprier ses matériaux et d'en faire usage à son gré, au terme d'une série de transactions/traductions/opérations de transit et de transfert. » (1983 : 31). Ici apparaissent ces « médiateurs informels », essaimeurs d'innovations, que le groupe « coopte par un lien d'amitié plus que d'allégeance » (ibid., 1983 : 35), sur la base d'une légitimité professionnelle avérée, davantage que d'injonctions qu'administratives. Publiques ou privées, les entreprises algériennes ne laissent guère de place, dans leur mode de fonctionnement, à ces « intermédiaires culturels (...) qui décodent et recodent des fragments de savoir, les enchaînent, les transforment par généralisation, les transportent d'un cas à l'autre par analogie ou extrapolation (...) qui capitalisent de menus savoirs en attente d'utilisation, ici une explication, là un renseignement administratif » (de Certeau et Giard, 1983 : 33). Elles ne laissent pas plus de place à la construction d'une identité apprenante (Métais et Moingeon, 2001), fondée sur le droit à l'essai-erreur, le sens du partage et les relations de confiance qui sont à la base de cette stimulante sensation de « présence sociale » (Sallnas, Rasmus-Grohn et Sjostrom, 2000) indispensable au travail collaboratif. Faute d'autonomie des agents sociaux, le processus d'appropriation technologique perd à la fois sa localité et son historicité.

Prescriptions formelles et pratiques sociales

C'est pourtant son inscription dans le local qui fait de la technologie quelque chose qui se différencie d'une société à une autre, d'une entreprise à une autre⁶. Reprenant la critique de Frédéric W. Taylor par Georges Friedmann, Canguilhem note que « tout homme veut être sujet de ses normes » (1947 : 135), critique qui met le doigt sur la dimension locale et culturelle de la technologie. La technologie, ajoute Yves Schwartz (1991 : 173) ne peut être une « pure imposition externe, qui déterminerait chez des « exécutants » un moment de l'expérience vitale ». Elle est toujours le résultat d'une expérience sans cesse renouvelée, un processus de construction sociale relié à un milieu, qu'il soit physique ou virtuel. C'est le fait d'être une construction sociale qui fait la différence entre les entreprises (et les sociétés) et qui explique pourquoi, tout en utilisant les mêmes technologies et les mêmes qualifications professionnelles, elles parviennent à des résultats économiques et sociaux différents.

Si la technologie peut être dans son essence la même, c'est-à-dire un ensemble de lois physiques matérialisées dans un objet, le système sociotechnique qui opère présente toujours des différences d'un contexte à un autre. Ces différences s'expriment au niveau des relations de travail (horizontales et verticales), de la communication (accès et mode de circulation de l'information), des rapports de production (rapport humain-humain et humain-machine), des rapports de pouvoir (marge d'autonomie et d'initiative dans le

6 Certes, avec les réseaux numériques, ce local peut être détaché d'un lieu physique particulier, mais ses propriétés rassembleuses ne sont pas affectées dans la mesure où les membres du réseau gardent en partage, indépendamment du lieu géographique, des façons de travailler ensemble, des valeurs et des référents communs, comme le montre l'exemple des entreprises en réseaux qui se développent dans le domaine des TIC (Castells, 1998 et 2002 ; Beck, 2001) ou, d'une autre manière, celui des hackers (Castells, 1998 ; Proulx et al., 2005) ou des jeunes construisant des espaces virtuels avec leurs téléphones mobiles (Yun, 2006).

travail), de la tradition technologique de l'entreprise (savoir et savoir-faire accumulés et transmissibles)... C'est en ce sens que Christian Debresson note que la technologie « n'est pas seulement un ensemble de procédés et d'instruments, de logiciels et de matériels, qu'on peut acheter et mettre en oeuvre, mais aussi un état d'esprit, une attitude à l'égard de la nature, un comportement culturel » (1989 : 70). Ainsi, la technique s'inscrit dans des processus et des « milieux » qui restituent ce que Jacques Perrin appelle « la dimension culturelle de la création socio-économique... » (1992 : 164).

À ces décalages entre « prescrit » et « réel » s'ajoute, dans le cas de l'Algérie, un autre, celui qui résulte de la différence de système social, voire de « vision du monde », entre les sociétés dans lesquelles et pour lesquelles la technologie a été conçue et produite et celle vers lesquelles elles sont « transférées ». Car, l'importateur de technologies, n'achète pas seulement des principes de physique ou de mécanique mais aussi un système de performance social articulé à ces technologies, défini dans et par le contexte de sa conception et de sa production. L'écart entre les prescriptions et les pratiques est d'autant plus important à combler que les différences de culture le sont. Chez Michel de Certeau, les usagers opposaient aux « stratégies » des industriels des « tactiques de contournement » et parvenaient à les domestiquer au sens de les rendre utilisables dans leur contexte. Cette opposition entre stratégies prescriptives et conduites de contournement-détournement se présente sous une forme encore plus exacerbée dans les sociétés importatrices qui ne partagent pas le même système de valeurs et de pouvoirs.

Certes, même là où les technologies sont créées, mises au point et fabriquées, les usagers aspirant à l'autonomie sont confrontés à un nouvel univers de règles et de normes, celui que véhicule tout nouveau système technique, mais celui-ci reste fondamentalement enraciné dans le même ethos culturel. Cependant, là où les technologies sont importées, en tout cas dans le contexte de l'Algérie, il ne s'agit pas seulement de s'adapter ou de contourner un nouveau système de normes, mais de transiger avec une « vision du monde » différente, qui est en outre parfois perçue comme porteuse d'une ambition de domination économique et culturelle. C'est cette différence de contexte social dans toutes ses dimensions (relationnelles et organisationnelles aussi bien que culturelles et politiques), doublée ici d'un soupçon de domination, qui fait que certains courants (notamment au sein de la mouvance islamiste) voient dans les promoteurs de technologies « occidentales » des porteurs de cultures étrangères, une sorte de cheval de Troie, cherchant à introduire si ce n'est à imposer des valeurs étrangères à la société.

À cet égard, Djamel Guerid note qu'au niveau de l'entreprise, le comportement de l'ouvrier opère une « double dissociation » : il est « d'un côté, soumission à un certain nombre de modèles industriels, de l'autre, refus de la vision du monde qui les contient. » (2007 : 198). Il faut ajouter à cela, mais les deux points sont reliés, qu'à la différence des pays avancés où culture, identité et socialisation sont largement façonnées dans le travail (Sainsaulieu, 1977 ; Dubar, 1998)⁷, ici elles tendent à se construire en dehors de l'entreprise, avec laquelle « les ouvriers se contentent d'entretenir (...) un rapport purement instrumental : échanger une partie de leur temps contre un salaire. »

7 Même si, dans la « crise des identités », Claude Dubar (2000) observe que ce processus tend à se déplacer en dehors de l'entreprise.

(Guerid, 2007 : 199). C'est la raison pour laquelle, certains groupes sociaux ont vécu les expériences d'industrialisation menées par le haut, imposées par une élite occidentalisée ou perçue comme telle, comme une « agression » culturelle. Ce malaise, aggravé par le désarroi qui a accompagné la crise du modèle de développement étatique— auquel l'industrialisation est associée—, a été astucieusement exploité par les différents courants de la mouvance islamique ou patrimonialiste de manière générale, en l'imputant aux courants laïcs et industriels. En Algérie, il est facile d'observer que l'industrie est, qu'elle soit publique ou privée, le domaine d'investissement des groupes sociaux de tendance laïque, alors que l'économie marchande est le domaine de prédilection de la mouvance islamique. Conjugué à la crise sociopolitique, ce « murmure des sociétés »—qui évoque chez Michel de Certeau le mouvement imperceptible des résistances sociales face aux impositions des systèmes techniques— s'est transformé en Algérie, au cours des années 1990, en furie.

Technologie et temporalité

Revenons à la notion de temporalité. Le temps joue un double rôle dans le processus d'inscription sociale des technologies : en inscrivant la technologie dans la durée (même si cette durée, au regard du cycle de vie d'une technologie prise en particulier, notamment des nouvelles technologies, est de plus en plus courte), elle permet d'élargir l'usage à un nombre significatif d'individus et de contribuer à la construction d'une mémoire technologique. Il s'agit donc ici des temps sociaux et non du cycle de vie d'un objet technique donné. La notion de temporalité ne concerne ainsi pas le rapport à une technologie particulière mais la *continuité* du rapport à la technologie dans son sens générique. Elle renvoie à la présence au quotidien de l'objet technique. Robert Dalpé (1984) a montré comment le processus de construction des technologies a un caractère à la fois cumulatif et localisé, c'est-à-dire fortement ancré dans une « tradition technologique » propre à une firme donnée et inscrit dans ce que cette firme a été capable de faire dans le passé. Le niveau local y joue un rôle essentiel, étant le « milieu » où se construisent dans le temps des réseaux sociotechniques imprégnés d'une vision du monde localement construite, ayant en partage— comme éléments fondamentaux de socialisation— la « tradition technologique » de leur entreprise et leur identité professionnelle.

En Algérie, aux difficultés d'intégration de la technologie dans l'espace social local viennent s'ajouter des discontinuités et des interruptions du processus d'appropriation des technologies. Cette continuité est en effet sans cesse brisée par des ruptures qui viennent déstabiliser le processus de sédimentation des savoirs et des savoir-faire, ou de constitution d'une culture de travail collectif, qui ne manque pourtant pas dans les formes d'organisations traditionnelles. Ces ruptures sont pour l'essentiel le résultat de trois ensembles de mesures ayant accompagné la libéralisation de l'économie : les « restructurations », les « plans sociaux » et les dispositifs dit de « régulation » du commerce extérieur. Les deux premières mesures ont essentiellement affecté l'entreprise publique, la troisième n'a pas épargné l'entreprise privée, qui vient pourtant à peine

d'émerger dans le champ économique. Dans l'ensemble, ces mesures ont produit trois effets néfastes au processus d'appropriation des technologies : la déstabilisation continue des entreprises, la bureaucratisation des structures avec la multiplication de l'emploi administratif et enfin, la primauté des activités marchandes de nature spéculative au détriment de celles de production.

Reprenons-les dans l'ordre chronologique. Il y eut d'abord les opérations dites de « restructurations » des entreprises entamées vers le milieu des années 1980. De multiples « restructurations »— mot qui tient quasiment lieu, depuis cette période, de politique industrielle — ont affecté le secteur industriel public. Organiques, financières ou managériales, on en a dénombré, si on y inclut celles qui ont affecté profondément les staffs de direction des grands groupes industriels, une douzaine de 1984 à 2004. Justifiées d'abord par le « gigantisme des entreprises », elles l'ont été par la suite par divers mots d'ordre plus ou moins liés à la « rentabilisation » ou aux « plans d'ajustement structurel » dictés par le FMI. Ces restructurations ont affecté les entreprises publiques dans plusieurs domaines : éclatement en une multitude d'unités de petite taille, accroissement de l'emploi de bureau au détriment de l'emploi productif, déportation de la plupart des sièges sociaux hors d'Alger, rupture des liens entre les fonctions de production, de distribution et de commercialisation...

Sur le plan de l'emploi, en émiettant les entreprises, les restructurations ont multiplié les postes administratifs et de direction sans pour autant créer d'emplois productifs, l'infrastructure technique restant inchangée, lorsqu'elle ne se dégrade pas. Pour combler ces postes, les ingénieurs et les employés les plus qualifiés quittent, vague après vague, la « filière technique » pour accéder à la « filière organique », passant ainsi des ateliers de production aux bureaux administratifs. Au plan macro-organisationnel, ces restructurations ont séparé et cloisonné les fonctions de production de celles de distribution, et parfois même les fonctions de distribution de celles de commercialisation, en en faisant des entreprises distinctes et indépendantes les unes des autres. Ce qui était auparavant de simples structures de distribution ou de commercialisation est érigé en entreprises indépendantes de l'entreprise mère et jalouses de leur nouveau pouvoir. Il en a résulté un cloisonnement des fonctions qui a eu pour effet de faire perdre aux unités de production toute emprise sur leur propre marché. Dans la même foulée, les sièges sociaux d'entreprises à vocation nationale ont été déportés hors de la capitale pour être implantés à l'intérieur du pays, souvent dans d'in vraisemblables petites villes, au simple motif qu'elles y disposent d'une petite papeterie ou d'une unité de fabrication de chaussures. La déportation des sièges sociaux eut pour effet de bouleverser un environnement social, professionnel et relationnel que les entreprises ont mis une décennie ou deux à mettre en place.

L'ensemble de ces mouvements (dans l'emploi, dans l'organisation, dans l'environnement...) a produit des ruptures continues dans le processus de constitution d'une mémoire technologique. En proie à la malédiction de Sisyphe, les entreprises sont contraintes à effectuer un travail incessant de reconstruction de leur organisation et de leurs réseaux de collaboration. À peine mis en place et stabilisés à l'interne et à l'externe, les relations de travail et les réseaux de collaborations sont désintégrés, soumettant cadres et employés à une incessante reconstruction du tissu socioprofessionnel. De la même

façon, ces restructurations ont brisé le processus de capitalisation des savoirs, savoir-faire et savoir-être puisqu'il faut à nouveau apprendre à se connaître, à apprivoiser son nouvel environnement humain, et surtout la transmission de ce capital aux nouvelles générations. Lors des travaux antérieurs sur la formation des ingénieurs de production, nous avons pu observer à quel point les restructurations de 1984 ont affecté tous les réseaux de placement et d'encadrement des stagiaires, obligeant entreprises et instituts à refaire de fond en comble ce qui a été réalisé au cours des 15 précédentes années. Essentiellement, elles ont eu pour effet d'empêcher les personnes les plus qualifiées de jouer ce rôle de « médiateurs techniques » et de « disséminateurs de la créativité sociale » (de Certeau et Giard, 1983).

À ces contraintes de la gestion politico-administrative sont venues s'ajouter séparément et sans coordination, les fameux « plans sociaux ». Visant explicitement à réduire les « coûts du facteur humain », ces plans ont consisté pour l'essentiel à organiser des « départs volontaires » et des « départs à la retraite anticipée ». Ils vont se solder par la perte des plus anciens et des plus qualifiés des employés. S'ils ont pu se conclure par quelque gain financier à court terme (les économistes ont des avis très partagés à ce sujet), ils ont là encore produit le même effet, celui d'une perte de savoir et de savoir-faire accumulés et surtout des traditions de travail industriel localement construites. Conjugués à la dévalorisation matérielle et sociale du travail d'usine, ces plans sociaux successifs ont conduit les ingénieurs et les techniciens à quitter massivement le secteur productif au cours des années 1980 et 1990. La « libéralisation » de l'économie s'est accompagnée en effet d'un gel de l'investissement public (l'emprise de l'idéologie néolibérale était telle, notamment durant toutes les années 1990, que le seule évocation du recours à l'Etat était devenue honteuse) et d'un développement exponentiel des activités spéculatives, alimentées par le déplacement de la rente pétrolière du secteur de la production vers celui de la consommation. Dans ce contexte, de nombreux ingénieurs et les managers étaient contraints de rejoindre massivement le secteur du commerce informel, devenu la base économique du régime rentier, et désormais bien plus payant. D'autres, probablement parmi les plus qualifiés, ont quitté le pays.

A cela est venue s'ajouter l'introduction d'un dispositif de régulation destiné à conforter l'ouverture du marché national. Déjà en elle-même chaotique et désastreuse pour des entreprises encore en phase initiale d'apprentissage technologique, ce dispositif eut pour effet de pénaliser les entreprises de production, qu'elles soient publiques ou privées, par rapport à celles qui se consacrent aux importations de produits finis. En effet, depuis le début des années 1990, les « lois de finances annuelles », qui sont les régulateurs de l'économie algérienne, taxent les produits semi finis et les composants qui entrent dans la production industrielle plus que les produits finis destinés à la consommation. En plus de favoriser les activités d'importation par rapport à celles de production⁸, ces

8 « Les matières premières sont parfois taxées à 15%, alors que le produit lui-même est taxé à 5%. Il y a des incohérences dans la tarification douanière. Ils (les exportateurs) ne peuvent pas être compétitifs dans ces conditions. C'est tellement compliqué que les producteurs algériens évitent de se lancer dans l'exportation ». Déclaration d'un dirigeant de la Chambre Algérienne du Commerce et de l'Industrie, rapportée dans le quotidien *El Watan* du 6 décembre 2009.

lois ont ruiné une industrie encore en plein apprentissage technologique, et ont conduit de nombreux entrepreneurs privés à abandonner les activités de production pour se convertir en importateurs de produits finis. L'élan pris par le secteur de la PME et sa territorialisation (comme les bassins industriels d'Oran, de Bejaia, de Ghardaia et d'Annaba) en a considérablement été freiné. Quant aux entreprises publiques, dont le statut interdit de changer de raison sociale, plusieurs d'entre elles ont été mises soit en faillite, soit suffisamment en difficulté pour accroître leur dépendance des subsides de l'État et donc du Pouvoir politique.

Dans la mesure où, comme le note Josiane Jouët, « les usages sont souvent le prolongement de pratiques sociales déjà formées » (2000 : 500), ces perturbations de divers ordres ont introduit des discontinuités et des ruptures et empêché l'achèvement du processus d'apprentissage et d'appropriation technologiques qui, malgré la bureaucratie et les multiples entraves, commençait à chaque fois à se mettre en place. Elles ont ainsi affecté la dimension temporelle de la technologie, une des conditions de son inscription dans le corps social, et constitué une entrave à l'affirmation d'un compagnonnage dans la durée qui permet au savoir de se relayer d'une génération à l'autre tout en se perfectionnant. À défaut de continuité, le processus d'inscription sociale des technologies n'a pu produire une accumulation suffisante pour « embrayer » et passer à la vitesse supérieure de l'innovation, qu'elle soit incrémentale ou de rupture. Situés et évalués dans le temps, ces restructurations, plans sociaux et dispositifs de « régulation » successifs ont donc surtout conduit à déstabiliser et à interrompre ce que Gilles Pronovost (1994 : 379) appelle un « continuum d'usages sociaux », cette inscription dans la durée qui permet l'émergence d'une vision partagée de la technologie et donc d'une culture technologique commune. Ils ont empêché la constitution d'un *habitus*, ce double mouvement d'incorporation-crédation, ce « système de dispositions durables et transposables, structures structurées disposées à fonctionner comme structures structurantes » (Bourdieu, 1980 : 120).

Ce cycle d'instabilité généré et entretenu par le champ politique au sein du champ économique empêche l'accumulation de « traditions » indispensables aux processus d'« assimilation à soi » de la technologie, processus qui conditionne toutes formes d'innovation ; car, comme l'écrit Thomas Kuhn, et il en est de la technologie comme de tout autre forme de savoir, « seules les investigations fermement enracinées dans la tradition scientifique contemporaine ont une chance de briser cette tradition et de donner naissance à une nouvelle. » (1977 : 307) Le système industriel a certes imposé des « lieux » qui sont des points de concentration comme des « usines » ou des « zones industrielles », avec leurs ateliers, leurs bureaux, leurs cantines et parfois même leurs cités ouvrières. Mais ces espaces sont restés comme des isolats dans le corps social, sorte de lieux « impurs », au sens de Mary Douglas (2002), affectant peu le substrat social et ne parvenant même pas à s'imposer à l'intérieur de leurs propres frontières, c'est-à-dire au sein même de l'usine ou de l'espace industriel (Guerid, 2007).

L'éclatement de l'espace social et les discontinuités temporelles, conjugués à des rapports de pouvoirs bridant l'autonomie et la responsabilisation apparaissent ici comme les principaux obstacles à l'inscription sociale des technologies et à l'émergence de réseaux sociaux à même de traduire les inventions en innovations. Ainsi peut s'expliquer

ce constat que les inventions se produisent le plus souvent en dehors de toute structure ou organisation collective et sont presque toujours le fait d'individus isolés, même lorsqu'elles ont pour cadre un atelier d'entreprise. Car si ces facteurs, et leurs corollaires le fractionnement du travail et l'opacité des canaux de communication, entravent la constitution de réseaux sociaux innovants, ils n'empêchent pas que des individus, tel le héros du roman de Tahar Djaout⁹, expriment leur créativité dans la solitude et envers et contre tous.

La solitude de l'inventeur

Ainsi, les propositions pouvant potentiellement conduire à des innovations incrémentales ou à des produits nouveaux sont légion dans les entreprises (et davantage encore en dehors d'elles, d'ailleurs), mais elles aboutissent rarement en un produit ou en un procédé industriel. N'étant pas propulsée par une dynamique collective, la créativité reste pour l'essentiel reliée à des besoins d'affirmation individuelle, à la curiosité scientifique et technique, voire au sens du bricolage. Sa matérialisation en innovation se heurte à l'absence de réseaux sociaux des technologies (Akrich, Callon et Latour, 2006), avec leurs prolongements internes et externes, et de structures organisées à cet effet, car celles qui sont en place le sont pour organiser l'isolement de l'individu et empêcher toute relation à l'autre qui ne soit « encadrée » par la hiérarchie. Ainsi, dans les foires comme dans toutes les occasions où elle est publicisée (tels que les comptes rendus de médias...), l'invention est uniquement présentée au nom de son auteur. Aucune association explicite n'est établie entre elle et l'entreprise où elle a été conçue. Il faut en venir à interroger les organisateurs ou l'inventeur lui-même pour savoir qu'elle a été mise au point dans telle ou telle entreprise. De son côté, l'entreprise ne manifeste à son tour aucune volonté d'en revendiquer une part de parenté, reflétant par là même la solitude de l'inventeur dans son propre milieu professionnel.

Une situation analogue est observée en ce qui concerne les inventions réalisées en dehors des entreprises. Il n'y a en effet pratiquement pas de différence de statut ou de devenir entre les inventions réalisées dans le cadre d'une entreprise et celles qui le sont dans un obscur atelier de bricoleur agissant à titre individuel. Là encore, les inventions sont très majoritairement le fait d'individus opérant seuls ou, dans quelques rares cas, en binôme. Les deux profils d'inventeurs se retrouvent dans les mêmes foires et font face aux mêmes difficultés : faire reconnaître la faisabilité technique et l'intérêt commercial de leurs inventions et leur trouver un débouché industriel. Ces inventions sont régulièrement présentées dans des foires et des ateliers dits de « valorisation des résultats de la recherche », organisées par diverses institutions comme l'ANVREDET, la Direction de la Recherche du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et autres organismes pour « glorifier l'ingéniosité » du système. À titre d'exemple, le suivi des travaux de l'ANVREDET depuis 2002 nous a permis d'identifier une quarantaine de prototypes et de procédés industriels, dont plusieurs ont

9 Tahar Djaout, 1984, *Les Vigiles [Roman]*, Paris : Seuil

été brevetés¹⁰ ou ont obtenu des prix d'organismes internationaux comme l'ONUDI et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. De toutes les inventions que nous avons suivies¹¹, aucune n'a été acquise par une entreprise à des fins d'exploitation ou de commercialisation.

Tant que l'invention est au stade du développement, de la maturité et de la conformité technique, c'est-à-dire tant qu'elle n'entre pas dans le processus de production — et donc de transformation du système sociotechnique en place —, en somme tant qu'elle ne fait que témoigner du « savoir » de l'inventeur, sans affecter l'ordre en place, elle peut mobiliser attention et capitaux. À ce stade, elle contribue à alimenter l'illusion d'un système de « gouvernance » créateur, sans en déranger la routine et les intérêts qui se tissent autour de cette routine. Ainsi, les entreprises, tout comme les pouvoirs publics, n'hésitent pas à investir dans les phases coûteuses de la création¹², de l'expérimentation et du prototype, mais n'osent franchir l'étape de mise en production, qu'il s'agisse d'un équipement, d'un procédé ou d'un produit de consommation courante (Khelfaoui, 2008). Tout se passe comme si, dès qu'il était question de passage à l'innovation, dès que l'ordre établi est susceptible de connaître des perturbations, le soutien et l'intérêt accordés jusque là à l'invention lui sont subitement retirés.

Étant portée par des réseaux sociaux, l'innovation est une réponse collective organisée autour de la transformation de la situation existante dans toutes ses dimensions, techniques mais aussi sociales. Comme elle n'est ici que le résultat d'une dynamique individuelle, la créativité ne peut se muer en innovation technologique reproductible industriellement, ayant donc des chances d'avoir une large diffusion. Cette impasse est le résultat d'une vision purement unidimensionnelle et quantitative qui ne conçoit la technologie qu'en termes d'acquisition, de transfert, comme si la technologie est dans son essence une entité extérieure à ses usagers. La rigidité du système d'encadrement, organisée pour empêcher toute réponse collective à la domination, a contribué à développer des conduites d'individualisme qui, à la longue, ont fini par atteindre un degré élevé d'exacerbation. Ce narcissisme se manifeste jusque dans le tissu urbain dont l'habitat extérieurement sale et dégradé tranche avec un intérieur soigneusement entretenu.

Or, définie comme capacité de créer et de recréer la technologie, l'appropriation est une propriété sociale et, à ce titre, se rattache davantage à la qualité des interactions sociales qu'aux qualifications individuelles. Elle réside moins dans la connaissance des lois mathématiques ou physico-chimiques (incorporées dans la technologie) que la science met à notre disposition ou dans la technicité des individus pris isolément, que

10 Pour des raisons de temps d'attente et de frais à déboursier, rares sont les inventions qui sont brevetées. Outre la longueur de la procédure de traitement qui prend entre 3 et 7 ans, l'inventeur doit déboursier 10000 dinars par année et par brevet. (Source : Association Nationale des Inventeurs Algériens, El Watan, 27 avril 2005).

De plus, la faiblesse des capacités de reproduction industrielle est telle que le risque qu'un entrepreneur s'empare d'une invention est presque nul. Selon un inventeur, il y a même « davantage de risque de recourir au brevet, tant celui-ci peut se retrouver à l'étranger entre les mains d'une organisation capable de l'industrialiser. »

11 Il en est de même de celles, nombreuses, dont la presse fait état régulièrement, généralement d'ailleurs pour plaindre le sort de « l'inventeur livré à lui-même. »

12 Comme le montre les budgets qui sont consacrés de la recherche-développement par l'Etat et par les grandes entreprises publiques (Khelfaoui, 2006, Khelfaoui et al. 2007)

dans « les gestes de la fabrication », des gestes collectivement structurés dans l'espace et culturellement ancrés dans l'histoire contemporaine. Yves Schwartz souligne bien la dimension spatio-temporelle : « ce retravail des normes, écrit-il, ce jeu entre prescrit et réel, ce recentrement industriel est un espace tissé de symboles, de traditions, d'histoires singulières » (1991 : 180.). C'est aussi en ce sens que signifie Pierre F. Gonod (1989) souligne que la science ne devient technologie qu'à travers la société, et c'est dans le même ordre d'idée que Madeleine Akrich (1989) montre que la rationalité exclusivement technique n'explique pas l'élaboration des objets techniques, qui dépend aussi de facteurs culturels et sociopolitiques locaux.

Conclusion

Partant de l'analyse des usages dans les espaces formellement organisés, que sont les entreprises, nous avons été amenés à mettre l'accent sur la particularité des conditions et des modes d'inscription sociale des technologies en Algérie. Nous avons formulé l'hypothèse d'un antagonisme (entre les normes prescrites par le système industriel et les pratiques sociales) doublement amplifié : d'une part, par le décalage entre le système social local et le système sociotechnique importé ; d'autre part, par l'incapacité du système industriel local à se libérer des référents véhiculés par ce même système sociotechnique. Cet antagonisme affecte le mode d'inscription sociale des technologies dans ses dimensions spatiale et temporelle.

Dans l'espace, le système industriel et le système politique (constitutif du champ de la domination), convergent pour nier aux agents sociaux toute marge d'autonomie dans le collectif, reléguant l'acte créatif dans la solitude du domaine individuel. En reprenant à son compte, sans regard critique, les normes sociotechniques importées, le système « local » ignore par là même sa propre localité, et donc sa capacité de s'émanciper de la « vision du monde » incorporée dans un dispositif industriel mis au point dans et pour d'autres contextes sociaux. Or, l'assimilation à soi du dispositif sociotechnique importé est la condition de l'innovation locale. En étant de nature à la fois technique et socio-organisationnelle, celle-ci contribue à combler l'écart entre système technique et système social. L'appropriation-innovation permet de se libérer des contraintes du dispositif sociotechnique importé. C'est faute d'avoir réalisé cet objectif que les dirigeants et les cadres algériens se sont trouvés, de façon tout à fait indépendante de leur volonté, dans une situation d'alliés objectifs du système industriel importé, d'agents acculturés et travaillant à l'acculturation de leur propre société.

Dans le temps, l'instabilité sociale organisée au bénéfice de la stabilité politique, conduit à des interruptions continues des processus d'apprentissage et de mise en place des réseaux sociaux de la technologie, empêchant les groupes sociaux, et par delà la société, de s'inscrire dans leurs propres histoires, de produire les éléments d'une culture qui leur est propre et qui n'est que la façon particulière dont ils se prennent pour résoudre les problèmes tels qu'ils se présentent dans leur contexte. Faute de s'inscrire dans cette posture, la technique est restée un élément étranger, un isolat que l'on ne peut perpétuer que par le recours à l'importation. Car, socialiser la technique revient aussi à

l'inscrire dans un continuum d'usages. Toute rupture de ce continuum — qui peut, par exemple, se produire lors d'une atteinte à la liberté d'agir collectivement, à l'autonomie de l'action et du jugement — conduit à une déstabilisation, si ce n'est à une interruption, de la dimension temporelle du processus d'innovation. Une telle situation peut affecter une entreprise, aussi bien qu'une société, voire même toute une aire socioculturelle.

Bibliographie

- Akrich, Madeleine, Callon, Michel et Bruno, Latour (éd.), 2006, *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Paris : Centre de sociologie de l'innovation, École des mines.
- Akrich, Madeleine, 1989, La construction d'un système socio-technique. Esquisse pour une anthropologie des techniques, *Anthropologie et Sociétés*, 13-2, pp.31-54.
- Alter, Norbert, 2000, *L'innovation ordinaire*, PUF, Paris.
- Arabi-Megherbi, Khelloudja, Arabi, Mohamed et Khelfaoui, Hocine, 2006, « Les pratiques d'innovation et leurs implications socio-organisationnelles : cas des PME de la région de Béjaia. », In H. Khelfaoui (dir.) *L'intégration de la science au développement : expériences maghrébines*, Paris : Publisud, pp. 63-87.
- Bourdieu, Pierre, 1986, Habitus, code et codification, *Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre, pp. 40-44.
- Bourdieu, Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris : Minuit.
- Canguilhem, Georges, 1949, Milieu et normes de l'homme au travail, *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol III, pp. 120-136.
- Canguilhem, Georges, 1969, *La connaissance de la vie*, Paris, Vrin.
- Castells, Manuel, 2002, *La galaxie Internet*, Paris : Fayard.
- Castells, Manuel, 1998, *La société en réseaux*, Paris : Fayard.
- Certeau, Michel de, 1990, *Arts de faire*, Paris : Gallimard, Volume 1.
- Certeau, Michel de, Giard, Lucie, 1983, *L'ordinaire de la communication*, Paris, Dalloz.
- Crozier, Michel, Frieberg, Erhard, 1981, *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Paris : Seuil.
- Debresson, Christian, 1989, Les pôles technologiques de développement, *Revue Tiers-Monde*, N° 118, avril-juin.
- Douglas, Mary, 2002, *De la souillure*, Paris : Maspero
- Dubar, Claude, 2000, *La crise des identités, l'interprétation d'une mutation*, Paris : PUF.
- Dubar, Claude, 1998, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*. Paris : Armand Colin.
- Flichy, Patrice, 1995, *L'innovation technologique*, La découverte, 1995
- Friedmann, Georges, 1956, *Problèmes humains du machinisme industriel*, Paris : Gallimard.
- Guerid, Djamel, 2007, L'exception algérienne. La modernisation à l'épreuve de la société. Alger : Casbah Éditions.
- Gonod, Pierre. F., 1989, *La technologie générale : projet d'encyclopédie systémique de la technologie, Analyse des systèmes*, Vol. XV, N° 1 et 2.
- Harbi, Mohamed, 2007, Culture et démocratie en Algérie : retour sur une histoire, *Le Mouvement Social*, 219-220/2-3, p. 25-34.
- Haudricourt, André-Georges, 1987, *La technologie, science humaine : recherche d'histoire et d'ethnologie des sciences*, Paris : Maison des Sciences de l'Homme.

- Jouët, Josiane, 2000, Retour critique sur la sociologie des usages, *Réseaux/Hermès*, 100, pp. 489-521.
- Jouët Josiane, Sfez L. (dir.), 1993, « Usages et pratiques des nouveaux outils de communication », *Dictionnaire critique de la communication*, Paris, PUF.
- Khelfaoui, Hocine, 2008, Ingénieurs de recherche en Algérie: affirmation, professionnalité, identité. *Knowledge, Work & Society/Savoir, Travail et Société*, Vol 5, No 1, pp. 53-79.
- Khelfaoui, Hocine, 2007, Stratégies individuelles et collectives d'intégration des TIC en Algérie. In *Le Maghreb dans l'économie numérique*, Mihoub Mezoughi (dir.), IRMC-Maisonneuve & Larose, pp. 71-90.
- Khelfaoui, Hocine, Ferfera, Yassine et Ouchalal, Houria, 2007, Accès aux technologies et pratiques de la R&D dans les entreprises publiques algériennes, *Les Cahiers du CREAD*, No 81-82, pp. 99-128.
- Kuhn, S Thomas, 1977, *La Structure des Révolutions Scientifiques*, Paris : Flammarion.
- Leroi-Gourhan, André, 1973, *Milieux et techniques*, Paris : Albin Michel.
- Malecki, Edward J., 1995, Cultures as Mediator of Global and Local Forces, In V. Knaap & R. Le Heron (dir.), *Human Resources and Industrial Spaces: A Perspective on Globalization and Localization*. London: John Wiley & Sons Ltd.
- Mallein, Philippe et Toussaint, Yves, 1994, L'intégration sociale des TIC : une sociologie des usages, *Technologie de l'Information et de la Société*, Vol 6-4, pp. 315-335.
- Perrin, Jacques. 1992. « Pour une révision de la science régionale. L'approche par les milieux ». *Revue canadienne des sciences régionales*, 15: 155-197.
- Proulx, Serge, 2002, Trajectoire d'usage des technologies de communication : les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une société des savoirs, *Annales des télécommunications*, Tome 57, No 3-4, pp. 180-189.
- Pronovost, Gilles, 1994, Médias : éléments pour la formation des usages, *Technologies de l'information et société*, Vol. 6-4, pp. 377-400.
- Rogers, Everett. 1995, *Diffusion of Innovations*, New York: Free Press.
- Sainsaulieu, Renaud, 1977, *L'identité au travail*, Paris : Presses de la FNSP
- Schwartz, Y, 1991, La dimension anthropologique de la technique et ses défis. In Perrin, Jacques (dir.), *Construire une science des techniques*, Limonest, L'Interdisciplinaire Technologie(s), pp. 87-109.
- Trist, Eric, Bamforth, Ken, 1951, Some social and psychological consequences of the longwall method of coal getting, *Human Relations*, 4, pp.3-38.
- Trist, Eric, EMERY, Fred., 1960, Sociotechnical Systems. In C.W. Churchman & M. Verhurst (Eds), *Management Science, Models and Techniques*, London: Pergamon Press. Vol. 2, pp. 83-97.
- Yun, Agnès-Jiyoung, 2006, Sociomorphologie du Média : la 'Place Publique' sur Mobile, *Société*, De Boeck Université, 91, 2006/1, pp. 107-117.

Les intellectuels burundais face au piège de l'ethnisme

Désiré Manirakiza

*Département de Sociologie,
Université de Yaoundé I Cameroun,
E-mail : dsirmanirakiza65@gmail.com;
BP. 755 Yaoundé*

Résumé

Le rôle habituellement attribué à un intellectuel libre et responsable est d'être un producteur d'idées objectives, et d'accepter de discuter avec la même objectivité les travaux scientifiques de ses pairs. Si cet idéal-type est difficile à atteindre dans toutes les sociétés, il l'est davantage dans une société ethniquement polarisée comme le Burundi. Piégés par un ethnisme violent qui a été construit et divulgué par les politiques qui ont géré le pays avant, pendant et après la colonisation, les intellectuels qui se sont prononcés sur les violences répétitives au Burundi ont, à quelques exceptions près, oublié leur identité nationale et se sont plutôt présentés comme les défenseurs de leur ethnisme. C'est, en partie, ce qui explique le traitement partisan qu'ils ont réservé aux événements cataclysmiques qui ont endeuillé ce pays depuis plus d'un demi-siècle.

Mots clés: Burundi, ethnisme, intellectuel, libertés académiques, responsabilité sociale.

Introduction

Le Burundi est un pays d'Afrique centrale composé de trois ethnies : les Hutu, les Tutsi et les Twa. Le vivre ensemble entre les deux premiers groupes humains n'a pas toujours été harmonieux comme en témoignent les multiples violences identitaires qui les ont opposés et dont la plus importante en termes de durée et d'effets dévastateurs est celle qui a éclaté en 1993 après l'assassinat du président Melchior Ndadaye. Partant de l'idée que faire œuvre de science consiste à donner une image non déformée des organismes et des choses (Durkheim 1986), nous pensons que ces temps de crise auraient dû constituer une opportunité pour les intellectuels, entendus ici comme l'ensemble des lettrés (enseignants, universitaires, prêtres, journalistes, chercheurs), de transcender le clivage entre les Hutu et les Tutsi et de se distinguer de la masse en aidant à la résolution de la crise. Hélas, cela n'a pas été le cas.

Seulement, si ailleurs, l'histoire du combat pour les libertés académiques met en exergue le politique comme responsable majeur de la confiscation et/ou de la mise sous l'éteignoir de l'Université et de ses valeurs fondamentales (prise de position contre toutes les formes de comportement intolérant, engagement pour une recherche ouverte et indépendante), le chevauchement entre l'ethnisme et le politique semblent en être ici la véritable cause, limitant grandement la créativité intellectuelle et scientifique du pays. En effet, hormis les lettrés burundais qui, de gré ou de force, ont préféré prendre leur distance par rapport à un champ considéré comme dangereux (eu égard à la nature négative de la réponse sociopolitique à laquelle ont souvent eu droit ceux qui, par leurs travaux de recherche, ont osé critiquer l'ordre des choses), la plupart de ceux qui ont opiné sur les violences au Burundi n'a fait que essentialiser le clivage « Hutu-Tutsi ». Celui-ci fut érigé en élément monocausal des crises par un corps d'intellectuels qui, en refusant de se poser des questions qui vont au-delà de l'ethnicité, brouilla et brouille toujours l'histoire de tout un peuple. Aujourd'hui comme hier, les polémiques et les divergences d'analyse liées à la charge ethnique témoignent de la difficulté des intellectuels burundais à dégager une vision claire et unique du déroulement des événements et de leurs véritables enjeux.

Partant des contradictions repérables lorsqu'on prend soin de scruter les productions scientifiques des lettrés burundais, la réflexion que nous nous proposons de développer dans le cadre de cet article ambitionne de mettre en exergue, dans le prolongement des travaux de R. Lemarchand (1994), l'idée selon laquelle, il existe au Burundi et sur le Burundi, deux modes de pensée relevant clairement d'une conception hutu ou tutsi de la réalité à tel point que, à quelques exceptions près, tout acquis scientifique sur les violences qui s'y sont déroulées doit être situé dans les mémoires façonnées dans ces deux écoles. La bipolarisation de cette intelligentsia, loin de trouver son explication dans l'essence distincte des groupes hutu et tutsi comme le pensèrent certains

ethnologues (Pages 1933 ; De Lacger 1939)¹, s'origine dans la société burundaise qui, sous l'effet des dynamiques du dedans et celles du dehors (Balandier 1971), a érigé la violence ethnique comme mode de gestion politique. Autrement dit, l'ampleur des pratiques d'exclusion et de violences ethno-sélectives qui ont caractérisé et dominé les régimes politiques avant, pendant et après la colonisation, a eu comme conséquence la formation d'un corps d'intellectuels éclaté qui, capturé par le piège de l'ethnisme – il s'agit ici d'une construction idéologique largement intériorisée par les citoyens se traduisant par le fait de refuser les morts des autres, de présenter les membres de son ethnie comme des saints parés de toutes les vertus et de criminaliser les autres à qui on colle la casquette d'opresseurs et/ou de génocidaires – a davantage excellé par le sectarisme et l'« auto-destruction » de ses membres plutôt que par le souci de rendre compte, de façon objective, des véritables enjeux des crises qui ont marqué l'histoire récente du Burundi. Un comportement d'« auto-décreditation » semblable à celui des intellectuels africains écartelés entre l'affirmation de leur « *subjectivité agissante et la dette communautaire* » que décrivent A. Kouvouama et B. Niane, ce dernier parlant de la classe politico-intellectuelle sénégalaise caractérisée par la difficulté à promouvoir l'identité nationale et la permanence, au sein des factions concurrentes de cette élite, d'une logique de dénonciation de l'alter ego (Cité par Delmas 2008).

Pour ce faire, trois mouvements structurent cet article. Premièrement, l'article présente les productions scientifiques de quelques intellectuels burundais en prenant soin de montrer comment le choix des événements à analyser, le ton utilisé révèlent l'appartenance ethnique des auteurs. Deuxièmement, il tente une explication du déficit d'objectivité en montrant d'une part que le lettré burundais porte les stigmates de la société burundaise qui l'a formé et, d'autre part, que ses positions partisans obéissent souvent à des enjeux bien précis. De ce fait, il défend l'idée que si la pesanteur ethnique pouvait s'expliquer par la dialectique soutien/dénonciation chez les intellectuels de première génération, l'instrumentalisation de l'ethnisme par la présente génération est devenue un moyen de survie. Enfin, l'article introduit le concept de « mémoires conflictuelles » et met en exergue la part de responsabilité des intellectuels dans la propagation de l'ethnisme politique dans les masses populaires.

Question de méthode

L'analyse documentaire est le principal outil de collecte des données utilisées pour la réalisation de ce travail. Nous avons pris un corpus de quelques travaux scientifiques, certes insuffisants sur le plan de la quantité, mais assez significatifs pour ce qui est des renseignements qu'ils fournissent. Nous avons, par ailleurs, recouru à certains discours des lettrés (des hommes d'Eglise, des journalistes) pour rendre compte de la charge ethnique contenue dans leurs messages et du rôle qu'ils jouent dans la propagation de l'ethnisme au sein des masses populaires. En outre, nous avons capitalisé notre propre expérience

en tant que Burundais. Il nous a été donné, au cours de notre socialisation, d'être témoin des analyses et opinions à caractère ethnique venant des gens considérés comme des intellectuels. En plus de tous ces éléments, nous avons réalisé des entretiens informels avec des étudiants et universitaires burundais en séjour au Cameroun. Ces entretiens nous ont conforté dans notre point de vue qu'au Burundi, il suffit de lire un ouvrage traitant de la violence entre les Hutu et les Tutsi pour être au courant de l'appartenance ethnique de son auteur. Deux épisodes de l'histoire burundaise ont particulièrement retenu notre attention sans pour autant nous empêcher de passer en revue l'histoire générale du pays. Il s'agit des événements de 1965 et ceux de 1972. Le choix de ces deux moments de l'histoire, surtout la période de 1972, se justifie non seulement par le fait qu'ils constituent des dates structurantes du vivre ensemble et des relations entre les Hutu et les Tutsi (Chrétien et Dupaquier 2007), mais aussi et surtout, parce qu'il s'agit des sujets sur lesquels existent une abondante littérature. Dans la présentation de cette dernière, nous avons pris le soin d'équilibrer les citations, les points de vue et les analyses. Chaque fois qu'il a été donné un point de vue relevant de l'« école de pensée hutu », nous avons fait de même pour ce qui est de « celle tutsi ».

Les intellectuels au Burundi : quand l'ethnicité prend le dessus sur l'objectivité scientifique

Dans le projet scientifique d'un nombre important d'auteurs des sciences sociales (Bachelard 1999, Durkheim 1986; Weber 1992), l'objectivité, entendue comme le caractère de ce qui donne une image non déformée des choses, ou de ce qui les décrit, les juge sans parti pris, occupe une place de choix. Pour M. Weber (1992), le savant doit se soumettre au principe de « *neutralité axiologique* », c'est-à-dire qu'il doit se refuser à faire œuvre de prophétisme et renoncer à tout espoir de changer le cours de l'histoire. Dans ce sens, un chercheur revendiquera d'autant le qualificatif de savant ou d'intellectuel qu'il se sera totalement débarrassé de ses jugements de valeurs et de ses états d'âme. S'il est vrai que certaines données mobilisées dans ce travail n'ont pas été collectées auprès des chercheurs au sens où l'entendent les épistémologues ci-dessus évoqués et que, de ce fait, il est malaisé de leur appliquer le principe d'objectivité qui est supposée caractériser le travail du chercheur, c'est ici le temps de préciser que l'étymologie de la notion d'intellectuel indique aussi l'impartialité, donc l'objectivité, comme valeur fondamentale. En allant puiser à la source de la notion d'intellectuel, en effet, nous apprenons que son usage premier fait référence à une partie de la population française (les dreyfusards) qui, lors de la condamnation injuste de Dreyfus en 1894, se refusa de s'aligner derrière la position partielle du politique et choisit plutôt de se mobiliser, et ce, en dépit des origines diverses des uns et des autres, pour sommer les instances

juridiques de dire le droit de façon impartiale. Dans ce sens, qu'on prenne la figure de l' « intellectuel-chercheur » ou celle de l' « intellectuel-militant », l'idée qui ressort est la même : le concept d'intellectuel s'applique, tout au moins dans sa déclinaison théorique, à tous ceux qui sont contre l'impartialité, le parti pris, l'arbitraire et qui, profitant de leur grand sens de discernement, jouent le rôle historique dans la société tant par les idées qu'ils produisent que par les positions qu'ils prennent. Une telle figure de l'intellectuel peut-elle être repérée dans la société burundaise ? Si on ne peut pas répondre par la négative, il y a tout de même lieu d'avoir un certain nombre de réserves quant à l'effective existence d'intellectuels neutres au pays des « *bashingantabe*² », surtout au regard du traitement scientifique que ceux qui étaient supposés jouir de ce statut ont réservé aux multiples crises qui ont endeuillé d'innombrables familles. Certes, la réalisation de l'idéal-type de l'intellectuel libre et responsable reste difficile, voire impossible, à atteindre dans toutes les sociétés, celles africaines en particulier, et ce, au regard des contraintes sociales, politiques et économiques qui pèsent sur le métier d'intellectuel. Mais, l'on doit reconnaître qu'elle l'est davantage dans un pays comme le Burundi marqué par une histoire émaillée de violences ethniques. La présentation de quelques productions scientifiques des intellectuels burundais en rapport avec deux des épisodes les plus sombres de l'histoire de ce pays permet de constater que l'ethnicité y a pris le dessus sur l'objectivité.

L'histoire du Burundi se singularise par la succession des crises dramatiques qui ont attristé des familles entières. Cette histoire se singularise surtout par les divergences qui s'observent entre les politologues, les historiens, les sociologues burundais, bref entre les hommes de la pensée. Ceci peut être lu à travers le traitement que ces « maîtres-penseurs » ont réservé à la crise de 1965. Selon certaines sources (Ntibazonkiza 1993 ; Nshimirimana 2010), la nuit du 18 au 19 octobre 1965, un groupe formé de militaires et de gendarmes, une quarantaine d'hommes au total, aurait fait irruption au Palais royal. Après en avoir maîtrisé la garde, les mutins se seraient rendus aux appartements royaux, situés au premier étage, afin de s'emparer du Roi. Lorsque celui-ci se réveilla en sursaut, lesdits mutins auraient baissé leurs armes, seraient tombés à genoux et lui auraient lancé un vibrant : « Ganza sabwa ! » (Règne et soit courtois). Vers cinq heures du matin et par un mécanisme jusque là inconnu, le roi Mwambutsa aurait parvenu à s'enfuir à l'étranger où il restera éternellement (Chrétien et Dupaquier 2007 :21). Mais, le coup ne serait pas arrêté là. Après la tentative manquée de « capturer » ou de « tuer ? » le Roi, les mutins se seraient rendus, dans le but de s'emparer du pouvoir, à la résidence du premier ministre de l'époque, Biha Léopold et lui auraient tiré dessus plusieurs balles de mitraillettes avant de le laisser pour mort. Ensuite, ils se seraient rendus à la caserne de munitions située non loin de la rivière muha dont ils n'auraient eu aucune peine à s'emparer. Dans ce contexte d'insurrection, les combats opposant les militaires loyalistes et les mutins dans la capitale Bujumbura auraient duré près de quatre heures (entre six heures et dix heures du matin) avant que les premiers n'arrivent à bout des seconds.

Sur un point, et peut être l'un des rares, tous les analystes burundais sont d'accords. En 1965, il s'agissait bel et bien d'une tentative de coup d'Etat qui a donné suite à des massacres d'une population dont le nombre reste jusqu'à présent inconnu. Mais qui sont les auteurs de ce coup manqué ? Quels étaient leurs mobiles ? Que voulaient-ils ? Quelle était leur appartenance ethnique ? L'analyse des réponses que les lettrés burundais ont données à ces questions montre l'existence d'un corps éclaté de penseurs qui ont oublié leur identité nationale pour arborer celle ethnique. La charge ethnique est tellement forte dans leurs analyses qu'on n'arrive pas à dégager une ligne claire, encore moins savoir ce qui s'est réellement passé. Les divergences commencent sur la raison même des mutins lorsque ceux-ci se sont emparés du Palais royal. Pendant que l'universitaire R. Ntibazonkiza (1993) parle de mutins qui se seraient rendus à la résidence royale pour s'emparer de la personne du roi et qui, tel un chrétien catholique devant le tabernacle, se seraient prosternés devant lui (signe d'obéissance), un autre intellectuel burundais, M. Manirakiza (1990) fait remarquer que les assaillants avaient l'intention de tuer le Roi. Selon M. Manirakiza, le monarque n'aurait eu la vie sauve qu'à la faveur d'une erreur : les mutins se seraient tirés dessus car ne se connaissant pas, et le Roi aurait profité de la confusion pour s'enfuir. R. Ntibazonkiza réfute cette thèse de la volonté des mutins de s'en prendre à la personne du Roi. Comparant le coup d'Etat manqué à la Révolution française de 1789, il fait savoir que :

« Tout comme en juillet 1789 en France l'effervescence révolutionnaire n'était pas dirigée contre la personne du Roi lui-même, mais contre le système qu'il incarnait, à savoir la Monarchie absolue de droit divin, de même les envahisseurs du Palais royal de Bujumbura la nuit du 18 au 19 octobre 1965 n'en voulaient pas à la personne de Mwambutsa, mais bien au système féodo-monarchique de droit divin qui n'avait que trop duré » (1993 :61).

Certes, ça n'apparaît pas de façon explicite que ces deux positions sont ethniques, mais pour quelqu'un qui est au courant de l'histoire burundaise, cela se lit entre les lignes. En fait, s'il est difficile d'en être parfaitement sûr, il est possible de penser qu'en défendant la thèse des mutins qui se seraient prosternés devant le roi, l'universitaire R. Ntibazonkiza tente de prouver que la répression aveugle qui a suivi le coup manqué et qui, selon plusieurs sources (Kavakure 2002 ; Nsanze 2003), a visé la classe militaire, intellectuelle et politique hutu ne se justifiait par aucun élément objectif. Par contre, on peut défendre que Marc Manirakiza, qui par ailleurs était ministre des Affaires étrangères en 1965, en soutenant la thèse des assaillants qui sont allés à la cours royale dans le but ultime de tuer le roi, fait sien la thèse répandue, au moins de façon officielle, selon laquelle il n'y a de tueurs que des hutu qui, s'ils avaient réussi le coup d'éliminer le roi, auraient procédé à la liquidation totale des Tutsi qui étaient d'ailleurs proches du pouvoir à l'époque³. C'est d'ailleurs ces deux positions qui alimentent la polémique sur la question de l'identité ethnique des auteurs du coup d'Etat manqué et leurs objectifs. Comme on pouvait s'y

attendre, cette polémique se décline en deux hypothèses.

La première stipule que le coup manqué était l'œuvre des extrémistes Hutu, dirigés par des hommes politiques, à l'instar de Gervais Nyangoma, Paul Mirerekano, Emile Bucumi et Antoine Serukwavu. Ceux-ci auraient fomenté le coup d'Etat avec un double objectif : *s'emparer du pouvoir et exterminer les Tutsi*. Cette thèse est soutenue par M. Manirakiza qui remarque :

« L'entrepris Nyangoma-Serukwavu de 1965 [...] ces assoiffés de sang [...] fut un crime indescriptible et innommable que la communauté internationale doit condamner vigoureusement [...]. Si Nyangoma avait été Premier Ministre ou s'il avait réussi son coup de force du 18 octobre, les massacres de Muramvya⁴ auraient-ils eu lieu ? Sans faire un procès d'intention à un disparu, je répondrai plutôt par l'affirmative. Les massacres des Tutsi de Muramvya avaient été planifiés depuis longtemps, ce qui me fait croire qu'une fois Premier Ministre, Nyangoma aurait scellé pareillement le sort des Tutsi » (1990 :76-77).

C'est aussi le point de vue de J.M. Sindayigaya qui fait savoir que :

« En octobre 1965, quelques politiciens hutu allaient tenter de mettre fin au pouvoir monarchique, accusé d'avoir bloqué le fonctionnement des institutions. Cette tentative fut récupérée par l'aile extrémiste et nihiliste, qui prônait une démarche on ne peut moins démocratique consistant à éliminer physiquement les Tutsi soi-disant pour garantir une récupération véritable du pouvoir » (1991 :102).

A côté de cette thèse qui, visiblement, incrimine les Hutu, une autre nous est servie. Celle-ci indexe plutôt les Tutsi comme les véritables instigateurs de la tentative de coup d'Etat de 1965. Elle est soutenue, entre autres, par R. Ntibazonkiza. Pour lui,

« [...] le coup d'Etat de 1965 fut le résultat ourdi par les Tutsi extrémistes, exécuté par une partie de la Gendarmerie et (des mutins) de l'Armée. Ces Tutsi reprochaient beaucoup de choses au Roi : la suppression de la J.N.R. [Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore] et de l'U.T.B. [Union des Travailleurs du Burundi] après l'assassinat de Pierre Ngendandumwe⁵ ; l'arrestation, « sur ordre du Roi », de certains leaders de ces mouvements exclus, en plus des dirigeants de l'aile CASABLANCA⁶ de l'UPRONA [Union pour le Progrès National] déjà incarcérés ; le refus d'accepter le candidat de l'UPRONA, Thaddée Siruyumunsi, comme Premier Ministre après les élections de mai 1965. Bref, leur exaspération était à son comble. Elle était à la mesure de leur peur de la démocratie, considérée comme trop favorable à la classe politique hutu » (1993 :67).

Dans ce jeu d'auto-dénonciation, il est difficile, pour un enfant burundais qui n'a pas vécu ces réalités tragiques, de savoir ce qui s'est réellement passé. S'il veut connaître la vérité, il se doit d'être particulièrement prudent avec les analyses fournies par les lettrés burundais. Ce d'autant plus que la crise de 1972, autre cataclysme qu'a connu le Burundi

et qui reste structurant des rapports Hutu-Tutsi, n'a pas eu un traitement plus objectif que celui des violences de 1965. Une fois de plus, les intellectuels ont brillé par leur manque de consensus et par leurs divergences souvent insolites. Ce qui met ainsi en lumière, non seulement, la faible liberté des intellectuels par rapport aux idéologies à la fois ethniques et politiques, mais aussi, leur confusion entre responsabilité sociale et responsabilité ethnique. Que s'est-il passé en 1972 ? Il est difficile d'en avoir une idée exacte. Mais, tous les analystes étrangers s'accordent sur le fait qu'en 1972 a eu lieu, au Burundi, des massacres que certains n'hésitent pas de qualifier de « *génocide sélectif* » (Lemarchand 1974 ; Ziegler 1979), de « *génocide des élites hutu* » (Chrétien et Dupaquier 2007 : 4^{ème} de couverture) ou d'« *élimination systématique des « élites » et des cadres subalternes hutu* » (Botte 1983 : 101). Mais si l'accord semble établi entre les auteurs étrangers, cela n'est pas le cas pour les lettrés burundais. Pendant que R. Ntibazonkiza titre une de ses sections : « *Le génocide sélectif des hutu : 1972-1973* » (1993 :4), Rutamucero contrecarre et titre : « *génocide contre les Tutsi de 1972* » (2008 :1). Le nombre de victimes ne fait pas l'unanimité, certains estiment le bilan à 500.000 morts (MPD 4), d'autres parlent de 200.000 morts (Le journal *Pourquoi pas ?*, juin 1972), pendant que l'estimation communément admise est de 300.000 victimes. Si on peut, à ce niveau, constater les divergences sur le nombre de victimes, divergences qui dévoilent l'enjeu politique quant à l'interprétation des chiffres au Burundi, il importe de préciser que ces dernières s'accroissent lorsqu'on pointe du doigt les responsabilités et l'appartenance ethnique des victimes. Selon que l'auteur est Hutu ou Tutsi, il présente son ethnisme comme une victime de la barbarie de 1972 pendant qu'il colle la casquette de bourreau de son peuple à l'autre partie de la population.

Ainsi, pendant que les intellectuels d'obédience tutsi font savoir que les massacres de 1972 trouvent leur cause dans une insurrection menée par les Hutu aidés par des mercenaires « *mulelistes*⁷ » en vue de l'extermination totale des Tutsi et que, présent-ils, les Hutu qui sont morts n'ont eu que ce qu'ils méritaient, dans la mesure où les Tutsi n'ont fait qu'exercer là un droit légitime de revanche et/ou d'auto-défense, les analystes défendant la cause hutu estiment que les tueries de 1972-1973 ont été la matérialisation de la volonté des Tutsi de passer à la « *solution finale*⁸ », exécutant ainsi un plan qui avait été préalablement mis sur pied⁹. Conformément à ces deux points de vue, se mettent en place deux thèses diamétralement opposées. La première met en exergue le complot entre des assaillants hutu et des groupes de « *mulelistes* » organisés en bandes de 10 à 30 hommes qui seraient venus de l'extérieur du Burundi en vue d'en finir avec la domination tutsi. Selon cette thèse, les rebelles hutu et leurs acolytes, une fois arrivés au pays, auraient mis sur pied une éphémère « *République de Martyazo* » (une localité située à la frontière sud du Burundi, en province de Bururi), et y auraient planté un drapeau aux couleurs vert et noir (Manirakiza 1992 ; Kiraranyanya 1985). Si cette version des faits peut être qualifiée de politique en ce sens qu'elle met l'accent sur la conquête du pouvoir, une autre s'intéresse aux massacres commis par les assaillants. Ainsi, Rutamucero rapporte qu'une partie d'assaillants aurait attaqué la capitale Bujumbura, surtout les quartiers situés non

loin de la cathédrale Régina Mundi, pendant que les attaques les plus importantes se seraient localisées dans presque tout le pays (Rutamucero 2008 :12). Ce lettré burundais décrit comment des familles entières ont été effroyablement décimées :

« Nyanza-Lac, Rumonge, Bujumbura, Vugizo, Mabanda, Cankuzo, Vyanda, Marty-azo et Gitega ont été simultanément attaqués. Tous les hommes, vieillards, enfants et femmes Tutsi sont systématiquement tués, par empalements, crucifixions, mutilations et les femmes enceintes sont éventrées. Des milliers d'hommes, femmes et enfants Tutsi ont été exterminés » (2008 :17).

Pour les auteurs de cette thèse, ces tueries avaient été préparées à l'avance puisque, nous apprennent-ils, des tracts contenant des indications sur la procédure à suivre pendant l'extermination ont été trouvés sur les assaillants (Manirakiza 1992 ; Rutamucero 2008).

Cette thèse qui innocent les Tutsi et les pose comme des victimes qui, en massacrant les Hutu, n'auraient fait qu'exercer une salutaire action d'auto-défense, est rejetée par une autre qui pointe du doigt les Tutsi comme les véritables responsables des massacres. Elle commence par une mise en cause de la capacité morale d'un intellectuel d'origine tutsi à poser un jugement véridique. Pour Ntibazonkiza,

« ne cherchons surtout pas à démêler le vrai du faux dans ces assertions officielles trompeuses. Ce serait faire trop confiance à des dirigeants politiques sans scrupules : les contradictions internes n'ont jamais gêné personne, lorsqu'il s'agit de légitimer l'arbitraire. Dans l'échelle des valeurs, la vérité n'est pas un élément dominant aux yeux des Tutsi. La dissimulation, les contre-vérités, le style oblique, la réserve prudente sont des vertus ! » (1993 :179).

Partant de là, elle réfute tout ce que défend la première, à commencer par l'effectivité des attaques dont parlent les auteurs de l'autre camp. A ce sujet, L. Kavakure estime que le discours sur l'existence de la rébellion est partiellement erroné. Selon lui, *« la rébellion n'a jamais débordé de la province de Bururi... L'attaque de la capitale [Bujumbura], quant à elle, manque de consistance pour être crédible »* (Kavakure 2002 :42). A. Nsanze est, à ce propos, plus radical : *« l'attaque menée à Bujumbura est ambiguë... Les attaques sur Bururi, Gitega et Cankuzo n'ont jamais eu lieu. Les tracts et autres correspondances censés être compromettants ne contribuent point à éclairer l'histoire, car, ceux qui sont sensés en être les auteurs ont été exécutés à la hâte, selon des listes préétablies »* (1998 :132). Dans ce jeu d'accusation mutuelle, R. Ntibazonkiza donne la quintessence de ce qui, à ses yeux, doit être considéré comme la véritable approche des événements de 1972. Sans aller jusqu'à nier l'existence de l'insurrection hutu, il précise que

« "la rébellion" supposée de quelques éléments Hutu était le résultat d'une manipulation suivie d'une provocation délibérée, par le lobby de Bururi¹⁰. A la tête de ce lobby, le Président Michel Micombero rêvait d'une « solution finale » de la question hutu, et

d'une « solution provisoire » du problème posé par les Banyaruguru. [...] Voilà la seule approche globalisante qui nous semble justifiée, puisqu'elle procède d'une responsabilisation collective d'individus à la tête du Burundi à cette époque. Au lieu d'éteindre le feu, tels des pompiers, ils l'ont attisé, tels les pyromanes » (1993 :181-182).

Pour cet auteur, le complot qui est cité par les intellectuels tutsi n'est qu'une « mise en scène fort habile, destinée à exécuter les « fauteurs de troubles » qui, pour Micombero et ses acolytes, ne pouvaient être que les Hutu plus ou moins lettrés, qui pourraient à terme avoir une influence sur le peuple des agriculteurs. [...] » (1993 :183). Pendant que les intellectuels défendant la cause tutsi parlent de tracts trouvés sur les rebelles, preuve que les massacres avaient été planifiés, les lettrés de l'autre camp indiquent que des listes des victimes avaient préalablement établies. A ce sujet, R. Ntibazonkiza précise : *« C'est ainsi que les listes de tous les « intellectuels » Hutu avaient été dressées à l'avance, que les points de résistance éventuelle étaient déterminés, et que les éléments les plus sûrs de l'armée étaient prêts à intervenir »* (1993 :183).

On voit, à partir de ce bref exposé des points de vue de ces quelques intellectuels, que *« la réalité burundaise est différemment perçue et diffusée par les Burundais eux-mêmes »* (Mukuri 2004 : 427). Certes, le but de cette réflexion n'est pas de chercher à savoir qui, d'entre les intellectuels hutu et tutsi, dit la vérité ou ment. Mais on ne peut pas s'empêcher de relever le fait que leurs divergences brouillent l'histoire de tout un peuple. Cette histoire est d'autant plus brouillée que même les intellectuels étrangers, censés être indépendants, produisent des analyses qui s'insèrent, soit dans l'école hutu, selon qu'ils sont davantage en contact avec les Hutu, soit dans l'école tutsi selon qu'ils s'abreuvent à la source tutsi¹¹.

Traumatisme historique et intellectualisation de l'ethnicité

Qu'est-ce qui explique que des gens qui, au regard de leur niveau d'érudition, étaient supposés être la lumière du peuple par la froideur de leurs analyses se soient transformés en idéologues ? Quelles sont les conditions qui ont rendu possible la polarisation de l'intelligentsia burundaise, polarisation dont le résultat macabre a été la réduction au silence des uns et la stérilisation des analyses des autres ? Quel contexte a fait de la majorité de lettrés burundais de simples partisans ethniques au lieu de s'atteler à l'analyse objective des conflits ? Est-ce l'héritage des violences ethno-sélectives qui ont caractérisé les régimes politiques qui se sont succédés à la tête du pays ? Ou est-ce à cause du seul fait des intérêts matériels en jeu ? Et si c'était une sorte du poids de la culture qui imposerait le silence, la complicité et le système oblique comme valeurs traditionnelles refuges et constituerait ainsi un boulet dont l'intelligentsia n'arriverait point à se défaire ? Sans d'ailleurs être exhaustifs, notre point de vue est que ces trois éléments s'entremêlent pour rendre compte des ressorts des analyses partisans dont se sont rendus coupables certains lettrés burundais.

La « violence séculaire » comme obstacle à la réalisation de l'idéal d'intellectuel au Burundi

Le premier élément qui explique la bipolarisation des lettrés burundais est l'ampleur des pratiques d'exclusion et la nature ethno-sélective des violences dont se sont rendus coupables les régimes politiques qui ont dirigé le pays avant, pendant et après la colonisation. Certes, il est difficile de trancher le débat entre les défenseurs de l'idée d'une absence totale des clivages et violences ethniques dans le Burundi précolonial (Gahama 2001 ; Chrétien 1993) et ceux qui estiment que la violence ethnique au Burundi est séculaire en ce sens que avant même la colonisation, ce petit royaume de 27834 km² s'était illustré par l'existence d'un pouvoir politique de type féodal dominé par l'aristocratie tutsi (Ntibazonkiza 1993 ; Ziegler 1979). Mais, en toute objectivité, il est malaisé de défendre la thèse que la domination d'une catégorie sociale sur une autre n'est qu'une invention coloniale, que le colonisateur a travaillé sur un terrain vierge de toute contradiction. Il s'est appuyé sur des clivages et des formes de domination (des frustrations aussi) qui existaient déjà. En effet, le système de pouvoir féodal qui a prévalu au Burundi jusqu'à l'arrivée du colonisateur ne brillait pas par le respect des principes de la démocratie et surtout de la justice. Pour preuve, le *mwami* avait le droit de vie ou de mort sur chaque *murundi* et tout lui appartenait (Shibura 1993 : 58). Le Roi, se basant sur le droit coutumier qui stipulait que toutes les terres lui appartiennent, avait le droit d'installer (*kugerera*) et/ou d'expulser (*Gusohora*) quelqu'un. Il avait également la capacité de dépouiller quelqu'un de ses biens (*Kunyaga*) et de chasser celui-ci de son domicile (*Kwangaza*). Aussi pouvait-il soit procéder à la redistribution des biens de l'expulsé à ses clients (*Kugaba*), soit se les approprier. Dans ce contexte marqué par l'arbitraire, tout ce qui allait à l'encontre de ce que disait le *mwami* était considéré comme une injure (*igitutsi*) ou comme un péché (*igicumuro*, *igikirimvyo*) et l'insubordination, réelle ou imaginaire, était sanctionnée soit par l'amende en têtes de gros bétail ou soit par la spoliation des biens suivie de l'expulsion de la chefferie (*Kunyagwa n'ukwangazwa*). Pratiques d'autant plus récurrentes que le monarque punissait souvent sans prendre la peine d'écouter les témoins (Nsanze 2003 :16). Cette pratique d'accaparement des biens du royaume explique d'ailleurs pourquoi les domaines et les biens du roi étaient immenses (Mworoha 1977). Si au départ, ces comportements pour le moins violents et arbitraires constituaient l'exclusivité du roi et les princes, ils se sont petit à petit généralisés et ont finalement constitué le mode de gestion politique. Toute personne disposant d'une parcelle de pouvoir pouvait, sans aucune explication, se donner le luxe d'installer, de chasser quelqu'un ou de s'accaparer de ses biens. Ainsi certains ont-ils pu profiter de ce système et, par là même, accumuler des richesses, toute chose qui leur a permis de développer un type de patrimonialisme fonctionnant sous le mode de l'« *ubugabire* » (donation de vaches) et de l'« *ubugererwa* » (exploitation

d'une terre appartenant à un propriétaire en échange de services), ces fameux contrats qui instaurent les conditions clientélistes en faveur du propriétaire de la vache ou de la terre (Ntibazonkiza 1993). Même si l'on peut convenir que ce féodalisme n'était nullement spécifique au Burundi en ce sens qu'on le retrouvait aussi dans les sociétés préindustrielles européennes, il est aujourd'hui établi que « certaines pratiques traditionnelles, telles que *Ukunena*, *Ukwihutura*, *Ubugeregwa*, *Ubugabire*, *Ukunyaga*, *Ukwangaza*, *Ugutanga ikimazi-mumtu*, *Ugushoregwako inka* et autres pouvaient, selon les cas, être sources d'injustice et de frustrations [...] »¹² (Accord d'Arusha 2000 :15).

Pour autant, il ne s'agit pas ici d'innocenter les administrateurs coloniaux en les présentant comme de simples philanthropes qui n'auraient fait qu'accepter et maintenir une idéologie « *qu'ils observaient montante* » et dont les tutsi étaient parvenus à convaincre les hutu eux-mêmes (Lugan 1997 :118). Il faut préciser que, si cela vaut encore la peine, les colonisateurs ont largement contribué à la vulgarisation de la logique ethnique en lui donnant des bases à la fois scientifique et sociale. En effet, comme l'aurait fait un G.W.F. Hegel (1965) théorisant l'infériorité du noir considéré comme « *l'enfance du monde* » et la supériorité du blanc, l'incarnation même de la modernité, les colonisateurs allemands, puis belges et leurs porte-paroles ont propulsé le Tutsi, vu comme « *un Européen sous une peau noire* » (Ménard)¹³, en haut de l'échelle sociale, pendant que le Hutu, considéré comme le symbole du *négre* dans l'état pur de barbarie et de sauvagerie, dans son effroyable laideur et son épouvantable stupidité, a été relégué en bas de la société. La matérialisation d'une pareille situation s'est traduite, entre autres, par l'écartement des Hutu du système scolaire. Celui-ci ne devait avoir en son sein que des *ganwa* et des *tutsi* qui étaient vus comme les seuls à comprendre le mystique du progrès et de l'évolution et étaient donc utiles au système colonial et à la nation¹⁴. C'est pour cela que l'élite politique promue par les autorités coloniales était quasiment d'origine *ganwa* et *tutsi* non Hima¹⁵ (Ndarishikanye 1998 :351-352). Ainsi se renforça l'opposition de deux camps aux imaginaires antithétiques. Pendant que le Tutsi s'installait confortablement dans le complexe d'une supériorité qu'il croyait naturelle et divine (Lugan 1997), le Hutu se « *résignait* » et « *acceptait* » sa situation d'infériorité que les ethnologues disaient « *congénitale* ».

Si, ainsi qu'il vient d'être relevé, l'ethnisme en tant que système discriminatoire et ségrégationniste, tire ses sources lointaines dans le Burundi précolonial mais davantage colonial, il faut reconnaître, au risque de choquer certains, que ce sont les trente années qu'ont duré les régimes militaires conduits par des politiciens issus de l'ethnie tutsi (1966-1993) qui l'ont parachevé (Elias et Helbig 1988). Largement intériorisée par la population, cet ethnisme a été érigé en outil efficace de gestion du pays, tout en étant, cela va de soi, officiellement nié. Sans aucun projet de société, les politiciens qui ont pris la destinée du pays après l'indépendance ont clairement montré qu'ils avaient besoins des divisions ethniques pour se maintenir et se légitimer à leurs yeux et aux yeux d'une partie de la population. Ils ont fait ainsi dégénérer le débat politique

en querelles régionalistes mais surtout ethniques. L'issue de ces querelles, on le sait, a été les massacres et les purges ethniques (en 1965, 1969, 1972, 1988) d'autant plus présents dans les consciences des Burundais qu'ils n'ont jamais fait l'objet de véritables poursuites judiciaires de la part des autorités politiques (Lemarchand 2004 :432).

Cette longue période de violences ethniques est à l'origine de la peur panique de l'Autre qui alimente le vivre ensemble des Burundais et qui n'a malheureusement pas épargné l'intellectuel. Quand on sait que la grande majorité des lettrés qui écrit sur l'histoire burundaise est née, a grandi et a été formée sous ces régimes politiques ségrégationnistes et violents, il devient moins surprenant qu'une partie d'elle en porte toujours les stigmates. A titre illustratif, alors que l'idéologie du refus de la discrimination s'est localisée en premier lieu chez l'élite hutu, celle justifiant les formes d'inégalités sociales fondées sur l'appartenance ethnique s'est d'abord répandue parmi l'élite tutsi. Dans ce contexte marqué par la volonté des uns de se libérer de l'emprise des autres et le souhait des autres de maintenir leur position sociale, faire la science pour la science devient une tâche extrêmement difficile. Ce d'autant plus que, non seulement l'intellectuel est lui-même, soit soumis aux mêmes sévices de la vie quotidienne soit bénéficiaire des intérêts que génère son appartenance ethnique, mais aussi, en tant que lettré comprenant les enjeux de son époque, le mieux placé pour être le porte-parole de sa communauté. Celle-ci, dans la recherche des solutions à ses angoisses, n'admet autre explication que celle qui puise dans l'ethnisme. Celui qui, par sa curiosité, cherche à cerner ce qui se cache derrière les mots Hutu et Tutsi et qui, à la fin de ses investigations, déroge au sens commun est vite taxé de traître par les gens de son camp et les sanctions peuvent aller de la simple stigmatisation et méconnaissance sociales à l'élimination physique. Pour le peuple et les acteurs politiques, le décryptage des héritages ethniques fournit des réponses aux interrogations du présent, et l'intellectuel est vite vu comme « *le notaire chargé de rendre compte de ce patrimoine pour mieux authentifier telle ou telle position* » (Chrétien 1998 :640). Par ailleurs, le fait que dans la société burundaise, le crime ethnique ait souvent pris le visage d'une volonté de « *supprimer toutes les couches instruites et semi-instruites* » (Lemarchand 1974 :21), certains intellectuels se sont sentis visés et ont ainsi érigé le dualisme « *Nous contre Eux* » en bouclier.

Le clivage Hutu-Tutsi, un « business » plutôt juteux

Faut-il s'arrêter sur le caractère violent des régimes politiques pour comprendre entièrement le comportement partisan des intellectuels burundais ? Que non ! Il faut élargir le débat et analyser ce sur quoi la prise de position des uns ou des autres peut aboutir en termes de gain matériel.

En effet, comme il a déjà été signalé, le Burundi indépendant fut confié, après la chute de la monarchie, à un groupe de dirigeants mixte mais composé quantitativement

et qualitativement par une élite politique tutsi. Hormis la crise de 1993 qui éclate au moment où c'est un président hutu (qui venait d'ailleurs d'être assassiné) qui était au pouvoir, le reste d'événements cataclysmiques qui ont frappé le Burundi se sont produits au moment où l'Etat était dirigé par des militaires tutsi (Le règne du Colonel Michel Micombero : de 1966 à 1976 ; celui du Colonel Jean Baptiste Bagaza : 1976-1987 ; et enfin le règne du Major Pierre Buyoya : 1987-1993). Dans ce contexte, la position partisane des intellectuels répondait à deux logiques différentes : l'apport du soutien au pouvoir en place chez les uns, et la dénonciation en faveur du changement afin d'avoir accès au pouvoir chez les autres. De ce fait, deux logiques antagoniques de préservation ou d'accès au pouvoir se côtoyaient. En effet, étant donné que, ainsi que le souligne V. Mbogoye (1989), tout système a besoin de se reproduire pour se maintenir et que pour assurer sa défense et sa continuité, l'extrémisme tribal doit générer ses propres idéologies et ses enseignants qui vulgariseront ses principes (écrits ou non) dans la masse, les intellectuels burundais ont joué sur les deux registres en soutenant ou en dénonçant les politiciens. C'est ainsi que certains intellectuels tutsi – jouant en cela le rôle d'« *intellectuels organiques* » au sens de Gramsci (1975), c'est-à-dire des théoriciens dont la production scientifique est destinée à assurer l'hégémonie du pouvoir en place – sont restés muets sur ce que R. Lemarchand désigne comme le « *génocide sélectif* » de 1972 (Lemarchand 2004), ou alors l'ont abordé dans le but de montrer que des Hutu ont massacré des Tutsi et que le gouvernement, en commanditant la répression, n'a agi que dans le sens de protéger la minorité tutsi. A ce silence et à cette accusation, certains intellectuels hutu ont répondu par une contre-accusation visant à montrer et à informer leur communauté, et celle internationale, sur le fait que les massacres avaient été orchestrés par les Tutsi et n'avaient visé que les Hutu. Difficile de savoir ce qui s'est passé, étant donné que les gouvernements qui ont pris la charge du pays n'ont jamais cherché à établir les responsabilités. Mais, ce qui est certain, c'est que même si les méthodes peuvent présenter les divergences, les deux formes de tribalisme visaient les mêmes buts : l'accès au pouvoir et le contrôle des ressources nationales. Il importe de signaler que l'explication d'un pareil activisme n'est pas à rechercher dans le seul soutien que ces lettrés voulaient apporter aux politiciens. Dans un contexte socioéconomique où la tranquillité matérielle passe par le contrôle et l'exploitation directe des ressources de l'Etat, les positions de certains lettrés burundais obéissaient à des calculs matériels bien clairs. C'est ainsi que, ainsi que le remarque M. Elias, « *on a pu voir au Burundi le spectacle plutôt insolite de milliers de jeunes intellectuels manifestant en ville contre les résultats des élections qui menaçaient leur carrière de futurs cadres* » (1994 :148).

Si on peut facilement comprendre ces deux positions comme relevant des enjeux différents, eux-mêmes liés à un contexte particulièrement trouble, qu'est ce qui justifie le fait qu'aujourd'hui, alors que d'une part, la majeure partie de la population commence à comprendre que le clivage « Hutu-Tutsi » n'est qu'une ressource entre les mains des politiciens, et que d'autre part, le pouvoir politique a été partagé entre les différents

protagonistes, les intellectuels restent ceux qui croient davantage en l'impossible vivre ensemble entre les deux communautés ethniques ? En effet, aujourd'hui comme hier, lorsqu'un intellectuel hutu, à quelques exceptions près, parle de la récente crise de 1993, il s'attarde sur l'assassinat du président Melchior Ndadaye et celui de certains de ses collaborateurs, évoque les massacres des Hutu commis par l'Armée et les jeunes tutsi, et ne dit rien ou alors dit très peu de choses sur les milliers de Tutsi qui sont tombés sous les coups d'une population hutu déchaînée. En voici un exemple :

« Contrairement à la thèse généralement avancée par les propagandistes du «tutsicide» et selon des informations fiables, les militaires et les Tutsi qui ont tué les Hutu n'ont pas commis ces actes uniquement par vengeance ou suite à des massacres des leurs par les Hutu. Les faits montrent que souvent il s'agissait d'une action bien planifiée à l'exemple des proches du major Buyoya qui bien avant la campagne électorale proprement dite de 1993 avaient lancé les menaces suivantes: «Vos enfants mourront et vous serez condamnés au veuvage si vous ne votez pas pour Buyoya, candidat de l'UPRONA » (CAAB 1999 :26)

Le même regard, mais cette fois contre les Hutu, est adopté par des intellectuels tutsi. Ceux-ci évoquent l'assassinat du président Ndadaye comme un élément mineur dont on peut facilement faire abstraction dans l'explication de ce qui s'est passé en 1993, en ce sens que pour eux, l'extermination des Tutsi est un plan qui remonte à la longue durée. Allant jusqu'à nier le fait que des Tutsi aient pris délibérément part aux massacres des Hutu, ils mettent davantage un accent sur les tueries, en l'occurrence les massacres communautaires, qui ont frappé la communauté tutsi et minimisent celles qui ont endeuillé la communauté hutu. A ce sujet, le propos de l'Abbé Philippe Siriba est évocateur :

« Les diverses tentatives commencées mais rapidement arrêtées – Octobre 1965, Coup d'Etat militaire par les Bahutu, avec la complicité d'une ambassade, découvert à temps en 1969, Avril 1972, Août 1988 et Novembre 1991 – visant toutes à l'extermination des Batutsi, allaient se réaliser pleinement en octobre 1993, même si à l'heure actuelle, elle n'est pas achevée et qu'en toute logique on doit s'attendre à ce qu'elle se poursuive jusqu'à ce qu'on cesse de parler de Bahutu et de Batutsi, suite à l'extinction de ces derniers que le planificateur du génocide attendait durant la législature 1993-1998, comme s'il fallait l'achever une fois pour toutes avant le 21^e siècle (...). Ceux qui voudraient nier le génocide avancent le cas de nombreux Bahutu tués par les génocidaires, des cas qui en réalité se classent en deux catégories: la première contenant les Bahutu qu'on a appelés militants, qui sont contre le génocide, et qui sont tués comme étant des traitres; la seconde composée par de simples gens tués pour forcer la négociation avec le Gouvernement et pour dire qu'il n'y a pas de paix au Burundi » (1997 :8).

Si les uns et les autres se cramponnent sur leur position respective, c'est précisément parce que les crimes, les génocides sont devenus, dans la Région des Grands Lacs en général, au Burundi en particulier, des « business » juteux. Le nombre de morts, leur appartenance

ethnique, l'identité ethnique des bourreaux, tout cela est exploité par les politiciens et les intellectuels qui les servent quand ils peuvent générer des dividendes en termes de postes politiques. On s'arrache les cadavres non pas pour les pleurer ou réclamer justice mais dans l'infâme perspective d'en faire un ferment de la haine tribale et un tremplin pour l'accès au pouvoir (CAAB 1999 ; Mbogoye 1989). Les théoriciens du clivage ethnique, qu'ils prétendent « naturel » et « éternel », reçoivent peu de critiques et n'admettent pas tout point de vue contraire aux discours partisans qu'ils servent au monde entier. Ils font semblant de ne pas être au courant que dans le cas Burundais, « l'ethnicité est superficielle et artificielle » (Nimubona 2005 :2). Pour eux, le schéma binaire et manichéen Hutu-Tutsi est politiquement rentable et ne doit jamais disparaître pour faire place à l'Etat républicain. La constitutionnalisation, lors de l'accord d'Arusha, de ce clivage ethnique n'a fait que donner raison à ces marabouts qui ont raté leur mission, et a témoigné de la rentabilité politique – donc économique dans une perspective d'interchangeabilité du politique et de l'économique (Terray 1987 ; Daloz 2003) – du dualisme ethnique au Burundi. En effet, cédant aux analyses ethnistes, les négociateurs de l'Accord d'Arusha ont fixé, dans une perspective de l'équilibre ethnique, les représentations ethniques qui ont été insérées dans l'Accord de partage du pouvoir au Burundi signé en 2004. Ce dernier en ses articles 13, 15,16 précise les quotas qui doivent être respectés dans la constitution de l'Assemblée nationale, le Sénat et les conseillers municipaux en vue de pérenniser la paix au Burundi. L'article 20 dispose que « les structures de gestion des entreprises d'Etat sont reconstituées afin d'assurer l'équilibre ethnique, compatible aux principes d'une représentation 60/40 Hutu-Tutsi utilisés pour déterminer la structure des autres institutions d'Etat... ». Notre objectif n'est pas de remettre en cause cet accord qui a permis au pays de retrouver un semblant de paix, mais de montrer comment cet équilibre a été biaisé. En effet, selon les chiffres communément admis, la population burundaise est constituée de trois ethnies dont les proportions sont 84% pour les Hutu, 15% pour les Tutsi et 1% de Twa. La logique aurait donc voulu, pour parler d'équilibre ethnique, que les différentes composantes soient représentées en respectant leurs proportions dans la population générale. Comme cela n'a donc pas été le cas, il ne serait pas surprenant de voir dans un futur proche des intellectuels, pour des besoins d'accaparement des maigres ressources de l'Etat, réactiver l'extrémisme tribal soit pour remettre en cause les statistiques, soit pour refuser tout changement visant l'adoption des principes de la méritocratie nationale.

Le poids de la culture : les affres de la peur et du silence

En s'intéressant à la production scientifique des intellectuels burundais, on est frappé par un double constat : très peu de travaux, pour ne pas dire pas du tout, ont été le fruit des recherches multiethniques et très peu d'intellectuels burundais reconnaissent

et condamnent les crimes commis à l'encontre de l'autre ethnie. Un type de recherche marqué du sceau de l'ethnisme s'est approprié l'espace public au Burundi à tel enseigne qu'on se demande s'il n'y existe que des théoriciens du clivage « Hutu-Tutsi ». La réalité est qu'il existe une autre catégorie de lettrés qui, terrorisés et horrifiés par l'idée de la mort, n'ont pas la liberté et le courage de leurs opinions (Horizon 1990). Ils adoptent ainsi le silence qui, dans la plupart des cas, n'a rien à envier à la complicité. Ce propos de V. Mbogoye certes vieux de vingt et un an mais dont l'actualité est incontestable rend compte de la situation qui prévaut au Burundi :

« Même aujourd'hui où un coin du voile a été levé il subsiste toujours une majorité silencieuse dans laquelle se côtoient pêle-mêle des démocrates de toutes les « ethnies », peureux, échaudés par l'arbitraire qui sévit particulièrement en période de tension et tiraillés par la hantise de la mort, des silencieux complices qui profitent du système... » (1989 :11).

Cette situation tire sa source lointaine dans la période monarchique qui, comme nous l'avons montré, s'est caractérisée par l'arbitraire du pouvoir féodal. Après l'indépendance, la recherche sur l'ethnie a été classée dans ce qu'il convient d'appeler « *les sujets tabous* » et, à moins de le faire dans la clandestinité et ce, à ses risques et périls, tout point de vue remettant en cause le schéma binaire et dichotomique Hutu/Tutsi était vu comme une forme de subversion et son auteur puni sévèrement. On peut citer, à titre illustratif, le cas de Martin Ndayahoze, ministre et officier supérieur sous le régime Micombero qui, en 1972, paya de sa vie le fait d'avoir osé dénoncer l'ethnisme comme moyen de gérer la nation (Elias et Helbig 1988 :72). Cette hantise de la mort pour cause de ses opinions a tellement été intériorisée par les Burundais que le silence et le peu d'intérêt pour une véritable critique ont finalement été érigés en valeurs culturelles refuges. On peut le voir à travers les proverbes burundais tels que « Irigukunze rikuguma munda » (La parole est d'argent, le silence est d'or); « Ikinyoma kivuye ibwami gisasirwa indava » (Le mensonge qui vient de la cour royale doit être accueillie comme une vérité indépassable); « Umwera uvuye i bwami ukwira hose » (Les lacunes royales passent pour une mode). Cette conspiration du silence se traduit également par tout un tas de pseudo-conseils qui purulent la vie quotidienne et qui, dans le contexte burundais, sont supposés traduire la sagesse de leurs auteurs. Ainsi, pendant qu'un lettré qui n'est pas directement concerné par une calamité se complaira dans un silence en justifiant son acte par le fait qu'il ne gagne rien en s'impliquant dans la dénonciation « Nsha nokora iki ? » (Pour quelle raison dois-je m'élancer dans le feu ?), les « sages » diront à un jeune bavard qui ambitionne de donner un point de vue qui n'encense pas le statu quo qu'il vaut mieux fermer sa bouche au risque de s'attirer des ennuis « Nta guhandwa ku rurimi ». Mais un tel conseil ne doit pas être déconnecté des calculs liés à la gestion ethnique du pays. Au Burundi, en décidant de garder leur silence, certains lettrés espèrent que le triomphe des membres de

leur camp peut leur valoir une promotion.

Mais au-delà d'une simple conspiration du silence, la culture de la réserve ou alors ce qu'on peut qualifier – pour le dire de façon provocante – une culture du mensonge existe au Burundi. Celle-ci explique pourquoi, dans certaines circonstances, les conspirateurs du silence et les théoriciens de la haine se rejoignent pour former un bloc. Ceci se traduit par certains proverbes qui, d'une part, reconnaissent au mensonge une valeur sociale : « Uwutabeshe ntasumira umwana » (Celui qui ne ment pas ne peut pas s'acquitter de ses obligations familiales), et d'autre part, rendent compte de la manière avec laquelle les Burundais sont prêts à cacher leur vérité : « Bavuga ayabandi ayabo bakayicarako » (ils dévoilent les secrets des autres pendant qu'ils s'asseyent sur les leurs). Il y a aussi les jugements sur la bonne/mauvaise éducation d'un enfant. Au Burundi, en effet, un enfant bien éduqué ne dit pas ce qu'il a mangé (Ntakuvuga ivyo warariye) ou ce qu'il vu à la maison. Il est docile et des petites boutades ne manquent pas de célébrer ce genre de comportement : « Womuhonyorako ukagwa » (Cet enfant est tellement calme que tu peux glisser sur son corps jusqu'à tomber), « Karya kana kazokwitunga » (cet enfant est tellement docile, sage qu'on est sûr de sa capacité à pouvoir évoluer seul). Or, convaincu que l'instruction – contrairement à ce qu'ont défendu les philosophes des lumières qui pensaient que la culture est la voie par excellence vers l'émancipation de l'individu par rapport aux idéologies – ne rend pas l'homme plus meilleur mais le rend plutôt plus efficace¹⁶, l'enfant grandit avec cet esprit et plus il accumule les diplômes, plus il perfectionne l'esprit de la réserve.

Certes, à côté de ces proverbes qui semblent légitimer le silence, la réserve et le système oblique comme des valeurs liées à la sagesse se trouve des sentences qui les fustigent (Hakuba imbwa woba imva = Mieux vaut mourir que de perdre son honneur; Ukuri guca muziko ntigusha = La vérité traverse le brasier sans jamais se brûler). Mais l'on doit reconnaître que la culture de la peur, de la complicité et du silence a une part de responsabilité dans le manque d'une masse critico-réflexive au Burundi.

Interprétation partielle et fabrication des mémoires conflictuelles

En l'absence d'individus capables de s'élever au-dessus des clivages ethniques et en présence des conspirateurs qui préfèrent, par peur pour leur vie ou par simples calculs matériels, garder le silence, on se retrouve dans un contexte favorable à la constitution des mémoires parallèles avec le risque d'altérer davantage l'harmonie et la cohésion sociales.

En effet, le fait que chaque intellectuel, se positionnant alors comme le porte-parole et le défenseur de son ethnie, explique à tout bout de champ que le « Nous » est différent des « Eux », « Eux » qu'il faut écarter, si besoin tuer, pour sauver le « Nous », et que dans ces conditions, la tuerie devient souvent « *un acte purificateur* » (Sémelin 2005) ne fait que renforcer le sentiment de peur, de suspicion et d'hostilité dans les esprits des populations.

La propagation de l'idée d'une mort imminente, une mort causée par un ennemi incarné par l'« Autre » est une façon de canaliser l'angoisse de la population sur un ennemi physiquement identifiable. Traumatisée, la population se remet à ses « leaders » pour que ceux-ci lui expliquent, d'une part, d'où vient la menace, et d'autre part, comment y faire face. C'est dans ce contexte de panique que les théoriciens de la haine tiennent les discours du genre « Voici nos ennemis, ce sont eux qui sont la cause de nos malheurs. Il faut nous en débarrasser ». Pour J. Sémelin, c'est « à partir de cette « transmutation » de l'angoisse larvée en une peur concentrée sur une « figure » hostile, [que] la haine se développe contre cet « Autre » malfaisant » (2005 :33). L'auteur constate que, pour la population, l'issue logique de la dynamique « angoisse-haine » est de faire naître le désir de détruire ce qu'on lui désigne comme la source de la mort. Dès lors, l'équation devient simple : « Ta mort, c'est Ma vie », c'est-à-dire qu'en tuant l'« Autre »-ennemi, l'individu croit vaincre la mort (Fornari 1969 :35). Convaincus que « *nibo batwiciye* » (ce sont eux qui ont tué les nôtres), « *nibo badubekuye* » (ce sont eux qui ont tué nos enfants), les Burundais pleurent leurs morts selon les affinités ethniques. Aujourd'hui comme hier, « *tous les Barundi, Tutsi, Hutu, Twa, chacun à leur façon (mais rarement en commun, encore moins en communion) portent le deuil des proches et des amis qui ont été victimes des incessantes tueries qui ont ravagé le pays avant même son accès à l'indépendance* » (Lemarchand 2004 :431). Dans ce travail de constitution des mémoires, si la responsabilité de la population de base n'est pas à négliger, il y a lieu de défendre l'idée que les élites politiques, aidées en cela par les théoriciens du clivage « Hutu-Tutsi », ont joué un rôle important dans la propagation de l'ethnisme politique. Ces individus qui, en principe, étaient appelés à être la lumière de la population, se sont plutôt joués de celle-ci pour réaliser leurs objectifs politiques. Sur ce point, R. Ntibazonkiza remarque que :

« [...] l'âpreté du tribalisme a été dès le début particulièrement nette dans les milieux dirigeants ou ceux qui s'en approchaient, y compris chez les étudiants. En quelque sorte, on peut affirmer que le racisme tel que pratiqué au Burundi dans le cadre moderne actuel n'est pas né des collines, il est venu de la capitale, Bujumbura, puis a essaimé dans les grandes villes, avant d'atteindre le peuple des collines » (1993 :126).

Ces milieux lettrés ont travaillé pour que les couches populaires soient au courant de cet antagonisme ethnique qui, par les analyses dont il a fait l'objet, a fini par être considéré comme naturel. Un travail d'endoctrinement qui s'est toujours traduit par la mobilisation, à la moindre occasion, des référents ethniques de part et d'autre. Ainsi, pendant que certains étudiants et intellectuels hutu rescapés des événements de 1972-1973 se sont regroupés au sein des mouvements politiques tels que Palipehutu (Parti du peuple Hutu), Frolina (Front de libération Nationale) dans le but de défendre la cause hutu et qu'ils n'ont cessé de propager des idéologies racistes considérées comme indispensables dans la lutte contre la domination tutsi¹⁷, les extrémistes tutsi – regroupés au sein des associations telles que « PA-Puissance d'autodéfense-Amasekanya », « Sans

échec », « Sans pitié » ou « Sans défaite » – n'ont ménagé aucun effort dans la présentation de la figure du hutu comme l'incarnation de la menace qui guette les Tutsi¹⁸. Comme le souligne R. Lemarchand, certains extrémistes tutsi vont même « *jusqu'à prétendre le plus sérieusement du monde que l'assassinat de Ndadaye était justifié par sa participation à un complot génocidaire contre les Tutsi* » (2004 :433). Désorientée, désinformée et endoctrinée, la population n'a que son ethnie comme référent identitaire et, dans ce quiproquo, « *le deuil des uns fait parfois le bonheur des autres* » (Lemarchand 2004 :432).

Mais, si le deuil des uns fait souvent le bonheur des autres, c'est précisément parce que des crimes ont été « *commis par des Hutu sur des Tutsi et par des Tutsi sur des Hutu* » (Mukuri 2004 :425) et que, conséquemment, les événements douloureux ne sont pas les mêmes pour les uns et pour les autres. Un travail réalisé à la veille des élections de 2005 par Julien Nimubona montre qu'une simple analyse des répertoires des événements marquant l'histoire burundaise rend compte de l'existence des perceptions et des opinions ethnistes, bref l'existence des mémoires parallèles. En effet, ainsi que le souligne J. Nimubona, « *c'est à travers la souvenance des moments de bonheur ou de malheur, de gloire ou de défaite que les peuples construisent leurs mémoires et écrivent leur histoire* » (2005 :19). Or, au Burundi cela n'est pas le cas. J. Nimubona montre que la considération des événements marquants l'histoire du Burundi diffère selon l'ethnie : alors que sur un échantillon de 3263 personnes, la majeure partie de hutu, soit 215 répondants, estiment que l'événement marquant est la crise de 1972-1973, les Tutsi minimisent cet épisode puisque, seuls 92 pensent que c'est un événement important. Même les plus récents événements de 1993 ne sont pas perçus de la même manière : 712 Hutu pensent que 1993 est événement important contre 501 Tutsi du même avis. Au-delà des chiffres qui, du reste, ne parlent pas, cette tendance à ne se souvenir que des événements qui ont frappé sa seule communauté se traduit, du moins pour ce qui est de la crise de 1993, par le fait que les commémorations marquant la mort du président Melchior Ndadaye et les massacres qui en ont suivi s'effectuent dans des lieux et à des dates différentes selon l'ethnie. Alors que pour nombre de Hutu, c'est la date du 21 octobre de chaque année qui est importante car symbolisant l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye, la majeure partie des Tutsi se rendent, chaque 22 octobre, à Bubu (Kibimba), lieu où furent brûlés vifs des élèves Tutsi et où est érigé l'un des rares monuments dédiés aux victimes de la barbarie burundaise. Durant ces deux jours, des messes sont dites dans tout le pays, messes au cours desquelles, les prêtres et les pasteurs, de par leurs homélies souvent partisanes, rejoignent le *vulgum pecus*, offrant ainsi un spectacle d'un pays en mal de modèles lorsqu'il s'agit de la froideur dans l'analyse. Ce qui est particulièrement saisissant, c'est le refus, par certains lettrés, de l'idée même de construire un monument unique pour toutes les victimes de la guerre ethnique. C'est le cas, par exemple, du professeur Venant Bamboneyeho, président de AC. Génocide-Cirimoso (la principale association de lutte contre le génocide) qui, en 2005, estimait qu'un monument unique est un monument au négationnisme et que l'idée même d'ériger un pareil mémorial doit

être punie par la loi, étant entendu que, selon lui, le négationnisme est un délit juridique. Un jeune étudiant, président de la Section étudiant de la même association précisait à juste titre qu'il « *est impensable qu'on érige un même monument pour tous ceux qui ont été emportés par la crise* ». Faisant référence aux massacres des élèves tutsi de l'école normale de Kibimba, il estimait que « *c'est inacceptable qu'on construise un unique monument pour les élèves brûlés à Kibimba et leur directeur qui les a brûlés et qui a été, par la suite, condamné à mort et exécuté par la justice* »¹⁹. Sans aucunement vouloir revendiquer ici l'immortalisation de ceux qui se sont rendus coupables des violences, on ne peut pas s'empêcher de relever que ce « *refus de reconnaître les morts des autres, en réservant les uns à des mémoriaux et les autres à des poubelles de l'histoire (sous les étiquettes de rebelles, d'opresseurs ou de victimes, de bavures) [...]* » (Chrétien 1990 :189) ne fait qu'altérer l'altérité.

Mais, les intellectuels burundais n'ont pas seulement permis la fabrication des mémoires parallèles, ils ont également, par le truchement de leurs analyses, rendu possible la mise sur pied des mémoires-écrans qui édictent ce qui peut et doit être dit ou tu. Forme de surmoi qui « *fonctionnent comme des censures d'autres souvenirs du passé* » (Meynier 2008 :41), ces mémoires stockent derrière l'écran du conscient tout ce qui peut contrarier la version politiquement et/ou socialement correcte des faits. C'est ainsi que dans le subconscient d'une frange importante de la communauté tutsi, il n'y a de tueurs que des Hutu. De ce fait, un nombre important des membres de la communauté tutsi se refuse d'admettre que cette catégorie sociale présente des éléments nuisibles. Réciproquement, la majeure partie des Hutu estiment qu'ils ont été victimes des assauts répétés des Tutsi, et trouvent toujours des éléments justifiant certains d'entre eux qui se sont rendus coupables des massacres. Ainsi que le souligne J.P. Chrétien, dans ce jeu marqué d'extrémisme tribal, tout compromis est assimilé à la trahison de son camp ethnique (Chrétien 1990 :189).

Certes, la plupart de ces éléments sont en voie de disparition suite aux développements sociopolitiques de ces dernières années. Mais, l'on doit s'accorder avec G. Meynier que « *dans la vie des individus, des peuples et des nations, les blessures se sédimentent au fur et à mesure que les minutes, les mois, les années et les siècles passent. Mais elles ne s'effacent jamais de l'inconscient* » (2008 :41). A la moindre mobilisation, et à l'occasion de la libération des imaginaires et des violences refoulées, ces mémoires parallèles entrent en collision et se déchainent, mettant ainsi à la surface les clivages profonds présents dans la société (Nimubona 2005).

Conclusion

Il faut le reconnaître, le projet scientifique qui pose l'objectivité et la neutralité axiologique comme des principes épistémologiques à ne pas transgresser n'est pas facile à réaliser dans les sciences sociales. Ce d'autant plus que le chercheur en sciences sociales, produit

d'une société et porteur d'une histoire, court toujours le risque d'analyser les faits qui ont court dans sa société en y mêlant ses sentiments, ses émotions, bref, les valeurs auxquelles il a été socialisé. C'est dire que du fait de son statut d'être social, le chercheur sert toujours, consciemment ou non, une cause idéologique et des intérêts de classe bien précis (Ziegler 1981). Dans le cas de ce travail, nous avons montré comment les intellectuels au Burundi, soumis à un faisceau de contraintes, ont joué sur trois registres différents. Certains, en s'intéressant aux crises qui ont endeuillé le pays, ont davantage défendu les intérêts des personnes issues de leur camp. D'autres ont préféré adopter une « *solution de sauvetage* » (Djifack 2002) en s'alliant soit derrière les détenteurs du pouvoir politique, soit en se mettant du côté des opposants. D'autres enfin ont estimé qu'il fallait se taire, devenant ainsi des observateurs complices d'une guerre qui du reste, aurait pu être évitée. Aussi différents qu'ils puissent paraître, *a priori*, ces trois registres ont eu la même conséquence : au Burundi, la réalité a deux peaux : une peau hutu et une peau tutsi. Ces deux types de conceptions sont, comme le souligne H. Cochet, influencées par les enjeux politiques de l'interprétation de l'histoire : « *L'histoire est [...] un enjeu d'affrontements politiques, le terrain où chacun recherche, pour les uns, les Hutu, les preuves de son identité, de sa différence par rapport à l'autre, de l'antériorité de ses droits, pour les autres au contraire, les Tutsi, la négation des antagonismes et la justification de ses pratiques sociales et politiques contemporaines* » (Cochet 2001 :422). L'importance et la rémanence de cette interprétation partielle et partisane de l'histoire mettent en exergue le malaise qui caractérise les intellectuels burundais. Mais au-delà d'une simple question de l'intelligentsia burundaise, cette difficulté des instruits à pouvoir se libérer des tares de leur société rend compte de l'urgence qu'il y a à prendre plus de distance avec le postulat souvent simpliste qui voit en l'école une institution destinée à élever l'homme par l'instruction. A partir de tout ce qui précède, le constat est que le Burundi – comme cela fut le cas en Allemagne-nazi, nation à l'époque cultivée mais où jaillirent des violences – est la preuve qui montre que l'instruction n'est pas en soi un rempart contre le mensonge, la violence et la subjectivité, mais qu'elle « *donne au contraire des armes à celui qui veut justifier rationnellement ses émotions et ses passions* » (Sémelin 2005 :87). Pour notre part, nous pensons que s'il est difficile de se défaire de leur histoire, il est urgent que les lettrés burundais se situent à égale distance entre « *engagement et la distanciation* » (Elias 1993) pour pouvoir proposer des descriptions et des analyses qui, pour être en rapport avec la réalité sociale, sauront être profitables à l'établissement d'une nouvelle identité des Burundais, bref, d'une nouvelle société. La conceptualisation du pardon, du vivre-ensemble sans oublier la bonne information visant à montrer que seuls quelques individus et non tout le groupe ethnique sont responsables des malheurs qui se sont abattus sur une partie de la population doivent être les maîtres-mots. Pour cela, il y a un travail politique et social qu'il faut accomplir. L'instauration d'une démocratie garantissant la libre expression et une resocialisation de la population sont des tâches qu'il vaut mieux accomplir. De telles propositions n'ont rien de moralisant. Elles se fondent sur l'idée que

les mémoires conflictuelles qui se sont construites au cours de l'histoire mettent au jour le sentiment d'inhospitalité. A la moindre mobilisation de type ethnique, celles-ci sont susceptibles d'entrer en collision et de déboucher ainsi sur de nouvelles violences.

NOTES

1. Lire aussi tous les points de vue de monseigneur Classe dans, Chrétien, J.-P., 1985 : « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », in Amselle, J.-L. et M' Boltolo, E. (eds), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat et en Afrique*, Paris, La Découverte, pp. 129-165.
2. « Bashingantahe » veut dire, littéralement, ceux qui plantent le bâton (Intahe). On les désigne ainsi à cause d'un petit bâton qu'ils frappent sur le sol lorsqu'ils arbitrent les litiges de leurs populations. Initialement, les bashingantahe étaient les vieux notables qui, sous la monarchie, représentaient l'autorité royale au niveau de chaque colline. Ils étaient reconnus pour leur impartialité dans le traitement des litiges au niveau de leur circonscription. Aujourd'hui, le mot a connu des usages extensifs et désigne, à côté de son sens étymologique, toute personne qui dit la vérité. Lire à ce sujet, Mworoha, E., 1977 : *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs. Le Burundi et les royaumes voisins au XIXème siècle*, Dakar-Abidjan, Les nouvelles Editions Africaines.
3. En prenant appui sur les travaux de J.P. Chrétien (1988) qui font remarquer que les institutions politiques du Burundi étaient, en 1965, dominées par les Hutu, défendre que les Tutsi étaient plus proches du pouvoir que les Tutu devient difficile. Par contre, si on prend pour acquis le point de vue de Reyntjens (1988) qui estime que la majorité statistique acquise par les Hutu après les élections législatives de 1965 ne se traduisait pas par une majorité politique, la thèse des Tutsi qui étaient proches du pouvoir devient crédible. D'ailleurs, comment aurait-il pu en être autrement après plus d'un demi-siècle que le pays avait passé sous la domination coloniale avec sa politique ségrégationniste ?
4. Muramvya est une province du Burundi située entre Bujumbura (la capitale) et Gitega (la deuxième ville du pays). Muramvya est surtout reconnu pour être le bastion de la famille royale.
5. Celui-ci est le premier Ministre hutu qui fut assassiné le soir du 15 janvier 1965 alors qu'il sortait de la Clinique Prince Louis Rwagasore où il venait de rendre visite à son épouse qui, deux jours avant, avait donné naissance à leur enfant.
6. Désignait le groupe de leaders politiques Tutsi issus du parti UPRONA, par opposition à MONRONVIA qui, lui, regroupait les leaders politiques Hutu issus de la même formation politique.
7. Il s'agit des guérilleros qui appartenaient à une rébellion congolaise (Ex-Zaïre) et dont le chef était Pierre Mulele.
8. Selon certains intellectuels burundais, la solution finale renvoie à un plan qui a été mis sur pied en vue d'en finir avec les Hutu, tout au moins son intelligentsia. Voir à ce sujet, Ntibazonkiza, R., 1993 : *Au royaume des seigneurs de la lance. Une approche historique de la question ethnique au Burundi*, Bruxelles, Droits de l'Homme.
9. Ce plan a un nom : « le plan Simbananiye ». S'il est difficile d'établir son existence effective, ce fameux plan reste toutefois présent dans les mémoires des Hutu. Il s'agirait d'un plan dont l'auteur serait Arthémon Simbananiye, ancien Ministre des Affaires étrangères. Pour lui, il fallait, en s'appuyant sur l'armée et les groupes de combat de la J.R.R., amener l'égalité numérique entre les deux ethnies. Voir à ce sujet, Ntibazonkiza, R., 1993 : *Au royaume des seigneurs de la lance. Une approche historique de la question ethnique au Burundi*, Bruxelles, Asbl Droits de l'Homme.
10. Situé au Sud du pays, Bururi est la province originaire des trois premiers présidents du Burundi, à savoir Michel Micombero, Jean Baptiste Bagaza et Pierre Buyoya.
11. Voir, pour ce qui est de l'école Hutu, Ziegler, J., 1979 : *Le pouvoir africain*, Paris, Seuil ; Lemarchand, R., Martin, D., 1974 : *Génocide sélectif au Burundi*, Minority Rights Group, Report n°20, Londres. Pour l'école Tutsi, lire utilement la production de J.P. Chrétien, particulièrement, Chrétien, J.P., 1993 : *Burundi, l'histoire retrouvée*, Paris, Karthala. Plus intéressant est la polémique qui existe entre les chercheurs étrangers sur l'interprétation de l'histoire burundaise. Voir à ce sujet les controverses Chrétien/Botte (Chrétien, J.P., Le Jeune, G., 1983 : « Les mots et les choses », *Politique africaine*, n°12, p.105-108 ; Botte, R., 1983 : « Quand l'essentiel n'est pas ce que l'on dit, mais ce que l'on tait », *Politique africaine*, n°12, p. 99-104) et Chrétien/Reyntjens (Chrétien, J.P., 1990 : « L'ethnisme au Burundi : tragédies et propagandes », *Politique africaine*, n°38, p.182-189 ; Reyntjens, F., 1990 : « Du bon usage de la science: l'école historique burundo-française », *politique africaine*, n°37, p.107-113).
12. Traduction approximative : Ukunena : le fait de refuser de partager nourriture/boisson avec quelqu'un (les acteurs touchés par le kunena étaient, au Burundi, l'équivalent de la catégorie d'intouchable en Inde) ; Ukwihutura : le fait pour un Hutu de dénier son appartenance ethnique et de procéder aux rites visant une demande solennelle d'intégration et d'assimilation à la communauté tutsi ; Ubugeregwa : le fait pour quelqu'un d'exploiter une terre appartenant à un propriétaire en échange des services, Ubugabire : donation de vaches, Ukunyaga : spoliation ; Ukwangaza : expulsion ; Ugutanga ikimazi-mumtu : donner un sacrifice humain ; Ugushoregwako inka : le fait pour quelqu'un d'être volontairement placé dans un ruisseau servant d'abreuvoir pour les vaches afin que celles-ci le piétinent à mort pendant qu'elles se désaltèrent.

13. Cette citation a été tirée de l'ouvrage: Chrétien, J.-P., 1985 : « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », in Amselle, J.-L. et M'Boltolo, E. (sous la direction de), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat et en Afrique*, Paris, La Découverte, pp. 129-165.
14. Pour une vue rapide de la littérature qui s'intéresse à la discrimination ethnique au Burundi, lire utilement S. Pontzele, 2004 : «Burundi 1972/Rwanda 1994 : L'efficacité dramatique d'une reconstruction idéologique du passé par la presse », Thèse de doctorat, Université de Lille1, disponible sur le site <http://www.univ-lille1.fr/bustl>.
15. Les Hima constituent un sous-clan tutsi éloigné de la cours royale.
16. Le témoignage d'une rescapée du génocide rwandais est évocateur à ce sujet. Elle fait savoir que l'instruction « *ne rend pas l'homme meilleur, elle le rend plus efficace. Celui qui veut insuffler le mal, il sera avantagé s'il connaît les manies de l'homme, s'il apprend sa morale, s'il connaît la sociologie. L'homme instruit, si son cœur est mal conçu, s'il déborde de haine, il sera plus malfaisant* » (cité par Hatzfeld 2000 :106).
17. La Radio informelle « Rutomorangingo » annonçait en février 1996 la tenue des réunions de préparation d'assassinats de Hutu en ces termes: « *Le 19 février 1996, une réunion des Tutsi extrémistes s'est tenue à Muberure tout près de la position militaire qui y stationne. Les participants civils et militaires s'y sont rendus avec les gros bus de transport des hommes de troupe. L'objectif de cette réunion était de réorganiser les Sans Echech en tenant compte de ceux qu'ils avaient envoyé en formation au Rwanda et de plusieurs désertions du FPR (Front patriotique rwandais) qui sont revenus dans notre capitale. Les tueurs étaient en formation au Rwanda dont tous sont arrivés à part un petit nombre de près de 50. Toujours dossier Sécurité, après la nomination du chef de zone de Kamenge en la personne du Sans-Echech (N.J.), les chefs de quartier ont à leur tour été installés dans les brousses de cette zone. Ils sont tous de l'ethnie tutsi et faisaient partie du groupe des Sans -Echechs qui brûlaient vifs les personnes kidnappées et conduites à Nyakabiga ou à Ngagara* ».
18. Un document anonyme intitulé PA-Puissance d'autodéfense-Ingabo incite les Tutsi à une mobilisation contre leur ennemi qui, dans le texte, n'est pas explicité clairement mais que l'on peut lire entre les lignes: «*Nous sommes ciblés comme des bêtes à chasser, à tuer ou à exiler. Des bandes s'entraînent pour nous exterminer un à un ou en masse. L'ennemi est fort parce qu'il a beaucoup de moyens. Il a des ambassadeurs dans le monde entier, des disciples dans tous les quartiers et sur toutes les collines du Burundi (...) On se prépare à nous anéantir et nous, nous restons les bras croisés, comme si quelqu'un viendra nous protéger ou nous organiser quand il sera tard. Notre organisation doit se faire maintenant et au Burundi, pas demain ni ailleurs. Nous devons nous organiser, nous mettre ensemble, unir nos moyens et créer une puissance*

d'autodéfense. A une force, il faut y opposer une autre. Au fur et à mesure que nous nous organiserons, nous nous solidariserons et apprendrons à être discrets, nous serons puissants et on aura peur de nous ».

19. Il s'agit ici des extraits des discours de ces personnalités rendus publiques sur le site de la ligue burundaise des droits de l'homme, Ligue-Itaka : <http://www.ligue-iteka.africa-web.org/>

BIBLIOGRAPHIE

- Bachelard, G., 1999 : *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Librairie philosophique Vrin (1^{ère} édition 1938).
- Balandier, G., 1971 : *Sens et puissance : Les dynamiques sociales*, Paris, PUF.
- Botte, R., 1983 : « Quand l'essentiel n'est pas ce que l'on dit, mais ce que l'on tait », *Politique africaine*, n°12, p. 99-104
- Centre d'Analyse et d'Action pour le Burundi (CAAB), 1999 : « Burundi: Quand le génocide et des crimes contre l'humanité deviennent un « fonds de commerce » » Document CAAB N° 2.
- Chrétien, J-P., Dupaquier, J-F., 2007 : *Burundi 1972 : Au bord des génocides*, Paris, Karthala.
- Chrétien, J.P., 1993 : *Burundi, l'histoire retrouvée*, Paris, Karthala.
- Chrétien, J.P., 1990 : « L'ethnisme au Burundi : tragédies et propagandes », *Politique africaine*, n°38, p.182-189.
- Chrétien, J.P. et al., 1988 : « La crise politico-ethnique du Burundi. L'ombre de 1972 », *Politique africaine*, n°32, p.105-110.
- Chrétien, J.-P., 1985 : « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », in Amselle, J.-L. et M'Boloto, E. (sous la direction de), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat et en Afrique*, Paris, La Découverte, p. 129-165.
- Chrétien, J.P., Le Jeune, G., 1983 : « Les mots et les choses », *Politique africaine*, n°12, p.105-108.
- Cochet, H., 2001 : *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Paris, Karthala.
- Daloz, J-P., 2003: « "Big Man" in sub-Saharan Africa: How Elites Accumulate positions and Resources », in Mattéi Dogan (ed.), *Elites configurations at the Apex of Power*, Leiden, Brill, p. 271-286.
- Delmas, C., 2008 : « Abel Kouvouama et al., eds, *Figures croisées d'intellectuels. Trajectoires, modes d'action, productions* », *L'Homme*, 187-188 | 2008, [En ligne], mis en ligne le 16 décembre 2008, consulté le 25 octobre 2010.
- De Lacger, L., 1939 : *Ruanda*, tome I, *Le Ruanda ancien*, tome II, *Le Ruanda moderne, Grands Lacs*, Namur.
- Djiffack, A., 2002 : « Exil et identité : L'Afrique sous la coupe réglée de l'Occident », *Mots pluriels*, n° 20, [http://www.arts.uwa.edu.au/Mots pluriels/ MP2002ag.html](http://www.arts.uwa.edu.au/Mots_pluriels/MP2002ag.html).
- Diouf, M., 1994 : « Les intellectuels et l'Etat au Sénégal : La quête d'un paradigme », in Diouf M. et Mamdani, M. (dir), *Liberté académique en Afrique*, p.241- 271.
- Durkheim, E., 1986 : *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF.
- Elias, M., 1994 : « Burundi : Les fruits vénéneux du coup d'Etat », *Magazine*, p. 145-150.
- Elias, M., Helbig, D., 1988 : « Deux milles collines pour les petits et les grands. Radioscopie des stéréotypes hutu et tutsi au Rwanda et au Burundi », *Politique africaine*, n°42, p. 65-73.
- Elias, N., 1993 : *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, Traduction française.
- Fornari, F., 1969 : *Psychanalyse de la situation atomique*, Paris, Gallimard.
- Gahama, J., 2001 : *Le Burundi sous l'administration belge*, Paris, Karthala.
- Gramsci, A., 1975 : *Gramsci dans le texte. De l'avant aux derniers écrits de prison (1916-1935)* / recueil de textes réalisé sous la direction de F. Ricci en collaboration avec J. Bramant ; textes traduits par J. Bramant, G. Moget, A. Monjo et F. Ricci, Paris, Éditions sociales.
- Hatzfeld, J., 2000 : *Dans le nu de la vie. Récits des marais rwandais*, Paris, Seuil.
- Hegel, G.W.F., 1965 : *La Raison dans l'Histoire. Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Département d'Univers, Traduction française.
- Horizon n°1, 1990 : « Le silence de l'élite burundaise », in *La conspiration du silence*, texte paru dans l'Organe d'expression du Forum de Burundais en Belgique, disponible sur www.abarundi.org, rubrique : « Opinion libre/Analyse politique ».
- Kavakure, L. 2002 : *Le conflit burundais I. Les coups des années 60*, Editions du Centre Ubuntu.
- Kavakure, L., 2002 : *Le conflit burundais II. La tragédie de 1972*, Editions du Centre Ubuntu.
- Kiraranganya, B.F., 1985 : *La vérité sur le Burundi : L'unité et la démocratie au Burundi*, Canada-Québec, Ed. Naaman de Sherbrooke.
- Lemarchand, R., 2004 : « La mémoire en rivale de l'histoire », *Cahiers d'études africaines*, N° 173-174, p.431-434.
- Lemarchand, R., 1994: *Burundi. Ethnocide as discourse and practice*, Cambridge, Cambridge University press.
- Lemarchand, R., et Martin, D., 1974: *Génocide sélectif au Burundi*, Minority Rgths Group (MRG), Rapport n°20, Londres.
- Majefe, A. 1994 : « Les intellectuels africains : origine et options sociales », in Diouf M. et Mamdani, M. (dir), *Liberté académique en Afrique*, pp. 221-240.
- Manirakiza, M., 1992 : *Burundi : De la Révolution au régionalisme, 1966-1976*, Bruxelles, Ed. Le Mât de Misaine.
- Manirakiza, M., 1990 : *La fin de la monarchie burundaise, 1962-1966*, Bruxelles, Ed. Le Mât de Misaine.
- Mbogoye, V., 1989 : « L'extrémisme tribal au Burundi », in *Contribution au débat sur la question ethnique au Burundi*, Belgique, disponible sur www.abarundi.org, rubrique : « Opinion libre/Analyse politique ».
- Meynier, G., 2008 : « Les historiens et la mémoire après Halbwachs et Freud », *Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, vol. XII, 1-2, n° 39-40, p. 39-45.

- MPD (Mouvement pour la paix au Burundi), *Mémoire sur les génocides répétitifs contre les Hutu du Burundi*, Bruxelles, s.d, S.I
- Mukuri M., 2004 : « Recours à la pratique du deuil », *Cahiers d'études africaines* N°1-2, 173-174, p. 425-428.
- Mworoha, E., 1977 : *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs. Le Burundi et les royaumes voisins au XIXème siècle*, Dakar-Abidjan, Les nouvelles Editions Africaines.
- Ndarishikanye, B., 1998 : « Les rapports État-paysannerie au centre du conflit ethnique au Burundi », *Cahiers d'études africaines*, vol. 38, n°150-152, p. 347-383.
- Nimubona, J., 2003 : « La Perception de l'Identité ethnique dans le processus électoral au Burundi », *Ligue des Droits de la personne dans la Région des Grands lacs (L.D.G.L.)*.
- Nsanze, A., 1998 : *Burundi. Le passé au Présent*, Nairobi.
- Nsanze, A., 2003 : *Le Burundi Contemporain. L'Etat-nation en question (1956-2002)*, Paris, L'Harmattan.
- Nshimirimana, P., 2010 : « D'octobre 1965 à octobre 1993, que s'est-il passé ? De la nécessité à rendre compte au peuple burundais entier », www.burundibwiza.com, Consulté le 27 octobre 2010.
- Ntibazonkiza, R. 1993 : *Au royaume des seigneurs de la lance. Une approche historique de la question ethnique au Burundi*, Bruxelles, Asbl Droits de l'Homme, Tome 2.
- Pages, R.P., 1933 : *Un royaume Hamite au centre de l'Afrique*, Bruxelles, Académie royale de Belgique.
- Reyntjens, F., 1990 : « Du bon usage de la science: l'école historique burundo-française », *politique africaine*, n°37, p.107-113.
- Rutamucero, 2008 : « Deuxième acte : Le génocide contre les Tutsi de 1972 », <http://www.tutsi.org/rutamucero280408.pdf>, consulté le 27 octobre 2010.
- Schmitt, C., 1992 : *La notion de politique*, Paris, Flammarion.
- Sémelin, J., 2005 : *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil
- Shibura, A., 1993 : *Témoignages*, Bujumbura
- Sindayigaya, J.M., 1991 : *Sortir de la violence au Burundi*, Bujumbura, Presses Lavigerie.
- Siriba, P., 1997 : « *Le génocide contre les Batutsi du Burundi: les indicateurs et les problèmes qui lui sont liés* », Document adressé aux évêques du Burundi, Inédit.
- Terray, E. (ed.), 1987 : *L'Etat contemporain en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan
- Weber, M., 1992 : « L'Objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », in Weber, M., *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Presses Pocket, pp. 117-201, trad. Freund, J.
- Ziegler, J., 1981 : *Retournez les fusils ! Manuel de sociologie d'opposition*, Paris, Seuil.
- Ziegler, J., 1979 : *Le pouvoir africain*, Paris, Seuil.

Transforming Labour Reserves in South Africa: Asymmetries in the New Agrarian Policy

Gilingwe Mayende

Water Sisulu University

E-mail: gilingwe.mayende@mayecon.co.za

Abstract:

This paper provides an analysis of the draft Comprehensive Rural Development Programme of the South African government. It focuses on agrarian transformation, a component of the programme. It asks whether the potential exists within communal areas that can be tapped into to unlock and be translated into tangible benefits for the relatively large populations in such areas. Such a question is necessary, it is argued, to allow for an analysis of the agrarian structural fissures and cleavages emanating from colonialism and apartheid.

Keywords: *Rural development, communal areas, agrarian policy, land redistribution,*

Introduction

A central feature of the emerging strategy of the South African government on rural development is its almost exclusive focus on the communal areas, or 'former homelands', as they are commonly known¹. This focus is premised on the assumption that it is in these areas that envisaged development will take place. These rural areas are seen as having some intrinsic capacity to provide the basis for a thoroughgoing agrarian transformation process that should lead not only to the eradication of poverty but to 'vibrant and sustainable' communities characterised by high employment, reasonable incomes and decent living standards. These regions were established as labour reserves and have a history of centuries of land dispossession, forced proletarianisation, and social and economic marginalisation. They have barely seen changes since 1994; instead, there has been a deepening decline and the generalised pauperisation of households and communities.

Over the past 16 years, ineffective government service delivery coupled with a degree of administrative ineptitude, have served to accentuate the trend of marginalisation and peripheralisation of these regions and their populations from the national economy. Social development has largely been held in abeyance and, auspiciously perhaps, the role previously played by migrant workers' remittances of helping many households to keep hunger at bay has been replaced by the ubiquitous social grants. These regions have over the past two decades, also undergone a perverse type of 'transformation', from reproducers and exporters of cheap labour to the country's metropolises, to reproducers and exporters of both labour and poverty, whilst also moving inexorably from a degree of subsistence to virtual stagnation.

The continuation of the torturous and convulsed history of the communal areas has been demonstrated most starkly within the context of the political and bureaucratic 'discourse' and practice on 'service delivery' and national spatial and economic planning under the neo-liberal economic and social development policy that has been pursued by the government since 1996. In particular, neo-liberal macro-economic policy imposed additional strain, limitations and caveats to the economic development of these regions, as policy continued to be dominated by overtly urban-biased imperatives and choices. A fundamental shift in direction and focus seemed imminent when the government led by Jacob Zuma took office in May 2009, taking as its point of departure the resolutions on rural development and agrarian transformation adopted by the ruling African National Congress (ANC) at its National Conference held in Polokwane in 2007, and promising an end to the isolation of the communal areas in social and economic development policy. The promise of a more inclusive and focused approach, as well as commitment of

¹ My preference for the term 'communal areas' derives from the lack of a more positive designation of these regions in most of the literature, as the appellation 'former' seems to imply a somewhat incomplete and tentative identity for these areas.

resources for rural development, should be seen in a positive light.

However, the critical question that then arises is whether sufficient potential exists within the communal areas that can be unlocked and translated into tangible benefits for their relatively large populations, solely on the basis of inwardly facing strategies and initiatives. Interrogating the problem in this way invariably calls for an approach that locates such an analysis within the context of the fundamental historical and structural fissures and cleavages emanating from colonialism and apartheid, that have resulted in the present division of the country between prosperous 'white' rural South Africa and the present pockets of rural poverty inhabited largely by Africans. In short, unless the question of redistribution of land is located squarely within agrarian transformation policy, the activities that the emergent policy framework confines to the communal areas will at best restore these territories to a position closer to subsistence production and not to self-sufficiency or prosperity.

Within the context of the theme of a 'third transition', particularly on whether the Zuma administration represents a new approach to rural development and agrarian transformation that was not characteristic of both those of Nelson Mandela and Thabo Mbeki, it then becomes necessary to explore the question of whether the 'new' rural development and agrarian transformation policy represents continuity of the approach pursued under Mandela/Mbeki, that was underpinned and constrained by neo-liberalism. This invariably necessitates an analysis of the policy framework introduced by the Zuma administration in juxtaposition to the Integrated Sustainable Rural Development Programme (ISRDP) that was initiated and implemented during the Mbeki years. The paper raises the following additional questions: What informs the apparent belief in some kind of 'intrinsic' capacity and dynamism for the communal areas, within the limits of the natural resources at their disposal, particularly land, to be in a position to be propelled to a higher level of development? In this context, what is actually 'new' about the new policy perspective, and what differentiates it from the colonial practice of the 'development of native areas' or the 'development of bantu or black areas' under apartheid? Whilst recognising the fact that the service delivery efforts of the South African government in rural environments have been hamstrung by a number of factors at the practical level, a major concern of this paper is therefore the seemingly overwhelming evidence pointing to a range of additional *de ja vu* effects. These include the phenomenon of a well-intentioned policy and programme being bedevilled by the all-too-familiar challenges of under-resourcing, low programme implementation capacity, poor co-ordination, ineffectual stakeholder mobilisation and participation, and generally poor leadership. The analysis then brings into focus the question of political commitment to and prioritisation of rural development within the overall context of development policy in South Africa, with particular reference to the question: why is something so fundamental in dealing with widespread poverty and underdevelopment not enjoying sustained commitment of the necessary resources from the government,

beyond formal policy positions?

In tackling these questions and issues, the paper highlights, as a major element of its argument, a marked asymmetry between the emergent policy perspective and practical realities in the communal areas. This is done through a detailed analysis of the draft Comprehensive Rural Development Programme (CRDP) and to a lesser extent the Rural Development Strategy of the Eastern Cape Province (ECRDS). The paper elucidates most of its central arguments on the basis of relevant historical material relating to the Transkei region in the Eastern Cape Province, and within this region contemporary data on Mhlontlo local municipal area. The conceptual, analytical as well as practical policy issues have been dealt with in a previous work on the subject of the emergent rural development and agrarian transformation policy regime in South Africa (Mayende, 2010). Whilst these policies cover issues related to rural development in a broad sense, including social and economic infrastructure, provision of basic municipal services, and non-agricultural productive activities, this paper focuses on the agrarian transformation component.

A brief historical sketch of agrarian regression in a labour reserve: the former Transkei

Because of a number of its unique features, the former Transkei homeland provides a good example of a territory established as a labour reserve and presently caught up in the vortex of the struggle for genuine development. This is not least because in its long history, in which the folly of the interlude into bogus 'independence' marked a particularly low point, the territory degenerated to a level of exhibiting the most extreme indices of underdevelopment in the country. It was also a major site of periodic and often protracted episodes of resistance to colonialism and the struggle against apartheid, in the process spawning many of those who assumed leading positions. Annexed into the Cape Colony incrementally from 1879 to 1894, the territory had its first experience of land dispossession from the time of the Frontier Wars, which spanned the period 1834 to 1853. Large tracks of land that were occupied by Africans in areas such as today's Queenstown, Indwe, Dordrecht, Kammastone, Aliwal North, Elliot, Maclear, Ugie, Barkly East, Kokstad, Matatiele, Umzimkhulu, Stutterheim, were annexed for the purpose of white settlement, with the Africans losing virtually all the fertile land they had, and ending up being crammed within a relatively small geographic area. Notwithstanding these vicissitudes, the Transkei experienced a relatively brief period of 'peasantisation', coupled with a degree of commercialisation, when some inhabitants of the Transkei reserve produced and sold grain and livestock to the then expanding mercantile colonial economy from the early 1870s to the early years of the twentieth century (Bundy, 1988: 65-101). During this period, many 'progressive farmers' emerged

among the African population in areas such as Cofimvaba, Xalanga, Cala, Middledrift, and Herschel, a process which underscored the role of peasantisation in giving rise to stratification (Bundy, 1988: 93-95).

The decline and eventual elimination of peasant commercial and subsistence production occurred as the result of a continued process of land expropriations by white settlers, which was exacerbated by natural disasters as well as lack of a reliable market for agricultural produce, as the colonial and apartheid governments blocked access by African peasant producers while protecting white farmers through favourable legislation, credit and subsidies (Southall, 1982: 75). This situation was worsened by the deleterious effects of the 1913 Native Land Act and subsequent apartheid 'group areas' legislation in terms of which many families holding freehold title in areas such as Griqualand East (otherwise known as Mount Currie District), Elliot, Indwe, Maclear and Lady Frere (particularly the tracts of land called the Guba Farms) were 'cleared' from these 'black spots' when they were identified for white settlement. This resulted in increasing numbers of men being forced to leave their homes and seek work in return for extremely low wages as the demand for mine and industrial labour increased, "and the turn of events introduced a cycle which led eventually to social degeneracy and decay" (*ibid*: 71-72). Other victims of forced removals were those who were deemed excess to labour requirements on white owned farms in the wake of the 1913 Native Land Act which, *inter alia*, abolished 'squattling' and sharecropping in many parts of the country, with only those who were labour tenants being allowed to farm on white-owned land (*cf.* Feinstein, 2005: 44). Rapid increases in the population relative to the land area, sharp decreases in the sizes of the available family agricultural plots, overstocking, and impoverishment, followed, resulting in many formerly surplus-producing households regressing to the level of subsistence, and eventually sub-subsistence production. These processes resulted in the numbers of wage labourers increasing exponentially.

A peculiar feature of the system in operation at the time was its dualistic character, where "it did not suit the dominant capital interests that the African population should become wholly proletarianised nor that he should become completely separated from the land, for the profitable operation of the mines (in particular) necessitated indirect subsidisation of reserve agriculture, just as the imperative of cost-minimisation made the mining industry reliant upon the migratory labour system" (Southall, *op. cit.*: 75). In other words, "wages could be fixed at the level of subsistence for the individual worker, where it could be presumed that, to some extent, his dependants were supported by agricultural production in the reserves" (*ibid*).

The labour migrant system thus became a defining feature of the political economy of the Transkei as a labour reserve, starting from its period as a native reserve, through its 'independence' adventure, and to the present era of democracy. Whilst the Transkei had been the largest 'exporter' of labour to the mines, by the 1970s contributing over 50 per cent of the "economically active male labour force were annually recruited for work

in the Republic" (ibid: 210), this trend began to decline from the mid-1980s onwards. For example,

"[M]ineworkers from the Transkei made up 22 per cent of the work force in 1991 compared with 27 per cent in 1985, and ... during this period people from the Transkei lost 7 500 jobs a year. It is also notable that while the decrease in the total work force was almost 18 per cent over the 6 year period, the drop in the number of Transkeians working on the mines was just over 35 per cent" (Land and Agriculture Policy Centre, 1995: 28).

This decline in labour recruitment proceeded apace with a decrease in the number of families that received remittances.

Another important theme in the history of the labour reserve relates to the implementation of the so-called 'betterment' scheme (also euphemistically called 'rehabilitation'), which was introduced in the 1930s but implemented more aggressively and comprehensively after the Nationalist government took power in 1948. As set out in the report of the Tomlinson Commission of 1955, the 'betterment' scheme sought to 'respond effectively' to the by then widespread phenomena of insufficient agricultural land, increased pressure on the land, over-population, overstocking, and soil erosion, essentially through the re-creation of the African peasantry. The main idea was to divide the reserve population into "two classes, one wholly engaged in peasant farming and the other wholly dependent upon wage employment", with the land being divided into 'economic' farm units (varying in size according to region but averaging about 52 morgen), which would provide for the adequate support of the full-time farmers and their dependants, while those for whom such provision could not be made should be ultimately removed to urban locations within the reserves, lose their rights to land and be found alternative employment as wage labourers" (Southall, 1982: 224). The removal off the land would involve about half the reserve population (ibid; Platzky and Walker (1985: 45). Although this particular recommendation by Tomlinson was rejected by the authorities, when it was implemented the 'betterment' scheme also took the form of a 'villagisation' programme, whereby many people were removed, in many instances forcibly, from their traditional dwellings to new concentrated settlements called 'locations'. The scheme's most unpopular feature was the culling of livestock, whilst erection of contours and measures aimed at controlling soil erosion, and fencing proved to be futile in an environment characterised by declining access to land and other productive assets, as well as inadequate state funding. The Tomlinson Commission's recommendations were met with widespread resistance in the 1960s in areas such as Sekhukhuniland, and within the Transkei particularly in Pondoland, where the protests took the form of open and sustained revolt that also targeted the Bantu Authorities Act, whose primary objective was to incorporate traditional authorities into the colonial administrative system and force the chiefs to play an active role in ensuring participation

in the 'betterment' schemes'.

Agricultural production continued its downward slide to a point where, by the 1960s, arable and livestock production generally did not meet the subsistence needs of the majority of households. Ellis-Jones (1991: 2-3) highlights research findings that showed that in the 1980s, on average the allotments measured less than 2 hectares, with the yields of maize averaging less than 0.5 tonnes per hectare, and inability of most rural households to feed themselves, "let alone provide any surplus for sale". Bembridge (1984: 11) also presents figures that show that average annual household income was R1,173, of which cash income was as high as 90 per cent, which "suggests that the average Transkei farmer is a consumer of agricultural produce, and not a producer". The factors that explain this situation are several and complex, such as lack of access to farming inputs, declining productivity because of inability to adopt sound agricultural practices, absence of credit facilities, a general lack of draught power, suitable implements and tools, and active erosion and severe depletion of the soil in many areas. Thus, in the 1980s, 69 per cent of households lived below the poverty line, while 92 per cent of crop-growing farmers were found to be cultivating farming units that were unviable in terms of subsistence level requirements, with the return to labour being "abysmally low" (ibid). On the other hand, an analysis of cattle-herd ownership "revealed that most farmers (78%) owned fewer than eight livestock units, which is the minimum number considered necessary for the primary needs of survival and subsistence" (ibid: 19). Because of the extremely small sizes of the plots of arable land available to households in the Transkei in the 1980s "in most families, production [was] insufficient to provide even subsistence requirements and remittances from migrant family members are used to purchase staple foods (particularly maize and wheat), which are imported from white farm areas" (Porter and Howard-Phillips, 1997: 187). A document presenting the results of the study published in 1991 states that "only one tenth of food purchased by Transkeian households [was] from local production" (Transkei Department of Agriculture and Forestry, 1991: 3). Most tellingly, the document states that "only some 60 per cent of households now have access to arable land", with many allotments measuring less than 2 hectares, and only about 50 per cent of households having cattle on "the commonage grazing" (ibid: 9).

Ironically, but perhaps also not surprisingly, 'betterment' or 'rehabilitation' continued to be the main approach to agricultural 'development' efforts during the territory's 'independence' period (1976-1994). Within this period, a 'new' approach was adopted in 1981 and implemented under the auspices of the then newly established Transkei Agricultural Corporation (TRACOR), which essentially sought to promote 'serious' and 'progressive' producers of both crops and livestock, but predictably also met with little success because of the highly constrained and limiting environment within which it was implemented. Unsurprisingly, rather than addressing the fundamental causes of low levels of agricultural production within the territory, the official attitude, dating

back to the days of the Tomlinson Commission, through the 'independence' period, to current times, has been to blame the producers of being 'inefficient', 'lazy to work for themselves', 'conservative', 'unmotivated', and 'content with a subsistence existence' and therefore impervious to attempts at assisting them to achieve higher levels of production.

The current situation as illustrated by Mhlontlo Local Municipality

Mhlontlo Local Municipality (hereafter 'Mhlontlo LM') is one of seven local municipalities that form part of OR Tambo District Municipality (hereafter 'OR Tambo DM'), which is situated in the south-eastern part of the Eastern Cape Province. Two major towns, Tsolo and Qumbu (although relatively small in both demographic and economic terms), serve as the centres of commerce and the focal points of a largely retail economy. The physical characteristics of the area are more or less similar to most of the Transkei region in terms of soil quality, climate, erratic rainfall patterns, and availability of water sources, with the exception being its southernmost part of the territory (also known as Pondoland), which has more fertile soils and a more reliable seasonal rainfall pattern. Demographically, the area also fits into the general pattern of overcrowding, high infant mortality rates and high rates of migration to towns and cities. In August 2009 Mhlontlo LM was chosen by the Eastern Cape provincial government as the pilot site for the implementation of the government's new rural development programme. A year earlier the municipality had entered into a partnership around rural development with Walter Sisulu University (WSU) in terms of which the latter assists in areas such as research, capacity building, and mobilisation of non-governmental organisations (NGOs), women's groups, research institutions such as the Council for Scientific and Industrial Research (CSIR), potential funders such as the Development Bank of Southern Africa (DBSA), and the locally-based Tsolo Institute of Agriculture and Rural Development.

According to Mhlontlo LM's Integrated Development Plan (IDP), the area has a population of 197 723 (of whom 99 per cent are Africans), has poverty levels "above 78 per cent ... [with] "the majority of the people ... dependent on social grants", and "the whole Municipality is experiencing a serious backlog in electricity" (Mhlontlo LM, 2008: 20-21; 24). The Eastern Cape Provincial Growth and Development Programme document (Eastern Cape Government, 2004: 37-41), shows a range of additional depressing indices in relation OR Tambo DM for 2001, of which Mhlontlo DM is part. The region is lagging far behind others within the province in terms of household poverty, which is as high as 82.0 per cent, against a provincial aggregate of 67.4 per cent, the proportion of households having access to basic services is 16.6 per cent against a provincial aggregate of 43.3 per cent, unemployment is at 87.4 per cent against a provincial aggregate of 44.7 per cent, and a national figure of 38.6 per cent, and the

literacy rate is only 49.1 per cent of the population, compared to a provincial aggregate of 63.5 per cent (*ibid*).

Rural-urban migration levels continue to be high, with 51.4 households having members who have migrated, 86.98 per cent of households have no wage income, whilst only 24.41 per cent received remittances from members working elsewhere². This suggests the increasingly diminishing importance of remittances as a reliable source of household income, compared to the high of 75 per cent that they reached in the 1960s in 1970s. Significantly, oscillatory migration has largely been diminishing since the 1990s, with increasing numbers of those who migrate opting to base themselves permanently in the towns or cities.

On average, as extrapolated from data on land ownership, the average size of an arable agricultural plot in Mhlontlo LM is 1.5 hectares. The distribution of cattle ownership is also low, with only 38.38 per cent of households owning cattle, while 36.13 per cent own sheep, and 25.75 per cent own goats. Among the 65 per cent of the households who engage in agricultural production on a regular basis, the distribution of production after a good rainfall year is as follows: 51 per cent produce only 1-10 bags of 50 kg each, 5.8 per cent produce 11-20, whilst only 3 per cent produce between 21 and 50 bags. In a bad rainfall year, the harvest diminishes to 47.4 per cent for the majority households who produce from 1-10 50 kg bags of maize, with 48.1 per cent not harvesting anything, and those harvesting anywhere from 11-50 bags being a negligible 0.3 per cent to 2.0 per cent.

The Comprehensive Rural development Programme in Context³

The draft policy document (hereafter 'the CRDP document')⁴ issued in January 2010 by the Department of Rural Development and Land Reform (DRLR), states: "The principles of agrarian transformation and rural development are premised on the resolutions taken at the 52nd Conference of the African National Congress held at Polokwane, Limpopo Province in 2007" (SA Government, DRDLR, 2009: 6). Billed as the precursor to a White Paper on Agrarian Transformation and Land Reform, what already exists on paper is clearly indicative of the thinking, orientation and direction that inform the DRLR's policy positions. Although the resolutions of the ANC's

² These figures are derived from a socio-economic baseline survey conducted in October 2009 by the author at eight villages situated within Mhlontlo municipal area.

³ The analysis provided in this section focuses on two documents, namely the Comprehensive Rural Development Programme Framework, dated 28 July 2009, and issued by the Ministry of Rural Development and Land Reform.

⁴ The use of the term 'comprehensive' is unique to South Africa as most countries usually use 'integrated' to designate the policies which seek to address the full range of economic, environmental, socio-political issues and challenges that confront their countries within the context of rural poverty and underdevelopment. Nevertheless, it would appear from the undertakings being made that the SA approach carries a similar meaningful as its more familiar counterpart.

Polokwane conference emphatically called for 'agrarian change' to be approached "with a view to supporting subsistence food production, expanding the role and productivity of modern smallholder farming and maintaining a vibrant and competitive agricultural sector" (ANC 2007), the CRDP document focuses almost exclusively on subsistence producers largely resident in the communal areas.

The intention of focusing on the communal areas is captured succinctly in the words uttered by Zuma on 17 August 2009 on the occasion of the launch of the official national pilot site for the incipient rural development programme at Muyexe Village in Giyani in Limpopo Province. During his speech, Zuma unequivocally stated: "The former homeland areas will become a central focus of the rural development programme". He added that the "comprehensive rural development programme" (CRDP), will aim primarily at the stimulation of agricultural production, "with a view to contributing to food security" in the communal areas, anchored upon more meaningful support to "emerging farmers" with, among other things, inputs and loans. The programme will also seek to "improve the delivery of services including education, health, housing, water, sanitation and energy". Skills development and training will also be provided, through revived agricultural colleges, which "will be turned into centres of excellence", whilst Further Education Colleges situated in rural areas will be strengthened. Rural towns, which will be designated as "vibrant service nodes", will be transformed into "service centres of rural economies".

As the CRDP document states, a key objective of the policy is to facilitate the establishment of 'vibrant' and 'sustainable' communities. The major characteristics of the former are, among other things, innovation, indigenous knowledge systems, and preservation and transfer of knowledge. The latter would be characterised by access to productive assets; high work ethic; adaptability to change and modern technology, economic activity, especially among youth and women, effective leadership, and increased savings and investment (*ibid*: 9-10). The document defines the CRDP as "a cross-cutting and comprehensive rural development programme [that] encompasses three distinct components, namely agrarian transformation, rural development and land reform". Poverty and food insecurity are identified as key targets of the policy, whilst its strategic objectives include "more inclusive economic growth, decent work and sustainable livelihoods". The policy also calls for more effective provision of economic and social infrastructure and sustainable resource management and use – which are essential requirements to "bridge the false dichotomy between the urban and rural space". The document makes the additional undertaking "to empower vulnerable groups (women, youth, unemployed, people living with HIV/AIDS, people living with disabilities, child-headed households, and older persons)" (*ibid*: 9), which is a common feature of the government's social development programmes. The rural development strategy is also underpinned by the objective of 'equitable development', which is "about using the principle of fairness" (*ibid*:11).

From a methodological point of view, the document highlights the decision to use the 'piloting' method in terms of which the pilot project for laying the foundation for the CRDP Muyexe Village in Greater Giyani, Limpopo Province. The "initial approach to be followed in the pilot projects is the War-Room-on Poverty and Poverty Campaign approach"⁵, which "utilises household and community profiling methods to create base line information about the community's and household's interests/development needs which is then used towards planning, project and intervention development, and programme designs" (*ibid*: 11-12). Furthermore, the document claims that "the key lessons emerging from the pilots have in turn provided some guiding principles for the rollout of the implementation of the CRDP, such as that the DRDLR will "act as an initiator, facilitator, co-ordinator and catalyst in rural development interventions" (*ibid*). However, given some of the inherent methodological deficiencies of 'pilot studies', such as the fact that the work that is carried out within the pilot takes place under ideal conditions and is a concentrated effort characterised by the disproportionate deployment of resources, quite often the findings of such studies are not replicated when the programme is implemented in the rest of the country. For example, it is highly unlikely that the 'success' associated with the 231 houses that have been built at the Muyexe Village pilot mentioned by President Zuma in his State of the Nation Address of 11 February 2010 (Zuma, 2010: 13) will be replicated in the 160 wards (villages) within Limpopo Province by 2014 as indicated in the same speech, not to mention the hundreds of other villages across the country. These shortcomings thus amplify the need for policy formulation processes to be based on reliable social research methods that are capable of producing scientific and measurable data which can be generalised to wider populations.

Another major shortcoming of the CRDP document is that it offers no analysis of relevant economic issues and therefore fails to present an economic model that shows how agrarian transformation is to contribute towards the improvement of the lives and conditions of agricultural producers, rural populations and regions in general, and to their integration into the national economy. Rather than provide a definition of its understanding of agrarian transformation the document simply enumerates a number of activities such as; "establishment of business initiatives, rural agro-industries, co-operatives, cultural initiatives and vibrant local market"; "empowerment of rural

5 In 2008, the Presidency established a so-called 'War Room on Poverty' which was established in the Presidency under Thabo Mbeki as announced by him in his state of the Nation Address of 8 February 2008 as one of the 'Apex Priorities' for his government. He said: "... in the spirit of Business Unusual, government intends this year to intensify the campaign to identify specific households and individuals in dire need and to put in place interventions that will help, in the intervening period, to alleviate their plight. For this, we will require a National War Room on poverty bringing together departments such as Social Development, Provincial and Local Government, Trade and Industry, Agriculture and Land Affairs, Public works and Health as well as local administrations, which will work with [NGOs] and business to identify the interventions required in specific households and implement them as a matter of urgency".

communities to become self-reliant and able to take charge of their destiny”; “increased production and sustainable use of natural resources’ such as livestock and crops”; “strengthening rural livelihoods for vibrant local economic development, as well as “use of appropriate technologies, modern approaches and indigenous knowledge systems”. It is expected that these activities will result in “food security, dignity and improved quality of life for each rural household” (*ibid*: 13–14). The CRDP therefore fails to locate agrarian transformation within both a social and an economic development framework, and to place land redistribution squarely at its centre. An attempt to provide a definition of agrarian transformation that embraces both the social and economic aspects is as follows:

“Agrarian transformation ... refers to measures aimed at achieving equity through the redistribution of land for the primary purpose of transforming, re-organising and enhancing the agricultural production process. It also refers to a process of changing the relations of production and class configurations in the countryside, and engendering of a more comprehensive and demographically representative spread in the distribution of benefits from the agrarian economy.” (Mayende, *op. cit.* : 58).

On the basis of this approach, the model on agrarian transformation that is required within the context of addressing the challenges posed by the labour reserve should thus be characterised by four fundamental and incremental levels of impact at the individual household, regional and national levels, which correspond to decent employment, food and income self-sufficiency, prosperity and development, and not merely to subsistence. These levels are: to create *employment* and provide suitable conditions for raising an adequate *income*, to enable the beneficiaries to produce a *surplus* and make a profit, to integrate the beneficiaries into the wider national economy as producers of goods and services, and as contributors to the national fiscus as taxpayers; and to deepen and broaden the benefits of this development process through agrarian transformation laying the foundation for the development of downstream industries in agro-processing, manufacturing, transportation, equipment maintenance, and more effective promotion of service industries such as tourism (*ibid*: 68).

Quite correctly, the CRDP document identifies social mobilisation, which should occur through the establishment of “savings clubs and co-operatives for economic activities, wealth creation and productive use of assets”, as one of the key areas of intervention (DRDLR, *op. cit.*: 14). The articulation and proper location of the role of local government, provincial government and Traditional Councils (established in terms of the Traditional Leadership and Governance Framework Amendment Act, 41 of 2003), as well as the participation of non-governmental organisations, are all simply mentioned without any analysis or explanation of how precisely these entities are expected to participate in agrarian transformation. The precise role of traditional

authorities in development remains rather murky, a situation that is compounded by a track record in this regard that is not particularly positive, as before 1994 these institutions were “not regarded as being effective development agencies and are not well regarded by the rural people” (Transkei Department of Agriculture and Forestry, *op. cit.*: 9). This problem continues to persist in contemporary times, and is compounded by lack of clarity on the roles of traditional authorities *vis-à-vis* those of that of local authorities.

With regard to land reform, the CRDP document simply regurgitates plans that have been in existence for at least the past five years, such as acceleration of the pace of land redistribution to meet the 10-year old target of redistributing 30 per cent of white owned agricultural land. The same applies to the programme’s objective of securing the land rights and improving the living conditions of labour tenants, farm workers and farm dwellers, implementation of the Communal Land Rights Act (CLaRA), so as to address issues related to the present chaotic state of land administration and widespread tenure insecurity in the communal areas. Yet the dominant system of tenure that presently obtains in the communal areas is that which is controlled by the institution of traditional leadership, and which has its antecedents in the pre-colonial and pre-capitalist times, and is premised upon the application of one-family-one plot principle and the principle of primogeniture in inheritance.

Similar observations may be made with regard to the call for increasing the pace of settlement of outstanding restitution claims. Whilst acknowledging “the crucial role that access to land and ownership of land plays in the livelihood strategies of people (and particularly rural people) and in the development of the rural economy” and observing that “broadening access to land and securing the land rights that people currently have is central to these initiatives”, the CRDP document, does not explain how the existing land reform programme would articulate with the agrarian transformation programme that is envisaged for the communal areas. This is a major lacuna which leaves virtually unaddressed the issue of where the necessary additional land will come from and how will it be acquired. However, the unpleasant reality is that the ‘equitable share’ of each household to that land on average is only 1.5 hectares (in some cases as low as 0.5 hectares or at best 2 hectares) and the unutilised land constitutes holdings already allocated to households, or commonage grazing areas that are not utilised because of dwindling livestock numbers. Thus, at best the ‘new’ agrarian transformation policy will result in a degree of supplementation of the subsistence needs of the majority of rural households.

Another major gap in the strategy documents relates to the question of the availability of labour under present conditions of high migration among young people. It is merely assumed that in general the majority of rural households have the necessary labour resources that are required for the purpose of ensuring increased levels of production that are envisaged. In actual fact, as a general trend that has been underway since the 1960s, the stream of migration by young people to the urban areas continues unabated

and has actually increased apace, with those that remain within the villages being largely unemployed and spending most of their time idle.

The assumptions that are being made about the possibility of increased production in the communal areas therefore have very little, if any, realistic prospects of being translated into success and the objectives that have been put forward are attainable except at the lowest level of subsistence production. In actual fact, the small land sizes, which are the result of the interplay of a complex nexus of historical factors, have created a situation where the majority of rural households are mired in sub-subsistence production and require cash income to supplement their food and other requirements. Moreover, as much as 20 per cent of the land in these areas is hardly arable, as a result of its poor agro-ecological condition, while as much as 30 per cent of the rural households in these areas actually do not have arable land. Women in particular are the most adversely affected by this situation and represent the largest group among the landless, as they have fallen victim to patriarchal inheritance norms, particularly the application of the principle of primogeniture, which has ensured that they are denied access to inheritance in favour of their oldest male siblings.

What practical alternatives are therefore available that can be pursued? In this regard it is proposed that as a starting point a strategy should be devised that would begin with the identification of households and individuals, which should include women, young people and people with disabilities, that are interested in and demonstrate potential to succeed in agricultural production as commercial smallholders. The next step should be to identify suitable land outside the communal areas that could be sub-divided and redistributed to a fairly large group in individual allotments of between 20 and 80 hectares. This would invariably involve a resettlement process that would contribute in no small measure towards the decongestion of the presently densely populated communal areas. For obvious reasons, the costs of land acquisition and the re-settlement programme would be covered by the state, and under these circumstances it would make better sense if the allocated land would be held under a leasehold system, with the state being the sole title holder. Indeed, re-settlement is an integral part of agrarian transformation and has been a central feature of similar processes in countries as diverse as Brazil and Zimbabwe (*Cf. Moyo, 1999; Moyo and Yeros, 2005*). This approach, we believe, is what could generate employment creation for a large number of rural households, whilst also producing employment and business spin-offs for non-producers in the form of downstream industries for agro-processing, transport, tourism and other economic opportunities such as the establishment of small and medium enterprises (SMEs). Such a process would also result, for the first time, in the genuine integration of the 'white' and 'black' rural populations and contribute towards breaking the seams that presently divide the country's rural landscape into the binary opposites of rural areas for Africans that are poor and marginalised and those for whites that are prosperous and well-served. The commercial agricultural sector would thus be restructured in such a way that it would

consist of surplus producers operating at various levels. The obverse of the situation sketched above, of pursuing the futile option of 'agrarian transformation' within the communal areas as set out in the CRDP document, would simply reinforce the *status quo* of underdevelopment in the communal areas, with the planned interventions amounting to no more than the mere embellishment of the labour reserve.⁶

The obvious fact that the CRDP will be implemented in all nine provinces of South Africa should under normal circumstances elicit no particular concerns. However, there is presently a considerable amount of confusion around roles and responsibilities at the national and provincial levels, as well as with regard to other important issues such as the allocation of budgets. This situation can be illustrated through an analysis of the national-provincial relationship within the context of current efforts by the Eastern Cape provincial government to formulate and implement its own rural development strategy. The document entitled *Eastern Cape Rural Development Strategy*, issued in January 2010 in the name of the provincial Department of Agriculture and Rural Development (ECDARD), also moves from similar premises as the national strategy, albeit providing more detailed analysis of regional and sub-regional issues. Its strategic objectives are set out in the form of six pillars, which are: land reform, agrarian transformation and food security, non-farm rural economy, infrastructure, social and human development, and enabling environment. Whilst the strategic objectives set out in the RDS document with regard to land reform are a rehashing of the existing objectives set at the national level, a unique feature of the document is its identification of the "implementation of the Betterment Redress Programme" as a priority for the victims of betterment removals (ECDARD, 2010: 23). The betterment claims were initially rejected as not qualifying for restitution under the Restitution of Land Rights Act, 22 of 1994, but since 2001 these claims have been given recognition and are being processed.

As the result of the existence of two different policy documents and strategies, a degree of confusion is already being manifested at the level of implementation, where it is not clear as to which sphere of government is primarily responsible for the pilot being implemented at Mhlontlo LM. Directives on specific activities associated with the pilot are obviously emanating from the national government, which has put in place the necessary management structures and set out procedures to be followed in the implementation of the provincial pilot. The pilot, which is modelled around its national pilot being implemented at the village of Muyexe in Giyani, is actually being run by the national department, with the roles of provincial officials at best being supportive, or at worst being unclear. On the other hand, the ECDARD is in the process of putting in place its own implementation structures and systems that exclude the national department.

⁶ *The political factors that preclude the government from confronting head-on the issue of acquiring land outside the communal areas in the white commercial farming districts speedily and on a large scale, chief among which is the Constitutional property clause, and which have left it with only the option of the expensive and voluntary willing-buyer, willing-seller system in Mayende (2010: 55; 60-62).*

This state of confusion is even more pronounced when taking into account the issue of the allocation of budgets for agrarian transformation between the national and provincial spheres. In this regard, the CRDP document highlights the fact that, given the allocation for the 2009/10 financial year, in which R500 million of the allocation for land reform has been shifted to rural development, this means that 2.4 million hectares instead of 8.1 million will be delivered by 2011. The document then predictably states that “additional resources are critically needed to finance the CRDP in its entirety” (DRLR, *op. cit.*: 26). It is clear when taking into account the budgetary requirements for land reform, that the trend of inadequate budgeting for activities associated with the rural sector is set to continue. This is demonstrated by the fact that rural development has been allocated in the budget tabled by the Minister of finance on 17 February 2010 (National Treasury, 2010: 661) only R256.2 million for the 2010/11 financial year, which will increase to R293.3 million in 2011/12 and remain at that figure in 2012/13. This is notwithstanding the fact that the restitution and other land reform programmes (which include redistribution, tenure reform and the administration of state land) have allocations of R1.5 billion and R4 billion respectively for the 2010/11 financial year, which are expected to increase to R2 billion and R4.7 billion in 2011/12 and R2.1 billion and R4.9 billion in 2012/13.

The issue of budgetary constraints is also highlighted at the provincial level, with the RDS document noting the ECDARD “receives less than 3 per cent of the provincial budget”, which heightens the need for additional funding (ECDARD, *op. cit.*: 47). This reflects the perennial problem of silo budgeting and lack of clarity with regard to mandates and ‘competencies’ at the different spheres of government. This can be seen in the fact that the budget for land reform is allocated at national level because, constitutionally, that is where the competency for the programme rests, while rural development is supposed to be a national as well as a provincial competency. Given the fact the bulk of the funding for rural development has been allocated to the national level, it should therefore follow that the management of all levels of implementation of the programme will be carried out by the national level.

From a governance and management perspective, the CRDP document projects the progressive notions of “inter-departmental collaboration”, co-ordination and project management at all three spheres of government, as well as stakeholder management. Innovative ideas around the management of implementation processes include the establishment of a Technical Committee and a Strategic/Management Unit would serve as the management and administrative nerve centre of the entire rural development programme, a monitoring and evaluation (M&E) system as well as a Council of Stakeholders (COS) that will be made up of organisations as diverse as NGOs, faith based organisations, trade unions and traditional leaders (CRDP, *op. cit.*: 23). The RDS also provides for the establishment of a stakeholder forum at the provincial level, and

it also assigns a role to higher education and research institutions, which “pertains to research and development, innovation, and product development, education and training” (ECDARD, *op. cit.*: 48-9). A rural development agency is also envisaged, whose character and roles are described briefly as follows:

“A dedicated Rural Development Agency will be established, which would serve to support the mandate of the newly established Department of Agriculture and Rural Development in discharging its responsibility. It is envisaged that the primary role of the RDA will be catalytic, with emphasis on planning, research and project packaging, facilitation, project management, and implementation of priority programmes. The agency will be given the necessary legislated authority to carry out this work” (ECDARD, *op. cit.*: 44).

This agency will be expected to “amass specialist skills to ensure effective implementation of the RDS”, whilst “there will be an advisory platform of academics, researchers and experts to support the functions of ECDARD and the agency. Whilst government departments and public entities will also be expected to play a key role, “local government will be the key implementing agent of the RDS, and the success of the strategy rests on the functionality of rural local government”.

What then, is new about these policy propositions of the Zuma administration and do they really represent a ‘third transition’ from the strategies and positions adopted and pursued under Mandela and Mbeki? The question of transition in relation to rural development is an awkward one because, in spite of the formal policy pronouncements of both the Mandela and Mbeki administrations, these postulations were hardly ever translated into concrete action. A related feature of the marginal position of rural development is that it has never enjoyed the allocation of significant resources. During Mandela’s tenure the document entitled ‘Rural Development Strategy of the Reconstruction and Development Programme’, which was finalised in 1995 under the auspices of the then Department of Land Affairs (DLA, 1995), does not seem to have been given any serious consideration by the government and it was definitely not taken further as official policy. In essence, this document spelt out the objectives of rural development in more or less similar terms as the CRDP⁷. Defining rural development as “everybody’s business in rural areas”, the document identifies, among others, the following objectives: raising of incomes, especially for the poor, increasing access to services in rural areas, such as water and sanitation, health services and schooling, increasing production, both agricultural and entrepreneurial, and creating greater equality in the use of resources in the rural areas (DLA, 1995: 3).

With the introduction of the neo-liberal ‘development’ and macroeconomic agenda pursued by the Mbeki government in 1996 under the aegis of the Growth,

⁷ Although not offering a comprehensive analysis of the RDP rural development policy document here, these key points suffice to demonstrate the trend of continuity between the two programmes and periods.

Redistribution and Accelerated Reconstruction (GEAR) policy, the RDP was cast aside almost in its entirety, including the rural development policy referred to above.⁸ When rural development re-emerged in 2001 in the form of the Integrated Sustainable Rural Development Programme (ISRDP), it soon became clear that it had come about as an afterthought and had not been conceptualised and formulated as a central element of development strategy and policy. The ISRDP was adopted by the Cabinet in 2000 and was subsequently announced by Mbeki in his State of the Nation Address to Parliament in February 2001 (Mbeki 2001). The programme would be implemented in 21 rural nodal areas, while the Urban Renewal Programme (URP), which was announced simultaneously with the ISRDP, would be implemented in eight.

The roll out of the ISRDP on a nationwide scale was also preceded by a piloting exercise that was carried out within nine nodes that were identified for the Integrated Sustainable Rural Development Programme (ISRDP).⁹ The 'lessons' that were derived from this process led to a decision to encourage groups of producers to pool their resources and engage in collective production methods in mostly agricultural projects, many of which were small piggeries, chicken farms and vegetable gardens. In practice, however, the ISRDP turned out to be neither integrated, nor sustainable, nor was it in any real sense a rural development programme. Moreover, the programme lacked the necessary funding from the outset and this continued to be the case for the next eight years of its existence before the current Zuma-led government took office. Lacking a clear definition of what it understood rural development to mean, the ISRDP became a programme for any activity that occurred in the rural areas. Thus, there was no clarity as to whether the programme sought to promote the development of a vibrant rural economy characterised by productive agricultural and small business enterprises, or it was simply aimed at promoting subsistence activities.

To illustrate its lack of detailed formulation and absence of a research basis, many ISRDP projects lacked integration. This was demonstrated in many instances where, for example, a large number of agricultural projects had no reliable water supply, veterinary support, nor access to markets. Moreover, the programme's group-based approach failed as in many instances the groups disbanded, with individual members withdrawing because of lack of concrete material benefit. The programme had such a minimal effect on rural communities and populations that the horrifying indices of poverty, social marginalisation and underdevelopment actually became worse, rather than improve,

⁸ *GEAR sought to achieve economic growth, job creation and development through strict monetary policies, including targeting a low inflation rate, reduction of expenditure by the state (euphemistically referred to as greater fiscal discipline), sale of state assets, and restriction of wage and salary increases. Other elements of this strategy included the establishment of an "outward-oriented" (i.e. export-led) industrial economy, maintenance of a low budget deficit, introduction of tax reforms to enhance the country's global competitiveness, attraction of foreign direct investment, reduction of the government's debt in relation to GDP, and provision of training to increase the economy's productivity.*

⁹ *A more detailed analysis of the ISRDP is provided in Mayende (op. cit.: 56-8).*

during the entire eight years of its existence. The ISRDP was therefore a clear example of the failure of the 'trickle down' effect envisaged under GEAR to materialise.

When examined in juxtaposition, the CRDP and ISRDP reveal a trend of continuity rather than transition. Whilst the jury is still out on the question of whether the CRDP will have a more positive impact on rural communities and populations than the ISRDP, the uncanny similarities between the two programmes should be cause for concern as they suggest that the former is positioned on a familiar trajectory. Firstly, they are both focused on the communal areas, as attested to by the fact that the majority of the ISRDP's nodes are situated within these areas. Secondly, they both move from a premise of seeing rural development and agrarian transformation as a matter of subsistence rather than being driven by income generation through surplus production. They also share the common feature of being shorn of any economic content, so that they do not provide any basis for the integration of the envisaged transformed rural areas into the national economy. Moreover, both programmes do not locate land acquisition and redistribution centrally within the context of agrarian transformation or agricultural development.

It is significant to note that a detailed analysis of the resolutions of the ANC's Polokwane conference on rural development and agrarian transformation reveals the shortcomings highlighted in the preceding paragraph (Mayende, *op. cit.*: 63-70) and there is therefore no need to present a similar analysis here. Suffice it to say again that the CRDP reflects the essential features of these resolutions and takes them as its point of departure. The similarity among the key policy thrusts of these resolutions and the CRDP that they have spawned and the approaches to rural development that were adopted by the Mandela and Mbeki administrations, signify and amplify the trend of continuity rather than a third transition. Thus, it is quite clear that the issue of placing rural development high up on the agenda of the present administration is therefore more a matter of emphasis than differences in substance. The trend of continuity is thus also demonstrated in the form of lack of political will to tackle head-on the fundamental issues that hinder the effective implementation of a wide-ranging agrarian transformation programme in South Africa. A case in point in this regard is the continuing state of paralysis that has characterised the land reform programme since 1994, and which emanates from the Constitutional property clause that effectively closes off meaningful land redistribution on an acceptable scale.¹⁰

Conclusion: traversing a road well travelled?

This paper has presented as its main argument the view that the 'new' agrarian transformation strategy of the Zuma administration, which forms an important part

¹⁰ *This point is also dealt with at length in Mayende (2010: 70) and does not merit much further elaboration in this paper.*

of its Comprehensive Rural Development Programme, rests on the precarious and unsustainable basis of seeking to transform the former labour reserves through inward looking approaches. The paper has also provided a critical analysis of the tendency to eschew the obvious and necessary fact that the destruction wrought onto the communal areas during the lengthy period of colonial and apartheid domination has left these areas shorn of any reasonable capacity to embark upon a meaningful agrarian transformation process, let alone a green revolution. This has been shown through the historical sketch that has been provided of the processes leading to agrarian regression that was central to the establishment of the labour reserve, using the example of the former Transkei in this regard. The highlights of this history include the devastating impact of land dispossession and the deceptiveness and futility of colonial and apartheid era 'efforts' at 'betterment' and 'rehabilitation', and the long period of virtual marginalisation and neglect of the communal areas for the entire twentieth century. This process is reflected in severe indices of socio-economic deprivation and poverty, such as average land sizes of 1.5 per cent, unemployment rates in some areas as high as 87 per cent, continuing high rates of migration to the urban areas, and widespread dependence on social welfare grants.

Under these conditions, whilst it is important to ensure that agrarian transformation policy enables households to reach an acceptable degree of food security, which in turn would make a significant contribution towards poverty reduction, it is unrealistic to expect a strategy that is confined to the promotion of subsistence production within the communal areas to unleash a generalised process of economic development. Obviously, this situation calls for not only a massive infusion of resources to reverse this trend, but a more decisive approach to agrarian transformation that embraces the need for additional land to be acquired outside the communal areas. In this regard, the approach that would make sense and have the hoped for impact from an economic and social development point of view, would be to identify from within the population of the communal areas a fairly large group constituting a critical mass of potential smallholders who would then be re-settled on prime agricultural land situated in the 'white' commercial farming districts. Participation in such a programme would have to be based on a set of qualification criteria, which include availability of labour.

Within the analytical context of whether the Zuma administration's approach to rural development represents a 'third transition' from the Mandela and Mbeki periods, the paper has highlighted factors that point more towards continuity than change in substance. The theme of continuity is demonstrated poignantly through a brief analysis of the rural development strategy that was formulated under the auspices of the RDP under Mandela, and a more detailed analysis of the ISRDP, which was devised and implemented during the Mbeki years. An interesting picture of continuity emerges most clearly when the ISRDP is analysed in juxtaposition to the CRDP. Whilst the promised dismantling of the GEAR foundations of macroeconomic and development policy and its replacement with a more redistributive strategy that places the 'developmental state'

at the centre of the process of change is still awaited, the all-too-familiar challenges, particularly lack of adequate funding and institutional capacity constraints, are beginning to emerge.

Another area of concern relates to the range of other complex and contentious issues that are left unaddressed in the CRDP, such as the prevailing land tenure and inheritance systems, and the role of elected local government *vis-a-vis* traditional institutions, yet they represent potential threats to the smooth implementation of an agrarian transformation programme. On the positive side, the paper has noted the undertakings that have been made around mechanisms such as monitoring and evaluation, as well as stakeholder mobilisation, which includes harnessing research and academic institutions. On the basis of the foregoing, it is inconceivable how the interventions and solutions presented by the CRDP, which are asymmetrical to the realities of the agrarian question in the communal areas, could be translated into tangible benefits for the rural communities in the form of increased production beyond subsistence. An enduring effect of these limitations is to reinforce the *status quo* that is characterised by the binary opposites of prosperous 'white' and underdeveloped 'black' rural areas, which also has the effect of confining policy to these extremes. As a result of this limited room for manoeuvre, the more positive proposals in the CRDP, particularly those dealing with co-ordination of programme implementation, stakeholder mobilisation, and co-operative organisation, lose their significance. It should therefore be a cause for concern that what is reflected in the 'new' policy framework on rural development and agrarian transformation in South Africa seems to point more towards the embellishment of the labour reserve rather than its eradication together with its various inequities.

References

- Bembridge TJ 1984 'Aspects of agriculture and rural poverty in Transkei', *Second Carnegie Inquiry into Poverty and Development in Southern Africa*, Conference Paper No. 261, Cape Town.
- Bundy C. 1983 'The Transkei Peasantry: 'Passing Through a Period of Stress'', in R. Palmer and N. Parsons (eds), *The Roots of Rural Poverty in Central and Southern Africa*, London: Heinemann.
- Bundy, C. 1988 *The Rise and Fall of the South African Peasantry, Second Edition*, Cape Town: David Philip.
- DLA (Department of Land Affairs) 1995, *Rural Development Strategy of the Reconstruction and Development Programme*, Pretoria.
- DRDLR (Department of Rural Development and Land Reform) 2009 *The Comprehensive Rural Development Programme Framework*, Pretoria.
- Eastern Cape Provincial Government, *Provincial Growth and Development Programme*, Bhisho: Office of the Premier.
- ECDARD (Eastern Cape Department of Agriculture and Rural Development) (2010) *Eastern Cape rural development strategy*, Bhisho.
- Ellis-Jones J. 1991 'Agricultural Development in a Post-Apartheid Transkei: Towards a Brighter Future', Paper Presented at the Conference on Political Transition and Economic Development in Transkei, held at Rhodes University, 29-30 November 1991.
- Feinstein C.H. 2005 *An Economic History of South Africa: Conquest, discrimination and Development*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Land and Agriculture Policy Centre 1995 *Overview of the Transkei sub-region of the Eastern Cape Province*, Johannesburg.
- Mayende G 1990 Bureaucratic intervention and the development of peasant agriculture: the case of ALDEP in Botswana, Unpublished PhD thesis, University of Hull.
- Mayende G 2010 'Rural development under a 'developmental state': Analysing the policy shift in South Africa', in E Kondlo and MH Maserumule (eds), *The Zuma Administration: Critical Challenges*, Cape Town: HSRC Press.
- Mbeki TM 2001 *State of the Nation to Parliament*, 9 February. Accessed August 2009, www.gov.za/presidency/speeches.
- Moyo S 1999 'The political economy of land acquisition in Zimbabwe, 1990-1999', *Journal of Southern African Studies*, 26: 1, 5-28.
- Moyo S and Yeros P 2005 'Land occupations and land reform in Zimbabwe: Towards the national democratic revolution', in Moyo S and Yeros P (eds) *Reclaiming the land: The resurgence of social movements in Africa, Asia and Latin America*, London: Zed Books.
- Platzky L and Walker C 1985 *The Surplus People: Forced Removals in South Africa*, Johannesburg: Ravan Press.
- Porter G and Phillips-Howard K 1997, 'Agricultural issues in the former homelands of South Africa: the Transkei', *Review of African Political Economy*, No. 75, 185-202.
- South African Government 2003 *Traditional Leadership and Governance Framework Amendment Act*, 41 of 2003, Pretoria: Government Printer.
- Southall R 1982 *South Africa's Transkei: The political economy of an 'independent' bantustan*, London: Heinemann.
- Southey C. 1982 *Land Tenure in the Transkei*, Institute for Management and Development Studies, Mthatha: University of Transkei.
- Transkei Department of Agriculture and Forestry, (1991) *Agricultural Development Study* (1991), Mthatha: Government Printer.
- Union of South Africa 1955 *Summary of the Report of Commission for the Socio-economic Development of the Bantu Areas within the Union of South Africa* (Tomlinson), UG 61 – 1955.
- Zuma JG 2009 *State of the nation address to Parliament*, June. Accessed 30 June 2009, www.gov.za/presidency/speeches.
- Zuma JG 2009 *Keynote address of HE President Jacob Zuma at the launch of the Comprehensive Rural Development Programme at Muyexe Villge, Greater Giyani municipality, Limpopo*, 17 August. Accessed 19 August 2009, www.gov.za/presidency/speeches.
- Zuma JG 2010 *State of the nation address to Parliament*, 11 February. Accessed 11 February 2010, www.gov.za/presidency/speeches.

Amartya Sen: relecture de l'Etat de la justice

Fakhri Issaoui

l'Ecole Supérieure de Commerce Electronique de la Manouba Tunis,

République Tunisienne

Email : Fakhriissaoui@yahoo.fr

Résumé:

L'Etat et la justice demeurent toujours des concepts obscurs et sources majeures de querelles et de débats. cet article traite la vision de Sen aux concepts d'Etat et de justice. A partir de ce travail Sen penche pour un Etat démocratique libéral qui défend les droits et les libertés fondamentaux mais qui doit veiller, via ses institutions directes, à ce que les biens premiers qu'il fournit seront convertis en libertés réelle (terme clé pour Sen). L'Etat de Sen doit également être interventionniste, à un certain degré, pour qu'il corrige le problème de la répartition initiale qui peut léser beaucoup d'individus. Egalement, la justice de Sen est une justice qui essaye de franchir les problèmes de la justice rawlsienne en dotant les individus de moyens et de capacités afin qu'ils jouissent effectivement des biens premiers.

Mots clés: Justice, Etat, Capabilités

Introduction générale :

Le débat mené sur l'Etat peut être qualifié d'éternel et d'insoluble. Eternel, parce qu'il se situe toujours dans le noyau dur des préoccupations de la philosophie et des différentes sciences sociales y compris la science économique. Insoluble, parce que jusqu'à présent ce sujet n'a pas abouti à une ligne de conduite unique qui suscite l'unanimité de tous. Les divergences entre ceux qui ont essayé de formuler une théorie de l'Etat sont pratiquement les mêmes et les questions soulevées paraissent identiques.

En effet, la question centrale était toujours de savoir si l'Etat a un rôle à jouer dans une société donnée ou non. Lorsque la réponse serait négative une autre question submerge concernant la nouvelle alternative d'organisation qui substitue l'Etat. Cependant, lorsque la réponse serait positive toute une série de questions seront posées. Quelle forme doit avoir l'Etat ? Dans quels domaines opère-t-il ? Par quels moyens intervient-il ?

Dans cette logique de querelle, de controverse, et de polémique, les philosophes et les économistes continuent actuellement de s'interroger et se questionner sur les fondements et l'utilité de l'Etat dans la vie socio-économico-politique sans qu'une réponse prise à l'unanimité et à l'universalité ne fait l'objet d'un consensus.

Mais ce qu'il faut noter à ce niveau d'analyse c'est qu'outre les questions classiques ci-dessus mentionnées, les philosophes ont essayé de traiter un autre type de problème mettant en exergue la relation qui peut s'établir entre l'Etat et l'éthique. Autrement dit comment l'Etat (conçu comme une abstraction réelle visant l'organisation socio-politique (selon les philosophes), un agent économique (selon les économistes) un mécanisme social centralisateur des intérêts individuels (selon les sociologues), une autorité exécutive (selon les juristes)) parvient-il à devenir un garant de justice sociale ? Et bien que nous puissions déterminer la date dans laquelle ce type de question a été abordée, il serait difficile d'anticiper sa fin étant donné que ladite question demeure encore viable voire même stratégique dans la réflexion philosophique contemporaine.

La viabilité de cette question dévoile sa dynamique interne qui est sous-jacente à une autre dynamique inhérente au changement perpétuel et continu du réel. En effet, la démocratisation de la vie politique consécutive à la fin des régimes tyranniques et despotiques, l'internationalisation, la globalisation, et la mondialisation ont donné à la question de la justice sociale plus d'élan et ont remis en cause les théories anciennes. Conséquemment, les sociétés contemporaines s'avèrent plus exigeantes en matière de justice sociale en demandant plus de libertés et moins d'inégalités. Toutefois, justice et libertés peuvent-elles être conciliées dans un système économique et politique donné ? Dans le cas où la réponse serait négative une seconde question se pose : Comment le système parviendra-t-il à faire l'arbitrage entre l'objectif de libertés et de justice ?

Dans ce contexte global, et vue l'importance de toutes ces questions, se trouve élaborer notre travail et dans lequel nous allons étudier l'Etat dans la pensée d'A. Sen à partir de son ouvrage « éthique et économie ». Notre étude ne consiste pas en une simple reproduction à l'identique de la pensée de l'auteur mais elle essaiera de pencher sur deux aspects fondamentaux. Primo et dans une première section nous allons positionner le point de vue de l'auteur vis-à-vis de l'Etat par rapport aux concepts classiques de l'Etat nation et de l'Etat libéral. Secundo, nous allons essayer de voir la relation que l'auteur établit, dans sa pensée, entre l'Etat et la justice;

1) Evolution du concept d'Etat (un survol historique)

Dans la présente section nous allons faire un tour d'horizon qui va nous permettre d'élucider, du moins partiellement, le développement qu'a connu le concept de l'Etat dans l'histoire de la pensée humaine. Mais nous tenons à remarquer que l'étude de l'évolution du concept n'est pas superflue ou démunie de tout intérêt dans le cadre de notre analyse. Au contraire, nous jugeons que ce passage relève beaucoup plus d'une nécessité méthodologique que d'une simple taxinomie historique formelle. En effet, pour qu'on puisse comprendre le concept de l'Etat et éviter toute confusion ultérieure il nous paraît cruciale de le voir de près en étudiant ses origines lointaines ainsi que sa signification contemporaine. Ainsi, pour mener à bien ce travail nous allons voir dans un premier paragraphe la définition et l'historique de l'Etat alors que le second sera consacré à l'étude du point de vue de Sen au concept de l'Etat.

1.1) L'évolution du concept de l'Etat :

Bien que l'unanimité soit acquise sur l'importance du rôle de l'Etat dans le domaine politique (à l'exception de Marx), une divergence est enregistrée au niveau de la délimitation de ses frontières d'intervention et de la manière de sa contribution économique. Autrement dit, à qui doit-on confier la prise de décision économique ? La première possibilité c'est de la succomber à l'individu qui est par hypothèse rationnel, motivé, capable d'harmoniser ses choix et ses préférences et apte à détecter, parmi les différentes alternatives possibles celle qui se montre « la meilleure ». La seconde possibilité ne peut avoir lieu que si la première est tenue en échec. L'individu n'est pas toujours capable d'agir d'une manière rationnelle à cause d'une pénurie informationnelle, d'un manque de motivation, ou tout simplement parce que ses actions peuvent nuire l'intérêt social. Par conséquent, il faut élire un autre agent (qui n'est autre que l'Etat) soit pour compléter, substituer ou même éliminer l'individu du domaine de prise de décision politique et économique. Cette querelle, nullement nouvelle ni récente, est historique et ses origines lointaines commencèrent depuis la formation des civilisations antiques.

En effet dès l'avènement de l'histoire écrite, l'Etat en tant qu'organisme spécifique visant des objectifs différents aux individus privés a suscité l'intérêt des philosophes et des politiciens. L'importance de l'activité politique a rendu l'Etat l'objet de recherche intellectuelle le plus attractif et séduisant des sages et des philosophes. Dès lors, il ne serait ni étrange ni bizarre de voir les Philosophes politiques de la Grèce antique dessiner les principales lignes de conduite de l'Etat lui permettant d'édifier la « cité parfaite ».

Dans ce contexte, se trouve élaborer l'idée de l'Etat qui était circonscrite exclusivement dans un cadre politique approprié. Ce cadre peut être illustré en remontant aux écrits de Platon et d'Aristote. En effet, Platon dans son ouvrage « La république » a glorifié les qualités d'un Etat gouverné par les philosophes rois dans un monde absolu où règne la justice et la vertu. La production et la richesse, bien qu'elles soient les fondements de base de la « cité parfaite », ne doivent en aucun cas devenir une préoccupation des politiciens parce que le philosophe/politicien est à la recherche de la réalité et non des gains matériels.

En revanche, Aristote ne prend pas la politique en son absolu et suppose que la cité idéale n'est qu'une hallucination étant donné que la cité fait partie du réel. Il écrivait dans ce contexte « Il est manifeste, à partir de cela, que la cité fait partie des choses naturelles, et que l'homme est par nature un animal politique, et que celui qui est hors cité, naturellement bien sûr et non par le hasard (des circonstances), est soit un être dégradé soit un être surhumain » (Aristote, *Les Politiques*, I, 2, 1253a2sq). Etant ainsi, Aristote vante l'activité économique parce qu'elle concourt à la recherche du bonheur de l'homme. En corollaire l'économie peut faire partie du domaine d'intervention de l'Etat.

La pensée des philosophes romains a conservé le même héritage intellectuel des philosophes grecs dans la mesure où l'activité politique est jugée comme une activité supérieure, qui doit être exécutée par la classe supérieure. Les autres membres de la société doivent produire et assurer, tout simplement, les besoins de la classe « éclairée ». Dans ce contexte écrivait Bertrand Nézeys (1998) « Chez les romains, en dépit des lois somptuaires adoptées de temps à autre, la poursuite de la richesse fait parti des droits individuels, lesquels finiront par se heurter de plus en plus, sous l'empire, aux besoins de fisc et à l'interventionnisme de l'Etat. La propriété est avant tout envisagée sous l'angle juridique et l'économique sous celui de la gestion de la richesse individuelle et familiale¹ »

Ainsi, nous pouvons dire que la pensée antique, bien qu'elle soit innovatrice au niveau de sa conception théorique de l'Etat, a, cependant, menée une dichotomie quasi totale entre l'aspect politique d'une part et l'aspect économique d'autre part. Ceci s'explique par le fait que l'économie à cette époque était une économie primitive assurée dans un cadre familial. Autrement dit, elle n'a pas franchi son contenu lexicographique « oikia nomos » ou encore l'ensemble des règles assurant la bonne gestion des affaires domestiques. Ces affaires sont censées être réalisées par les esclaves et les femmes et qui étaient considérés,

¹ Bertrand Nézeys (1998) « Economie politique » Eds Economica. Paris p.6.

selon les normes de l'hierarchie sociale de l'époque antique, comme des individus inférieurs. Par conséquent, l'économie apparaît comme une activité basse et suspecte et dont le « sage » ne doit pas lui accorder d'importance et dont le politicien doit l'aveugler.

Toutefois, Bien que la logique de l'Etat soit ancienne nous pouvons dire, sans trop de risque, que le concept de l'Etat moderne est nouveau étant donné qu'il remonte à la fin du XV^{ème} siècle, période dans laquelle le monde a connu des transformations majeures qui tournaient autour de trois axes essentiels (spirituel, géographique et politique). Primo, la laïcisation du monde qui a mis fin à l'Etat théocratique et a ouvert les portes à la renaissance et à la réforme. La renaissance correspondait à un brisement des anciennes contraintes qui avaient emprisonnées l'esprit humain autour d'un idéal absolu (la conception divine et unilatérale du monde). Elle a permis la redécouverte de l'homme, du goût de luxe, des arts, des jouissances et du bien-être. L'individualisme méthodologique substituera le holisme méthodologique et l'individu deviendra la cause et le résultat de l'action du nouvel Etat. Ce dernier doit dériver sa base de légitimation de l'individu et non du ciel ce qui lui rend un mécanisme veillant sur la défense de ses libertés et de ses intérêts.

Secundo, l'extension du monde² qui a permis à de jeunes Etats tel que le Portugal, l'Espagne, la Hollande et plus tard l'Angleterre de quitter leurs territoires nationaux en colonisant de nouveaux pays et de se doter d'une richesse énorme (sous forme d'accumulation de métaux précieux), chose qui leurs a permis de baptiser les bases juridico politique d'Etats forts veillant sur l'intérêt de leurs nations.

Tertio, la segmentation du monde qui a permis une transformation politique brisant avec la notion de l'empereur et du roi ; le monde se segmente en cloisons souveraines ouvrant les portes à des Etats entourés de frontières et pourvus de toute puissance.

Les Etats nations modernes sont donc le résultat historique d'un ensemble de faits historiques convergents vers l'unité. Cette dernière signifie que les individus se réunissent autour des points communs qui peuvent jouer le rôle de cimentation sociale au lieu des liens de parenté et de consanguinité qui spécifiaient les organisations antiques.

Mais ce qui est certain c'est que la nation est une grande solidarité, constituée d'individus ayant certaines caractéristiques communes et qui se consentent à vivre en commun. Ledit consentement joue le rôle d'une cimentation sociale qui érigera la base de légitimité des Etats nations et les obligent de garantir les libertés et le bien – être de leurs citoyens.

L'Etat libéral remonte à la fin du dix huitième siècle avec la révolution française (1789) ; cependant ses fondements logiques remontaient au début du dix septième siècle avec l'apparition des premières doctrines libérales soit sur le plan politique ou économique. L'Etat libéral est une organisation qui garantit les libertés et les droits

² Il s'agit de la découverte du nouveau monde (l'Amérique) ainsi que de la boussole qui a permis d'affronter les océans et de découvrir de nouvelles routes maritimes.

fondamentaux des citoyens. En termes modernes l'Etat libéral est celui qui doit garantir les droits proclamés par la déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Les libertés fondamentales se trouvent ainsi assurés par le mécanisme de l'Etat de droit et dans lequel les autorités se trouvent à leur tour soumis à la loi.

Toutefois, dans le domaine économique l'Etat libéral avait, probablement, un sens différent étant donné qu'il doit s'abstenir à toute sorte d'interventionnisme sur le marché. En effet les origines de cette pensée remonte aux physiocrates (Quesnay) et aux classiques (A. Smith et D. Ricardo). L'attitude des physiocrates vis à vis de l'Etat n'était pas souvent explicite. Cependant, leurs écrits et leurs conceptions de l'économie peuvent nous ramener à l'idée selon laquelle l'Etat doit se contenter de ses fonctions régaliennes sans se mêler de l'activité économique. Pour comprendre le fondement de cette doctrine il serait plausible de dire que la physocratie signifie étymologiquement « le commandement et le gouvernement par la nature ». Autrement dit, l'économie s'avère soumise à la nature et les lois économiques sont, par conséquent, des lois naturelles.

Ainsi, la liberté et la propriété privée paraissent comme des valeurs naturelles, irréversibles et inviolables voir des dogmes absolus toutes les fois qu'elles sont les garants de l'édifice social. Par conséquent, le « laisser faire » devrait substituer le « tout faire des mercantilistes » ; le gouvernement doit reculer et réduire leur intervention qui doit se limiter à la protection de la liberté et de la propriété.

Du côté de l'école classique nous remarquons que l'exaltation conférée par Smith au marché est due à sa suprématie en tant que mécanisme d'allocation qui peut jouer le rôle de la main invisible c'est à dire à sa capacité à assurer, à partir des intérêts individuels, l'intérêt social. Cette idée nous permet de déduire l'attitude de Smith vis à vis de l'Etat. En effet Smith ne manquait pas tout le long de ses ouvrages de montrer son hostilité à l'interventionnisme étatique qui risque, selon lui, de limiter les libertés individuelles et d'empêcher la main invisible de jouer son rôle d'harmonisation entre l'intérêt individuel et social. Il condamne le dit interventionnisme d'être inutile et néfaste. Inutile, parce qu'il ne va rien ajouter à un système au préalable 'parfait' et 'idéal'. Néfaste parce qu'il peut fausser les programmes de maximisation menés par les individus. Smith s'alignait en quelque sorte aux physiocrates lorsqu'il voit le système comme étant un organisme naturel régi par des lois providentielles que l'Etat doit s'abstenir de les toucher.

L'école historique allemande avait une approche organique de l'Etat ce qui lui a permis de confier à l'Etat de nouveaux rôles dont principalement la protection des industries naissantes afin de leurs assurer l'élan nécessaire qui leurs permettent de supporter la concurrence interne et externe.

Quant à K. Marx il suppose que l'Etat capitaliste n'est qu'une résultante de l'exploitation sociale exercée par les bourgeois sur les salariés. Marx conteste sa neutralité et affirme son caractère « bourgeoisial ». Il pousse l'analyse plus loin en affirmant que l'objectif fondamental de l'interventionnisme étatique est l'élargissement des bases de l'accumulation capitaliste.

Keynes et malgré sa reconnaissance des limites et des problèmes des doctrines libérales n'a jamais remis en cause le capitalisme ; il ne fait que corriger, à la lumière des changements perpétuels des structures productives et mentales, le système tout en défendant sa logique. Maurice Roy (1987) avait raison lorsqu'il affirmait que « ... Keynes demeurera toute sa vie un défenseur passionné du système économique capitaliste. Il dira de lui - même un jour : (je suis un économiste bourgeois). Si Keynes désirait changer beaucoup de choses dans la politique économique menée à son époque, ce n'était pas, comme Marx et Lénine, pour remplacer le capitalisme par un autre système. Il voulait, au contraire, préserver le capitalisme des erreurs qui pouvaient lui être fatales et assurer ainsi la survie, car ce régime lui paraissait atteindre avec plus d'efficacité les grands objectifs économiques que n'importe quel autre actuellement envisageait. A condition toutefois, ajoutait-il, qu'il soit (intelligemment dirigé) ³ ». Le nouvel Etat que prône Keynes et les fonctions qui lui sont assignées vont distinguer la pensée de Keynes de la pensée libérale qui a dominé jusqu'à l'avènement de la crise 1929, et érigeront la base d'une nouvelle économie publique.

1.2) *Le point de vue de Sen*

Dans son ouvrage « Ethique et économie⁴ » A. Sen avait une conception spécifique à l'égard de l'Etat. Il se situait dans le cadre de l'Etat libéral qui garantit à ces citoyens les droits et les libertés fondamentaux. Cependant, Il s'aligne avec le libéralisme sans qu'il en soit soumis aux mécanismes classiques gouvernant son fonctionnement. La démarcation de Sen par rapport aux autres libéraux s'explique essentiellement par le fait qu'il distingue entre deux notions : « droit et libertés » d'une part et la « capacité de jouir de ces droits et libertés⁵ » d'autre part. Cette distinction lui a permis de situer la « justice » dans le noyau dur des droits dont l'individu doit jouir dans une société libérale. Par conséquent il a remis en cause toutes les théories libérales qui ont évoqué la liberté dans un sens univoque et purement absolu.

Pour Sen il est incommode et insuffisant de reconnaître les libertés et les droits fondamentaux dans la société libérale pour que celle-ci soit effectivement libérale. En corollaire nous pouvons dire, sans trop de risque, que Sen essaye dans son ouvrage de poser le problème de la justice afin de faire une relecture voire même une correction du libéralisme prôné par beaucoup de philosophes anciens (John Locke, Thomas Hobbs, Montesquieu) ou même contemporain (V. Hayeck ; R.Nozick) et qui ne s'intéressent qu'au côté formel de l'Etat libéral.

L'analyse économique de Sen n'a pas dévié de cette ligne de conduite qu'il a tracé étant donné qu'il a commencé dès le début de son ouvrage de remettre en cause l'économie

3 M. Roy[1987] « *Théorie générale : Keynes* » collection *Profil dirigé par Georges Décote*. Eds Hatier. Paris.P.25.

4 A. Sen (1987) « *Ethique & économie* », Eds PUF.

5 Nous revenons à ce concept avec plus de détails ultérieurement.

positive qui avait emprisonné l'individu dans un cercle fermé qui l'a rendu comme « une machine à calculer » indéfiniment programmé et l'a privé de sa dimension sociale et relationnelle. Il reprochait aux économistes d'avoir une vision exigüe à l'individu chose qui ne leur permet pas de s'imprégner dans l'économie normative ; dans ce contexte il serait utile de présenter l'attitude de sen vis-à-vis de certains économistes. Ainsi, il critiquait Edgeworth en lui accusant de ne voir dans l'individu qu'une simple personne mû par son propre intérêt, il écrivait « Dans son ouvrage *Mathematical Psychics*, publié en 1881, Edgeworth affirmait que le premier principe de la science économique veut que tout agent ne soit mû que par son propre intérêt. Cette vision de l'homme a persisté dans les modèles économiques et la nature de la théorie économique semble avoir été considérablement influencée par cette hypothèse de base.... mais pourquoi l'on choisirait une hypothèse que Edgeworth lui-même jugeait non pas simplement inexacte dans ses détails, mais fondamentalement erronée. Comme nous allons le voir, c'est une question qui reste d'actualité dans la science économique moderne⁶ ».

La critique adressée par Sen à Edgeworth a été adressée également à plusieurs économistes entres autres Smith, Pareto et aux économistes modernes qui ont fermé les yeux sur la question de la justice et sur la dimension altruiste de l'individu. Et c'est pour toutes ces raisons qu'il affirmait que « L'économie moderne s'est trouvée considérablement appauvrie par la distance qui a éloigné l'économie de l'éthique⁷ ». Selon l'auteur l'économie normative doit poser la même question socratique « comment doit-on vivre ? ». L'auteur suppose que l'économie est issue de deux origines qui sont toutes les deux liées à la politique voire à l'Etat : « L'éthique » et la « mécanique⁸ ». Ainsi, tout en reconnaissant à l'économie son objet traditionnel à savoir « l'étude de la création de la richesse », l'auteur pense qu'elle est en liaison directe avec une question plus profonde à savoir comment la dite richesse parvient -elle à servir le bien de la société ; il écrivait « L'économie, en définitive, se ramène à l'étude de l'éthique et de la politique, thèse qu'Aristote approfondit dans sa *Politique*⁹ ».

Dés lors, nous pouvons déduire d'après ce qui a été avancé jusqu'à présent que Sen a une conception spécifique de l'Etat qui va à l'encontre de la conception des physiocrates ou des classiques ou des libéraux contemporains. En effet, selon ces écoles la question de la justice n'était sujette à aucune réflexion étant donné que l'économie de marché est optimale et ne peut guider la société qu'aux situations les plus fructueuses. Autrement dit, pourquoi s'intéresser à la justice alors que le marché donne à chaque individu ses « propres droits » et son propre dû dans la richesse créée.

6 A. Sen *op. cit* pp 87-88.

7 *Ibid* p 11.

8 Selon Sen la conception mécaniste s'intéresse avant tout aux questions de logistique plutôt qu'aux fins ultimes ou à la recherche du bien de l'homme.

9 *Ibid* p 7.

Selon Sen la justice sociale ne peut pas être laissée tributaire aux simples jeux d'un marché qui, souvent, à du mal à fonctionner efficacement. Par conséquent, l'Etat doit jouer un rôle majeur à ce niveau, afin d'assurer les politiques de redistribution qui permettent de réduire les injustices créées par le marché. Ainsi, nous pouvons dire à ce stade d'analyse et sans trop de risque que Sen reconnaît à l'Etat son rôle de redistribution de richesse ce qui constitue une démarcation par rapport à l'Etat libéral de Smith. En traitant le problème de l'éthique de la répartition internationale des revenus, Sen a insisté sur l'importance et la centralité de la question de la redistribution de la richesse en affirmant que « la question de la répartition au sein de chaque pays est assurément une considération importante¹⁰ ». Par conséquent nous déduisons que Sen a dépassé la logique de l'Etat nation toutes les fois que la justice pour lui ne peut être nationale. La dimension internationale de la justice oblige les théoriciens aussi bien philosophes qu'économistes de réfléchir sur une éthique internationale.

2) L'Etat et la justice

Comme nous l'avons déjà signalé dans la section précédente A. Sen paraît comme étant un philosophe et un économiste spécifique. Sa spécificité lui a permis d'adopter un point de vue original. En effet, il se montre comme un libéral vu qu'il a défendu les droits et les libertés de base ; cependant il se démarque de ses prédécesseurs au niveau de la manière selon laquelle les individus jouissent de l'ensemble de ces droits et libertés. Ainsi, tout en intégrant le critère de la justice il découvre facilement que l'Etat démocratique libéral est loin d'assurer la liberté en se contentant de légiférer étant donné que la reconnaissance du droit ne signifie pas la jouissance effective de ce droit. Ce principe a été également utilisé par Sen pour critiquer l'économie positive et l'économie de bien-être qui ont basé leurs éthiques sur le concept de bien-être qui paraît pour l'auteur comme injuste. Dès lors, et afin d'explicitier toutes ces remarques nous allons essayer dans la présente section de voir dans un premier paragraphe les principales critiques adressées par l'auteur aux théories de la justice alors que le second paragraphe sera réservé à l'exposé de sa propre vision à la justice tout en soulevant le rôle que peut jouer l'Etat, à ce niveau, pour la concrétiser.

2.1) Les critiques de Sen aux théories de la justice

Afin d'exposer sa propre théorie vis-à-vis de la justice et de retracer les nouvelles fonctions d'un Etat libéral qui agit en respectant les considérations éthiques, A. Sen a rebroussé chemin aux théories de la justice afin de dégager leurs insuffisances et leurs failles théoriques dans le dégagement d'un concept de justice qui permet aux individus de s'intégrer dans la société et de jouir effectivement des droits et libertés qui leurs sont

¹⁰ *Ibid* p 292.

reconnus par les législations mises en vigueur. Ainsi, dans le présent paragraphe nous allons voir successivement les principales critiques adressées par Sen aux utilitaristes et à Rawls afin de pencher, dans le second paragraphe sur la vision propre de Sen à la justice.

2.1.1) L'utilitarisme

Rappelons que les origines de cette philosophie se trouvent incarnées dans la pensée de D. Hume. Cependant, J. Bentham lui a donné plus d'ampleur et de rigueur. Il soutient que « les principes de l'action se ramènent tous utilement au plaisir et à la souffrance, qui sont les ressorts réels de tous nos actes... Dans ces conditions, non seulement, nous sommes naturellement déterminés par le plaisir et la peine, mais nous ne pouvons pas avoir d'autre devoir que de suivre leur impulsion¹¹ ». Dans son ouvrage « Introduction aux principes de la morale et de législation » Bentham définissait l'utilité comme suit « Par suite d'utilité j'entends ce principe qui approuve ou désapprouve toute action, quelle qu'elle soit, selon la tendance qu'elle semble avoir soit d'augmenter soit de diminuer le bonheur du parti dont l'intérêt est en question : ou ce qui revient au même, de promouvoir ce bonheur ou de s'y opposer¹² ». Etant ainsi, l'objectif de la société sera de maximiser le solde (plaisir – peine) de tous les individus. Formellement nous pouvons écrire :

$$O^s = U^s = \text{Max} \sum_{i=1} (pl_i - pe_i)$$

O^s = La fonction objectif de la société,
 U^s = L'utilité sociale,
 pl_i = plaisir de l'individu (i),
 pe_i = peine ressentie par l'individu (i),
 Σ = symbole qui signifie la somme,

Bentham n'oppose pas la vertu au plaisir car il considère que la vertu, bien comprise, n'est rien d'autre que le sacrifice d'un plaisir moindre à un plaisir plus grand. Toutefois, cette conception est elle en opposition avec la justice ? La réponse à cette question est a priori négative car selon Bentham l'objectif de la justice n'est autre que le **bien commun** atteint par les moyens politiques, si bien que la morale et la politique ont le même but (le bonheur) et le même principe (celui de l'utilité), la seule différence étant que la morale concerne les particuliers, et la politique les gouvernements.

Les critiques adressées par Sen aux utilitaristes tournent autour de trois axes fondamentaux. Primo, il remet en cause le traitement utilitariste de la personne en le

¹¹ Gilbert Boss (1990) « John Stuart Mill : Induction et Utilité » Eds PUF, p24.

¹² *Ibid* p 25.

jugeant comme défectueux, il disait « Le traitement utilitariste de la personne est déficient parce qu'il néglige cette distinction et qu'il tente de justifier l'évaluation normative en se fondant uniquement sur l'aspect 'bien-être'¹³ ». Secundo, Sen a mis l'accent sur la notion du bien-être en accusant les utilitaristes de l'avoir déformée. Cette déformation n'a pas permis, selon Sen, aux utilitaristes d'interpréter de la bonne façon le terme d'utilité et des termes qui lui sont annexes tels que le bonheur ou la satisfaction des désirs. Il insistait dans ce contexte que si le bonheur est un accomplissement formidable, ce n'est pas le seul résultat qui compte pour le bien-être de la personne. On déduit de cette critique que le bien-être ne peut être réduit à la simple recherche du bonheur individuel toutes les fois que ce bonheur peut être en conflit avec les droits ou les libertés fondamentaux (peut-on défendre l'esclavagisme par exemple par ce qu'il maximise l'utilité d'une personne ou d'une société donnée ?). Quant au désir, Sen reproche aux utilitaristes qu'il n'est pas possible de le mesurer comme ils postulent, en plus il serait difficile de l'utiliser comme critère d'évaluation de l'utilité étant donné que les individus n'approuvent pas la même intensité de préférence aux choses désirées. Il affirmait que « le désir constitue un bon indicateur, quant à la nature importante de ce qui est désiré, mais en faire une unité de mesure peut conduire à une estimation tout à fait inadéquate de la valeur ... Cette limite est particulièrement gênante pour les comparaisons interpersonnelles de bien-être¹⁴ ». Tertio, Sen postule que l'individu doit accorder de la valeur non seulement à ce qu'il accomplit en termes d'actions mais aussi à sa liberté. De là on peut comprendre que Sen s'accorde avec J. Rawls étant donné que les valeurs de la liberté doivent être prioritaire à toutes autres considérations mêmes si celles-ci dégagent le plus d'utilité à l'individu ou à la société.

2.1.2) Sen face à la théorie rawlsienne de la justice

J. Rawls est certes le philosophe pionnier d'une théorie exhaustive de la justice. L'importance majeure de son ouvrage « La théorie de la justice » paru en (1971) tire son intérêt de trois volets fondamentaux. Primo, il pose la question de la justice dans un cadre différent à celui des autres philosophes : Il s'agit bel et bien de la justice comme équité. Secundo, l'ouvrage de Rawls a permis aux théoriciens (quels que soient leurs domaines d'investigation théorique) de se doter de moyens analytiques leur permettant de délimiter la société juste ainsi que l'action juste. Conséquemment, le concept rawlsien de la « justice » n'est plus un concept « indéterminé et flottant ». Tertio, la réflexion de Rawls va aboutir à une sorte de consensus, qui paraît jusqu'à cette époque difficile à réaliser, entre le libéralisme d'une part et la justice d'autre part. Ainsi, et dès les premières pages de son ouvrage, Rawls insistait sur l'importance de la justice à l'échelle des valeurs

13 A. Sen op. cit. p56.

14 Ibid p57.

individuelles et sociales. Il écrivait dans ce contexte « La justice est la première vertu des institutions sociales comme la vérité est celle des systèmes de pensée. Si élégante et économique que soit une théorie, elle doit être rejetée ou révisée si elle n'est pas vraie ; de même, si efficaces et bien organisées que soient des institutions et des lois, elles doivent être réformées ou abolies si elles sont injustes¹⁵ ». Pour lui **l'objet de la justice** est « la structure de base de la société ou, plus exactement, la façon dont les institutions sociales les plus importantes répartissent les droits et les devoirs fondamentaux et déterminent la répartition des avantages tirés de la coopération sociale¹⁶ »

La société rawlsienne est supposée être une sorte d'associations, de personnes qui, dans leurs relations réciproques reconnaissent certaines règles de conduite comme obligatoires, et qui pour la plupart, agissent en conformité avec elle. Ainsi, Rawls part dans sa construction théorique de la société d'une position originelle fictive où 'le voile d'ignorance' cache et empêche toutes sortes d'informations. Conséquemment, quiconque ne connaît pas sa couleur, son sexe, sa race, sa position sociale etc. Les individus Rawlsiens qui ont, par hypothèse, une aversion vis-à-vis du risque, vont s'accorder sur un contrat de coopération sociale basé sur les principes suivants :

* **Le premier principe** : stipule que chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous, qui soit compatible avec le même système pour les autres.

* **Le deuxième principe** : stipule que les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon :

- Qu'elles soient attachées à des positions et à des fonctions ouvertes à tous (le principe de l'égalité des chances),
- Qu'elles soient à l'avantage de chacun et qu'elles profitent aux catégories les plus modestes (le principe de la différence).

Pour que ces principes puissent fonder la justice en tant qu'équité, Rawls remarque qu'ils doivent être répertoriés selon un ordre lexicographique c'est-à-dire que le premier principe est antérieur au second. De même le principe d'égalité des chances est prioritaire au principe de différence. L'évaluation de la justice se fait, selon Rawls, par référence aux **biens premiers**. Ce concept regroupe un ensemble de valeurs économiques et socio-économiques : Les libertés, les revenus, les richesses, le pouvoir, les bases sociales du respect de soi et les chances d'accès à ces avantages. Ce panier n'est en fait qu'un moyen pour qu'un individu puisse atteindre ses attentes et ses objectifs.

15 J. Rawls (1971) « A theory of justice », The Belknap Press Of Harvard University Press. Traduction française Février 1987, Eds Seuil. p 27.

16 Ibidem p 33.

Les critiques de Sen à la théorie rawlsienne de la justice

Les critiques adressées par Sen à la théorie de Rawls convergent vers l'idée des biens premiers qui sont utilisés par Rawls comme un critère d'évaluation de la justice. Et c'est pour cette raison que Sen n'a impliqué, et d'une manière explicite, J. Rawls que dans la partie qu'il a intitulé « L'évaluation de la justice doit – elle se fonder sur les moyens ou sur les libertés? ». D'ailleurs il affirme que « L'analyse présentée ici (c'est-à-dire dans la section intitulé L'évaluation de la justice doit – elle se fonder sur les moyens ou sur les libertés?) découle, tant par sa structure que par sa motivation, de la théorie rawlsienne de la justice comme équité¹⁷ ».

La critique stratégique adressée par Sen à Rawls se résume, selon lui, au fait que les biens premiers ne peuvent pas constituer un moyen de comparaison qui permet de déterminer le degré de jouissance des individus des libertés qui lui sont offertes. Ainsi, il distingue deux aspects différents : Les biens premiers d'une part et la conversion des biens premiers en libertés d'autre part. Pour Sen lorsque l'individu est incapable de réaliser cette conversion pour une raison quelconque alors ceci peut constituer une source d'inégalité et d'inéquité injustifiées. Et malgré que Rawls avait répondu à cette critique en disant que Sen a basé sa critique sur une conception particulière et unique du bien et s'est opposé à la conception politique de la justice, Sen s'est défendu en disant que « l'affirmation de Rawls est erronée et qu'une théorie de la justice fondée sur l'équité doit tenir compte, sérieusement et directement, de la liberté réelle qu'ont différentes personnes – personnes qui peuvent avoir des objectifs divergents- de mener des vies différentes, auxquelles elles peuvent avoir des raisons d'accorder de la valeur¹⁸ ».

2.2) Justice et capacités

Comme nous l'avons déjà signalé dans les paragraphes précédents, Sen reprochait aux théoriciens de la justice et aux économistes leurs focalisations excessives sur les droits et libertés politiques et économiques sans se soucier de la capacité et l'incapacité de l'individu à jouir de ces droits et libertés. Ainsi, Sen introduit dans son analyse le concept de « capacités » qu'il définit comme suit « La 'capabilité' d'un individu est représentée par l'ensemble des n – tuples de modes de fonctionnement parmi lesquels l'individu peut choisir n'importe quel n- tuple. L'ensemble des capacités exprime ainsi la **liberté réelle** qu'a une personne de choisir entre les différentes vies qu'elle peut mener¹⁹ ». Introduire les capacités constitue, certes, l'apport nouveau de Sen qui va permettre à L'Etat démocratique libéral de modifier son comportement afin de renoncer aux

17 A. Sen op. cit. p215.

18 A. Sen op. cit p216.

19 Ibidem p. 218.

libertés formelles qui constituent des slogans plutôt que des libertés réelles effectives. L'auteur affirmait dans ce sens que les exigences des individus sont évaluées non pas en fonction des ressources ou des biens premiers dont ils disposent, mais d'après la liberté qu'ils ont réellement de choisir parmi différents modes de vies auxquels ils peuvent avoir des raisons d'accorder de la valeur. C'est cette liberté réelle qu'on désigne par la « capacité » de la personne d'accomplir différentes combinaisons de modes de fonctionnement, ou de façons d'agir et d'être.

L'évaluation de la justice, mise en application par les pouvoirs politiques, sur la base des biens premiers (Thèse de Rawls) ne peut pas fonder la justice en tant qu'équité parce qu'on se rend compte que beaucoup d'individus seront exclus étant donné qu'ils n'arrivent pas (pour différentes raisons) à faire la conversion de ce panier de biens en libertés réelles. Afin d'expliquer ce point de vue Sen a pris l'exemple suivant «... une personne souffrant d'un handicap peut disposer d'une quantité de biens premiers supérieurs (sous forme de libertés, de revenus, de richesse, etc.) mais d'une capacité inférieure à celle d'une autre personne (en raison de son handicap)²⁰»

Ainsi, et d'après ce qui a été avancé nous pouvons dire que la nouveauté apportée par Sen peut être vu sous deux angles différents. Le premier consiste dans l'effort qu'il a fourni afin de rendre la question de la justice comme une question stratégique et centrale aussi bien dans le domaine économique que politique. Le second consiste en une relecture critique des théories de la justice qui abordaient cette question d'une façon formelle sans penser sur le degré de réalisme de leurs réflexions théorique.

Conclusion Générale

En guise de conclusion nous pouvons dire que notre travail nous a permis de dégager les principaux attraits de la pensée de Sen ainsi que sa vision vis-à-vis de l'Etat. Ainsi nous avons vu que Sen, d'après son ouvrage « éthique et économie » a exalté la pensée éthique en la considérant comme charnière et centrale dans toutes sortes de réflexion humaine. Et c'est pour cette raison qu'il a commencé son ouvrage de rappeler que l'objectif de l'économie politique est la recherche du bonheur des individus. Conséquemment, il a critiqué les économistes « mécaniques²¹ » qui n'ont vu dans l'individu qu'un être mécanique dotée d'une rationalité pure qui le prive de son contexte social.

Ensuite, Sen a surfé l'ensemble des théories de justice qui ont essayé de définir les principes dont doit se soumettre la société juste. Il a découvert que ces théories étaient elles mêmes injustes étant donné qu'elles peuvent prôner la barbarie, l'esclavagisme ou la bestialité s'ils arrivent à maximiser l'utilité sociale (utilitarisme) ; et même Rawls qui a fait une théorie de la justice en tant qu'équité n'a pas pu franchir le problème

20 A. Sen op. cit p 220.

21 Nous avons emprunté cet adjectif qualificatif de Sen.

des libertés formelles qu'il a essayé de défendre. Pour Sen il faut aller plus loin pour concrétiser les libertés réelles.

De là nous pouvons dire que Sen penche pour un Etat démocratique libéral qui défend les droits et les libertés fondamentaux mais qui doit veiller, via ses institutions directes, à ce que les biens premiers qu'il fournit seront convertis en libertés réelle (**terme clé pour Sen**). L'Etat de Sen doit également être interventionniste, à un certain degré, pour qu'il corrige le problème de la répartition initiale qui peut léser beaucoup d'individus et les poussent vers l'exclusion.

Il ressort que dans une société juste chaque individu doit trouver ses comptes et peut jouir des libertés réelles qui lui seront offertes par la société et qui doit l'aider à être toujours un élément inclus et impliqué dans le système et non comme un simple intrus.

References Bibliographiques

- A. Sen 1987 *Ethique & économie*, Eds PUF.
- B. Nézeys 1998 *Economie politique* Eds Economica. Paris.
- H. Denis 1977 *histoire de la pensée économique* Eds PUF p179-180
- J. Rawls 1971 *A theory of justice* », The Belknap Press Of Harvard University Press.
Traduction française Février 1987, Eds Seuil
- G. Boss 1990 *John Stuart Mill: Induction et Utilité* Eds PUF,
- M. Roy 1987 *Théorie générale : Keynes* » collection Profil dirigé par Georges Décote.
Eds Hatier. Paris.P.25.

Multiple meanings of the middle class in Soweto, South Africa

Mosa Phadi and Claire Ceruti

University of Johannesburg

E-mail: clairec@uj.ac.za; claireceruti@gmail.com

mmphadi@uj.ac.za

Abstract

This study investigated the meanings of middle class amongst those who label themselves middle class. 2559 people were surveyed in Soweto, South Africa biggest township. The study revealed that a diverse number of people call themselves middle class and defined class in terms of ability to afford basic goods. The label middle class seems also to denote self-sufficiency, responsibility and social mobility. The paper concludes that studies of the middle class does not seem to focus on how social location affects the scope of people's social world and their range of comparison.

Keywords: class, middle class, identity, Soweto, social location, self-sufficiency

'Middle class ... means we can afford stuff. We can afford to go to a movie or a restaurant in the middle of the week.' (Two young men, wearing branded clothing, interviewed at the Soweto Wine Festival in 2006).

'I am working and I can get all the basics of life - I can manage. I'm not earning that much but can get the basics. The middle class to me is everyone who is working. [...] The rich you can see. They are not like us who wait until month end'. (Sales worker wearing a shirt with a frayed collar, interviewed at a mid-market Soweto shopping centre in 2006).

This paper focuses on what middle class identity means to those who accept the label 'middle class'. The term seems to have multiple meanings and purposes, which reflect the social location of those claiming the identity. It is an empirical paper based on a 2006 survey of 2559 people from Soweto, South Africa's biggest township. The paper is structured as follows: the section that immediately follows discusses middle class identities starting with an anecdote of two women in Soweto and section two discusses the research design.

1. Middle class identities

We begin with the anecdote of an uncomfortable encounter between two Soweto women who both see themselves as middle class. The encounter powerfully illustrates the diversity of those who identify themselves as middle, encapsulates the processes by which people middle themselves, and therefore helps us to focus on what is and is not covered in the existing literature. The encounter was captured for a research film during the final phase of our research (Phadi, 2009).

The women were invited to meet another middle class person to discuss what they had in common. The cultural and material gulf between the women is apparent from the time Hilda arrives in a silver Mercedes at the informal settlement where Andronica lives in a shack. Andronica slumps when she sees her visitor's car; Hilda is nervous about leaving her car unattended. It is easy to imagine that, without the research, these women would only meet if Andronica knocked on Hilda's door looking for domestic work in Diepkloof extension, the plush section of Soweto where Hilda lives now that her businesses are successful. When Andronica asks if Hilda wants to eat with her hands or with a spoon, Hilda wants a fork. When Hilda asks for a knife to eat with, Andronica can only find a bread knife.

After the meal, Hilda demands to know how Andronica can believe herself middle class. Unlike most of her neighbours in the informal settlement, Andronica explains, she eats every day, she has a generator, she owns her shack, and her husband's work has become more regular. Hilda begins listing all Andronica lacks – kitchen sink, washing machine, plastered walls, more rooms, employment. Andronica is less articulate than

Hilda, partly because Hilda conducts the conversation in English. But Andronica defends her right to the middle. 'You, I look [at] you – you are better than me.' She points to Hilda's gold necklace. Hilda argues back, 'If it is me and Maponya, the owner of Maponya mall, the two of us, where do you place us?' (Maponya, who established himself as a business man in the 1970s, before the end of apartheid, recently caused an up-market mall to be built in Soweto.) She continues, 'I feel I am not Maponya, Maponya is too high for me'. Andronica reiterates, 'But for me, you are not a middle class'. Only after Hilda leaves does Andronica, annoyed, finally label Hilda: 'That lady, she is rich.' To the interviewer, Hilda declares that Andronica is delusional to see herself as middle class.

South African scholarship offered little insight here because recent work on identity does not consider how people class themselves, and recent work on class neglects identity. Identity studies since the end of apartheid tend to focus on racial, national, and ethnic identities (such as Grossberg et al 2006, Alan 2006, Vale 2003) with very little consideration of class identity such as might be encountered in studies of the apartheid era (such as Bozzoli (1987), Limb 2003). Those which mention class (Erasmus 2005; Zegeye et al 2000; Roefs 2000) are more interested in 'the complex ways in which race intersects with class to produce particular racialised patterns of inequality' (Erasmus, 2005; 13) than how people are classing themselves. Meanwhile scholars of class towards the end of apartheid have mapped class structure (Crankshaw 1993, Seekings and Natrass 2005), and debated the size and composition of the contemporary black middle class (Southall 2004, Schlemmer 2005, Muller 2006), but none deal with class identity, while older studies focus on proletarian consciousness.

In our study, middle class identities are expressed with a contextual texture which is unique to how class is perceived in South Africa in the decades after apartheid, but several processes resemble studies from elsewhere, such as observations that '... middle-class, individualized identities [are] generated by a continuous process of comparison 'up' and 'down' (Crompton 2008: 92; see also Bottero 2005: 240–242). Savage (2002: 64), Mendez (2008: 222) and Devine (2005: 153) note that, in the US and Britain, 'middle class' means 'ordinary' or 'normal'. Kelley and Evans (1995) attribute this to 'reference-group effects': we tend to associate with people similar to ourselves and see the world as an enlarged version of this reference group. 'Even very high-status people place many others above themselves, and very low status people see others even lower... hence, most people locate themselves near the middle of the class hierarchy' (Kelley and Evans 1995: 157).

However these studies look for an overarching definition of middle class and do not probe under the skin of 'ordinary' and 'normal'. We discovered multiple meanings, even amongst people who share a superficial definition of the term, as in the quotes at the beginning. Deshpande (2003) notes in India: 'it is striking that hardly anyone wishes to decline membership [to the middle class] and even those who are ineligible wish to be

included' (Deshpande 2003, 130), so middle class works as a kind of 'symbolic container'. Thus the purposes of claiming middle class identities are also multiple, and go beyond locating yourself in a social hierarchy (particularly where becoming middle class was previously curtailed by racial or colonial domination). The fervor with which Andronica and Hilda each defend their middle class identity shows that more is invested here. Urciuoli (1995) describes his respondents, Puerto Ricans living in New York, as 'really poor', but they call themselves middle class. To them, it means 'neither rich nor poor' but it is also a 'generic and morally loaded, cultural identity representing the triumph of individual virtue which includes good money management' (Urciuoli 1995). Middle class also implied possible advance through schooling children. Parekh (2009) notes that class identity may reflect 'what we wish to make of ourselves' (Parekh 2008, 267).

The multiple meanings and purposes of claiming a middle class identity seem only to confirm that 'the connection between class location and cultural identity appears to have unraveled' (Bottero 2004, 987). Following Bourdieu (1986), she tries to solve this by collapsing social identity and social position. Classed practices (cultures for Savage (2006); habitus (a set of dispositions and tastes) for Bourdieu (1986)) not only reflect class but constitute it. But to thus explain Andronica and Hilda, Bottero would have to make social identity an entirely unconscious process with no self-reflexivity¹, in which self-description is arbitrary. If the middle class is constituted by particular tastes, as in Bourdieu's study of France, then Andronica and Hilda's encounter merely emphasises their class difference. Hilda's taste is beyond Andronica's reach, and indeed most of it – Hilda's love of imported Italian furniture and her preference for Portugal – beyond Andronica's imagination. Bottero explains no more about Soweto's middle class identities than Kelley and Evans, who she cites extensively.²

It is only when you stop trying to tease a single meaning out of 'middle class', that you are able to see that people's social position shows through what they invest in the symbolic container labeled middle class. (By social position here we mean class but also, for example, labour-market stratifications within classes (see Ceruti 2010) and age.) We re-establish a link between 'where we stand in the world and how we see ourselves' (Bottero, 2005; 10). Olin-Wright (1989) concedes to Brenner (1989) that '...lived experience is essential for explaining why members of classes tend to develop [certain] identities' (Olin-Wright 1989, 207). Lived experience, however, is classed. Like Callinicos (2006a, 2006b) we hold that the formation of any 'collective subject' is 'irreducibly contingent' – we are agents who form subjectivities in specific, historic contexts – but different agents are variously limited or empowered by social structures³ (which we inherit, reproduce, and transform, sometimes only half-consciously as we go about our daily lives).

Finally, how are we using identity here? We accept that identities may be 'multiple and mobile' and that 'all identities... [are] continuously intersected and informed by identities constructed through other systems...' (Allen 2006: 57). We make no claims

for centrality of class identities (we did not ask our respondents 'who are you?' but prompted 'what class are you?') although we note that people readily classed themselves. Further, we assume that identity is not just naming or belonging – it is also a 'process of construction of meaning' (Castells 1997: 6, see also Jenkins 1996). Finally, rather than conceiving identity as '...self-categories which define the individual in terms of his or her shared similarities with members of certain social categories' (Ellemers et al 1999: 12) we use Massey's (1999: 6) formulation where identity is a place or position 'formed out of the particular set of social relations which interact at a particular location', because there was little group identity in descriptions of middle class identities.

Next we outline the methodology and situate Soweto, before examining whether Soweto's middle class identifiers are 'structurally' middle class.

2. Research Design

This paper arises from a broader investigation of class in Soweto. There were four phases. In the first phase we recorded 51 informal, exploratory conversations with people around the township, usually starting with a question: 'what class are you? How do you know?' The shortest was around five minutes, more than half were between 20 and 40 minutes and several lasted an hour or more. We photographed respondents if possible.

These interviews informed the survey questions for the second phase. Fieldworkers used questionnaires to interview 2328 people out of 2553 who were randomly but proportionately selected from a sampling frame stratified into informal settlements, mixed areas, richer areas and hostels according to socio-economic indicators from the 2001 Census. A Kish grid was used at the interview point to randomize the selection of the individual respondent. Technical details are contained in the endnote⁴. The survey interviews lasted up to an hour, collected around 200 variables for each respondent, and included a set of questions inviting respondents to accept or reject the eight class identities most commonly mentioned in the exploratory conversations (poor, middle, working, 'cheeseboy', second, upper, tycoon, lower). They were able to accept more than one, or reject all. In the exploratory interviews, some people adopted more than one class identity.

The third phase of the research returned to 72 survey respondents. Semi-structured interviews probed notions of class and their identities. Two people were interviewed from each multi-person household, preferably one woman and one man, preferably from different generations.

Finally, the research film 'zoomed in' on five survey respondents who had identified themselves as middle class, using repeat interviews. The five were selected from an initial selection of 25 respondents both to reflect the diversity of middle-class identifiers and for their comfort in front of the camera.

3. Situating Soweto

Soweto has approximately 1 million residents, according to the 2001 census. It represents a slice rather than the full extent of class in South Africa, but is much more heterogeneous than most townships in terms of language, housing, living standards and occupations. The township has a long history of classed vocabulary (Bonner and Seagal 1998; Mayer 1977). Apartheid's Group Areas Act forced the black middle class to live alongside workers. There is evidence of an exodus from the township since group areas were lifted, related also to upward career mobility, but its extent is difficult to measure. Still, some people remain despite the means to leave because of family ties, home ownership, or familiarity. In 2001, Sowetans averaged above Africans in the rest of the country on several basic indicators of well-being (Table 1), but remained well below whites. Soweto also has below the national average of the highest income earners. This middling status may contribute to middle class identities, but people seldom referenced places outside the township in describing middle class identities.

Table 1: Soweto compared to Gauteng and South Africa. (Source: Census 2001, compiled by the authors)

	Whole country		Gauteng			Sowetans
	% whole country	% all black african	Total %	white %	black african %	
Piped water inside dwelling	65.9	17.9	47.2	85.8	33.6	27.6
Piped water inside yard	14.6	33.8	36.4	9.7	45.8	60.4
Communal standpipe, within 200m	5.4	13.3	6.8	1.1	8.8	6.1
Community standpipe beyond 200m	6.3	15.2	7.1	3	8.5	5.3
All other sources	7.8	19.8	2.5	0.4	3.3	0.6
Sanitation						
Flush toilet[1]	51.9	42.6	81.7	98.7	75.7	88.4
Chemical toilet, Pit latrine, bucket latrine	34.5	47.2	44	9.4	19.7	9.8
none	13.6	18.2	3.6	0.8	4.6	1.8
Household goods						
radio	73	68.7	77.4	94.6	72	76
fridge	51.2	39.9	62.1	97.5	49.8	63.5
tv	53.8	44.2	65.7	92.9	56.2	66
landline	24.4	12	32.4	76.8	17.7	27.5
computer	8.6	1.8	15.1	50.3	4	3.4
cell	32.3	24.6	45.1	78.3	34.5	31.9
Dwelling						
Brick house, including flat, townhouse	63.8	55.5	65.6	95	55.2	61.2
Shack not in backyard	12.3	15.5	16.9	0.3	22.8	9.8
Backyard room or shack	7.8	8.9	14.3	2.7	18.3	26
traditional dwelling	14.8	18.7	1.3	1	1.4	0.7
any other kind of dwelling	1.4	1.5	1.9	1	2.3	2.3
Languages						
english or afrikaans		1.2			1.8	0.9
isiZulu and isiNdebele		32.1			31.7	39.6
isixhosa		22.3			10.2	9.5
Sesotho		10			17.7	16.8
Setswana		10.3			11.3	14.4
All others		24.1			27.2	18.7
Employment status (population aged 16-65)						
employed	33.7	27.8	45	64.3	39.5	32.1
unemployed[2]	24	28.1	25.8	4.6	32.2	37.5
not economically active	42.3	44.1	29.2	31.2	28.3	30.4

Selecting a township has particular implications: first, because Soweto's inhabitants are largely black, race was muted when talking about class in the township context although race remains important in class identities in South Africa (Erasmus 2005). Second, the residential context encouraged people to think about consumption (the state of the house and its contents, for example) more than might be the case in other contexts. (See Zusman, 1985).

Table 2 shows the general work status of Sowetans in our survey. (This is not a class structure: occupation and employment status are, in our view, at best incomplete proxies for class). These categories were allowed to 'grow' from observation and careful inspection of the data. Unemployed here means reporting yourself unemployed, having no other activity, and being prepared to accept a job if offered. Fill-ins and partial workers are self-employed survivalists, or in very irregular unemployment. They do not regard their activities as viable and would take a job if offered. Employed work regularly for someone else. This, unusually, includes most teachers and nurses; occupation-based class schemes usually consider them professionals, but we see them as workers whose job is to 'produce' healthier or more skilled humans. Employed middle class are salaried but play a managerial role. Petite bourgeois are self-employed professionals or small businesses, not looking for work, who do not regularly employ more than one or two people.

Table 2: Work and worklessness in Soweto (Source: Soweto Survey)	Number of respondents (unweighted count)	Estimated percent of Sowetans (weighted)
Bourgeoisie	4	0%
Employed middle class	24	1%
Employed	582	23%
Partial workers	251	11%
Unemployed	535	23%
Fill ins	225	9%
Petite bourgeoisie	129	5%
Student	261	12%
Pensions, disability grants, looking after home or children, otherwise not in labour force	309	11%
Total	2284	100%

Service industries dominate employment in Soweto. Table 3 shows occupations of Sowetans. These include occupations of irregularly employed people and our employed middle class.

Table 3: Occupations of Sowetans (Source: Soweto Survey)

	%
Menial, not domestic (such as cleaners, waiters)	6
White collar routine (bank tellers and the like)	6
Domestic workers	3
Drivers and security guards	3
Semi-skilled manual (machine operators etc)	3
Artisinal (skilled, manual – such as carpenters)	2
Cashiers, retail sales and merchandisers	2
Teachers and nurses	1
Managers	1
Police and soldiers	1
Technicians	1
General labourers (unskilled heavy manual)	1
Supervisors (specifically)	1
Professionals, consultants, personal assistants and many administrators	2
Without occupation - Unemployed, pensioner, student etc.	66
Total	100

Next we turn to the question, are two thirds of Sowetans really middle-class?

4. Are Sowetans mostly middle class?

In this section, we want to establish, first, how many Sowetans could be categorized as middle class using various schemes, and second, whether those who call themselves middle class in our survey have something in common in their lifestyles, living standards, occupation or the like.

We said that 66 percent of Sowetans accepted the label middle class in our survey. It was the most widely accepted label, on its own and in combination with other labels. For comparison, around 40 percent accepted each of the labels working, lower and poor. Remember that respondents could accept or reject each of these labels. When we looked at how people combined class labels, 20 percent of Sowetans accepted only the middle class label and no other (Table 4).

Table 4: Combined Class Labels	Percent of Sowetans
Middle only	20
Middle plus lower/poor ⁵	14
Middle plus working	13
Lower/poor only	13
Working plus lower plus middle	10
None of the labels	7
Working class and no other	3
Other combinations with fewer than 5 percent each	20
Total	100

Schoen (2006) defines middle class by income bracket – those earning between R6455 (about \$926 and R11566 (about \$1662) per household per month. About 19 percent of respondents lived in households in the equivalent categories in our survey. (We estimated household income used the Living Standards Measure (LSM) in our survey, an index developed by marketers based on whether households have certain services and appliances.⁶) Is this the bulk of the 20 percent who call themselves middle with no other label? No, because only 45 percent of them fall within this range, and 42 percent are poorer than this.

Schlemmer (2005) defines the ‘core’ middle class (middle-middle and upper-middle) as executives, managers, and salaried professionals, which includes some teachers and nurses. This is around 5 percent of our survey respondents if we include all teachers and nurses. Some proportion of people who are unemployed, pensioners, in other occupations and so on live in households with core middle people and, in most occupation-based class schemes, would be counted as middle class. Our data on respondents’ households is not detailed enough to allocate people like this. But our data shows people with core middle occupations live in households with, on average, 2 other adults, so we could push this version of the middle class to about 15 percent of Sowetans. Muller (2006: 192) adapts Seekings and Natrass’ (2005: 247) occupation-based scheme to argue that the middle class is actually shrinking relative to other classes. Their middle class is composed of the semiprofessional category (teachers and nurses) and the intermediate class (routine white collar, skilled and supervisory workers). This definition pushes the proportion of middle class occupations in our survey to around 15 percent, and using a mean household size of three adults for such occupations, we can estimate 45 percent of Sowetans in middle class households. This would still leave one fifth of Sowetans, like Andronica, identifying themselves as middle class despite having no association, past or present, with any of these categories. Moreover, only 53 percent of skilled workers and 58 percent of supervisory workers call themselves middle class, while 58 percent of domestic workers and 62 percent of labourers call themselves middle class. So even if these definitions can explain part of the middle class identity, they cannot explain it all.

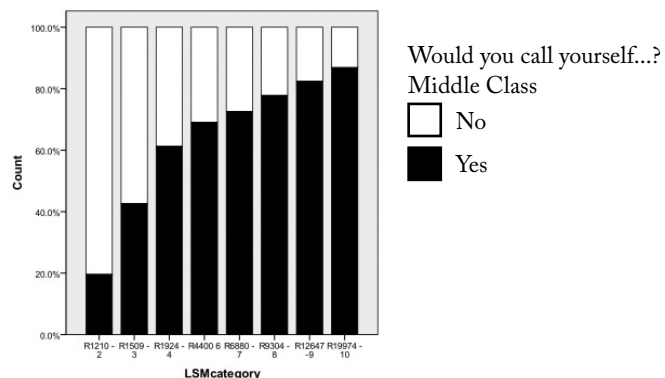
Is there something else that middle-class identifiers have in common in occupation, consumption, education or life-style?

People who accepted the labels lower class and poor were significantly more likely to be deprived on a wide range of indicators in the survey, such as the conditions of their houses and the things they owned or services they received. Their mean total LSM score is significantly lower than the rest of the population. They were more likely to be unemployed. Those lower/poors who had work were more likely to live in households with higher ratios of unemployment. They were more likely to agree with the opinions ‘we are suffering’ and ‘things were better under apartheid’, suggesting that the label is not merely a description of but also a claim for recognition of the grim circumstances summed up by the 22 year old who spends all day in a skip crushing glass to support

9 other people: his aspirations included taking himself to Nandos (a chicken fast food outlet) 'like the cheeseboys'. (Cheeseboy, a slang word widely recognized around Soweto, describes that uncomfortable social location that was of the township but a cut above it: the cheeseboy was that boy at a township school who was envied and derided because his parents could afford to slip a wedge of processed cheese into his lunchbox.)

There are fewer associations for middle-class identifiers. Those who called themselves middle and nothing else associate with no other variables except that they are more likely to be unemployed and more likely to be in the youngest age ranges. People who accepted the label middle class (with or without other labels) were no more likely than the rest of the population to have secondary or tertiary education, nor to work in occupations classically understood to be middle class (like management) or historically understood as middle class in Soweto (teachers, nurses) nor to have engaged in 'middle class' activities like family holidays or barbecuing at home. They were mildly⁷ less likely to have been taken out of school before entering secondary school. Middle class identifiers were mildly more likely to call themselves happy, free and aspirational. They are mildly more likely to have certain decorations in their houses, such as tiled floors, net curtains and blompotte (mass-produced ceramic statues), and the mean overall LSM score of self-identified middles is higher than the rest of the population.

Clearly, consumption enters into how people class themselves. The trouble with leaving things at blind averages is illustrated by Graph 1 below, which shows the percentage of Sowetans in each of eight LSM categories who did and didn't accept the label middle class. The graph illustrates two things, one more obvious than the other. More obviously, there is a neat trend: the higher the LSM category (that is, the more stuff you have and services you enjoy), the greater the proportion of Sowetans in that category who think themselves middle class. Less obvious is that more than half of Sowetans in every category except the two poorest consider themselves middle, and even in the second to lowest category 4 out of 10 still consider themselves middle. Something subtler is going on here. In the last section of the paper, we will consider the multiple meanings of middle class.



Graph 1: LSM category and middle class identification

5. How Sowetans make their middle class identities

Sowetans have a vivid vocabulary of stratification used even by people who did not recognise the English word 'class'. We asked a petrol pump attendant 'what class are you?' He replied, 'I don't know what you are talking about.' Later we asked if he had a word for residents of Diepkloof Extension, the swanky area on the edge of Soweto. I heard Diepkloof Extension called emakishin' (at the kitchens), a term used during apartheid days to refer to then-white suburbs which Sowetans knew intimately only if they were domestic workers. The petrol attendant laughed and replied, this time without missing a beat: 'Oh! ama-bourgeois!'⁸.

Around 60 percent of Sowetans think there are three classes or more in Soweto and generally use some variation of an upper, a lower and a middle. This quote from our first round of interviews is a fairly typical class scheme:

I know of the low class and the middle class [in Soweto]. I am low class because I grew up in an informal settlement where there is no life.... The middle class is neither rich nor poor. It is just in the middle. These people can afford. They have houses and jobs, they have a shelter. They do not earn a lot of money, just enough for their needs. There is also a high class – those who live in suburbs [outside the township]. They can afford anything they want in life. They have houses, cars, they eat anything they like. They are educated. Their lives are smooth, for example Tony Yengeni.' (Interview, 2006) (Yengeni is a politician, notorious for posing for newspaper photographs with a shiny four wheel drive given to him by a businessman who was tendering for a government contract.)

The low-middle-upper model has persisted since Mayer's ethnographic study (Mayer, 1977; 295). Most interesting to us is Mayer's discovery that Sowetans divided the lower class into the 'dissolute' and the respectable poor who are called abantu abaphakhati – isiZulu for 'people who are in the middle' (Mayer, 1977; 100-123). We will come back to this.

Middle class identities are developed against this background. Contrary to those studies which found that declaring yourself middle class is equivalent to declaring yourself just like everyone else, our study suggests that most Sowetans who declare themselves middle class are thereby distinguishing themselves from mediocrity. Six broad themes emerge in the everyday descriptions of middle class in our study: 'affordability', self-sufficiency, support, comparison, youth culture, and language. Finally, context ties the whole story together.

'Affordability', which sounds like poor grammar to the unfamiliar, is the key concept in most Sowetans' class schemes. People use the word to encapsulate the ability to consume. Your class depends on 'the size of your pocket', as one respondent put it, and class was frequently described as a list of things possessed or lacked. Affordability was understood to also affect your bearing, confidence, dress, and other behaviour. Of course this was not the only definition of class: class was sometimes understood as a ranking

of self-worth: a cleaner insisted: 'I don't think I can call you a first class person because maybe you are wealthy, you have everything – no. To God I think someone who can keep himself or herself a human being is a first class.' A pair of cashiers visiting the Soweto Wine Festival defined class in keeping with their excursion into foreign class territory as "how you fit in. I'm middle class because I can mix with low class or high class people," and "It's not about class anyway but about how you carry yourself." Nevertheless their ability to 'pass' as middle was limited by the clothes they could afford. We handed a photo of the two around a focus group during the first phase of the research, having told the participants nothing about the women. They were labeled middle class until the photo reached a woman about the same age as the cashiers. She shook her head and declared: 'These are working class at month end'.)

Having a job confers middle class status for working people like Johan, a young man employed in the insurance industry, who said, 'I am middle class. It is because I work. I am employed.' Work brings the ability to afford things. Sabelo, a freelance tour guide at an art gallery, says his middle class identity 'started since working. I can afford. I am not rich but I can afford daily commodities. If I can put bread on the table I am middle class.'

As for Urcioli's (1995) Puerto Ricans, the ability to manage wages is important in working people's middle class identities: Jerry, a middle-aged clerk, says, 'I am in the middle class. I think I am able to control my salary. To say that with the money I am earning, I am going to do this and this... I do not overspend and I do not create for myself many credits. I check my budget, I handle that nicely.' For Hilda, the successful businesswoman, the concept plays out very differently: being middle class means 'I can afford anything that I want. I have sufficient money to afford anything that I want, no debts. Everything of mine is cash!' (our emphasis).

Affordability is linked to self-sufficiency, which in turn denotes dignity, for those with irregular income. Charles was retrenched and now supports several nephews by repairing fridges around the township:

I have been middle class for a long time, since birth because I cannot recall begging in my entire life, going around asking for handouts, money and mielie meal [maize porridge]. Even my neighbours can tell you I am not a needy person that bothers others. I can do things for myself. If I want something, I can devise a plan to get it and if I do not have money I can save up until I have enough money to buy it.

Unemployed young people who see themselves as middle, on the other hand, feel middle class because they are being supported. Johanna is unemployed except for occasional piece work. She lives with her father who works: 'No I wouldn't say I am poor, because I have bread that I am able to eat... I am still being supported'. Papo, a 24 year old law student, also mentions support: 'I am probably middle class and this is because of the opportunities I have been given which some people never get.... I wanted to go to school and I am doing exactly that – my parents paid for me.'

Comparison penetrates all these themes. People described class with a keen eye on

their neighbours: for example, a woman who sells facecloths on the street envies a worker alighting from the bus from town 'with two bags of shopping in his hands' while a shop worker describes the tycoon as the person passing by with a trolley full of groceries and car keys in hand. Comparison is particularly central to an identity understood as 'neither rich nor poor'. Abu, for example, says 'I am middle class. There are things I have that others do not have. I know of others who only studied until standard 8 and they wish to continue but they could not. Unlike them I have [completed school]' (our emphasis). Andronica says 'at least I can go to bed fed, others cannot feed themselves'. Hilda says 'when I talk of the middle class person, I talk of a person who is above low class'.

People also compare with their past: Sabelo found work and moved from a shack into a low-cost house. His middle class identity 'started since working'. Andronica says, 'I have not always been in the middle. I was struggling because there were times when my husband was working and when he was not working. So that is why I am saying I am thankful for the little I can get'.

For young people, the advancement of friends may open doors to a middle class lifestyle which those who have not 'achieved' will nevertheless perform. Disebo, who has found fulltime work, lives in two worlds: 'Just because I work I am not going to stop hanging out with [my township friends]. Then at work I have white and coloured friends ... [who will say] let's go to Newscafe at Maponya's.' (Newscafe is a chain of coffee-shop/bars associated with middle-class youth. Maponya Mall is the upmarket mall built in the heart of Soweto.) Meanwhile Louis, who is unemployed, creates and performs middle class identity through his friends: 'I go to Newscafe – friends who can afford to foot the bill, friends who have made it in life, those who have achieved everything they want in life, buy for our bill'.

Finally, although we never encountered the exact term 'abantu abaphakathi' mentioned by Meyer (1977), it helped us unpack the role of language. We wanted to interview in people's home languages but translating the word class involved using whole sentences which define the concept in advance, or asking 'where do you stand?' thus implying status rather than class (Manda and Phadi, 2010). For consistency, we decided to simply use the English word class despite the problems of doing so. Nevertheless mother-tongue concepts influence people's interpretation and representation of class concepts. People frequently used the word phakathi when talking about middle class in isiZulu, or mahareng/magareng in Sesotho or Setswana. These mean, literally, in the middle, and can be used spatially to mean inside or between, as in English. However phakathi can also be used to denote social standing: a person is in the middle if she is neither a leader nor a drunkard. A family is magareng if they are respectable. We found that people interchanged the phrase middle class with the words phakathi/mahareng/magareng as they slipped from mother tongue into English. Sowetans' descriptions of middle class, then, may be laced with these older senses of middle even when using decidedly more modern concepts like 'affordability'.

6. Conclusion: how social position shapes middle class identities.

Zusman (1985) observes that context shapes the meanings of class. Charles, having seen his neighbours beg, takes pride in his self-sufficiency and therefore is not lower. Sabelo, having moved from a shack to a brick house, becomes middle as his physical and social context changes. Affordability runs through most of these themes, but there are worlds of difference in its content: Sabelo and Andronica's putting bread on the table, Jerry's careful budgeting to work towards the things he needs and Hilda getting anything cash are all about affordability but only blind statistics or extreme insensitivity could call them the same. The material available to fill the symbolic container 'middle-class' differs according to social position.

Reference-group effects miss entirely both the way that middle class often implies dignity in the township setting and also how the scope – the field of social vision if you like – influences estimations of social location. Andronica thinks she is middle because she is comparing with people closer to her than Hilda. Like many of our waged respondents, she compares herself downwards. Calling yourself middle is a way of giving thanks 'for the little you have'. ('Some people go to bed hungry', says Gugu, an irregular worker; 'If you have eaten, say thank you.')

Hilda, however, cannot possibly be unaware of deep poverty even if she is not intimately familiar with it: she was once a nurse in a public hospital; she lives in an area overlooking a hostel (these are amongst Soweto's poorest places and the only housing type in Soweto where less than half of respondents thought themselves middle); she employs a domestic worker. Contrary to Kelley and Evans (1995), her middle class identity is not developed by comparison to friends and colleagues who are very like her, but from an awareness of poverty that is demonstrated in her assertion that 'middle class is all those who are above lower class'; she does not see herself as 'ordinary' but as explicitly above those less favoured by god. On the other hand, she knows that Diepkloof extension is rather shabby by comparison with Europe's glittering capitals because she has travelled. She concludes that she is middle by comparing herself upwards, with Maponya. Andronica, who does not leave home much because she does not work, makes a community-wide comparison; Hilda's class, which allows her greater mobility, articulates a global comparison. Middle class identities, therefore, not only reflect the material reach that social location confers, but also the width of the social view that different social locations permit.

Finally, when we presented this paper, the question we always found hardest to answer came from colleagues who share our interest in social change: what does this matter for people's attempts to change their world? Obviously, activists should be cautious about throwing around words like 'working class' to mobilize people who see themselves as 'middle class not poor', but this is nothing new. However in revisiting Hilda and Andronica's encounter, a more positive point emerges. EP Thompson (1963) liked to say

that 'The working class was present at its own birth' – people may mobilize as collectives, even along class lines, without class labels for the identities they form. Many of the class mobilizations Thompson writes about occurred before the word class appears in English.

Now, Andronica may have developed her class identity with only the haziest notion of the life of someone as 'socially distant' (Bottero, 2005; 7) from her as Hilda, but when they encounter each other in the flesh, she has no doubt that they are different classes even though she lacks the word to class Hilda. Her middle class identity cannot blind her to her broader social location in relation to Hilda. So how people identify themselves in class terms may be of secondary importance to the possibility of class conflict and mobilisation. What is wrong with the old discredited model that 'class structure leads to class consciousness leads to class action' (see Crompton 2008: 24) is not that they connect these, but that the order of things may be wrong. Other phases of our class research aim to investigate exactly whether class identity emerges from, rather than preceding, class action.

Acknowledgements: The classifying Soweto project was conceived by Professor Peter Alexander, who is now NRF Chair for Social Change at the University of Johannesburg and funded by the Rosa Luxemburg Foundation. Claire and Rudzani Mudau conducted exploratory interviews and observations. Peter conceptualized the sampling. Peter, Claire and Rudzani designed the survey. Fifty fieldworkers, mostly students, did the interviews. Nhlanhla Msweli, Rejoice Shumba and Linda Hlongwane worked on coding, cleaning and checking. Mosa Phadi and Siniko Qinqwa helped with processing the data, further coding and data rapture. Riette Eiselen, Neelis Potgietre, Anneli Hardy and Mr Robbertse gave advice on statistics and statistical procedures. Kim Wale led the compilation of the questionnaire for the last round of interviews, and Mosa Phadi, Comfort Phokela, Kgopotso Khumalo and Sibongile Mazibuko conducted them. Translations and transcripts were done by the fieldworkers and a professional translator. Comfort collated the transcripts and translations. Various Sowetans, in particular members of the Soweto Electricity Crisis Committee, provided valuable feedback on early presentation of the results.

References

- Allen L., 2006. From rights to responsibilities: Identity, politics and ethnographic methodology, *Dialogues with South African musicians*. *Social Dynamics*, 32 (1), 1-31.
- Bonner and Segal, L., 1988. *Soweto: A history*. Cape Town: Maskew Miller Longman
- Bottero, W., 2004. Class Identities and the Identity of Class, *Sociology* 38(5) December 1. 985 -1003.
- Bottero, W., 2005. *Stratification: social division and inequality*. London: Routledge.
- Bourdieu, 1986. *Distinction: A social critique of the judgement of taste*. New York and London: Routledge Taylor and Francis.
- Bozzoli, B and History Workshop, 1987. *Class, community, and conflict: South African perspectives*. Ravan Press: Johannesburg.
- Brenner, J., 1998. Work Relations and the Formation of Class Consciousness. *Critical Sociology* 15(1) April 1, 83-89.
- Callinicos, A., 2006a. *The resources of critique*. Cambridge: Polity.
- Callinicos, A., 2006b *Who is the revolutionary subject today?* Paper presented to seminar *What is the working class?* International Institute of Social History, Amsterdam
- Castells, M., 1997. *The information age: economy, society and culture, volume 2: The power of identity*. Oxford: Blackwell.
- Crankshaw, O., 1993. On the doorstep of management: upward mobility of African workers in the metal industry and its implications for trade union organisation. *South African Sociological Review* 6(1) 1-18.
- Crankshaw, O. & Welch, M. & Butcher, S. 2001. *GIS Technology and Survey Sampling Methods: The Khayelitsha/Mitchell's Plain 2000 Survey*. *Social Dynamics*, 27(2), 156-174.
- Crompton, R. 2008. *Class and Stratification*. Polity: Cambridge
- Deshpande, S. 2003. *Contemporary India: A Sociological View*. Penguin Books India: New Delhi.
- Devine, F. 2005. *Middle-Class Identities in the United States*. in Devine, F., Savage, M., Scott, J. and Crompton, R. (ed.) *Rethinking Class: Culture, Identities & Lifestyle*. Hampshire: Palgrave MacMillan.
- Ellemers, N., Spears, R. and Doosje, B., 1999. (eds) *Social identity: context, commitment, content* Malden: Blackwell.
- Erasmus, Z., 2005. *Race and identity in the nation* in Daniel, J., Southall, R and Lutchman, J. (eds), *State of the nation: South Africa 2004-2005*, Johannesburg: HSRC press.
- Jenkins, R., 1996. *Social Identity*. London: Routledge.
- Kelley, J. and Evans, M., 1995. *Class and Class Conflict in Six Western Nations*. *American Sociological Review* 60(2) April: 157-178.
- Limb, 2003. *No people can be expected to be loyal under such difficulties: ambiguities and identities of early African National Congress leaders in South Africa*. *Social Dynamics* 29(1).
- Massey, D., 1994. *Space, place and gender*. Cambridge: Polity Press.
- Mayer, 1977. *Soweto people and their social universes*. Pretoria: Human Sciences Research Council.
- Manda, O. and Phadi, M., 2009. *Class and Language in Soweto*, *Comprehending Class Conference*, Centre for Sociological Research, University of Johannesburg.
- Mendez L., 2008. 'Middle class identities in a neoliberal age: Tension between contested authenticities'. *Sociological Review*, 56(2), 220-237.
- Muller, S., 2006. *The black middle class: the challenges of joining two economies*. In Gqubule, D. *Making mistakes and righting wrongs*. Johannesburg: Jonathan Ball publishers.
- Olin-Wright, E., 1989. *Exploitation, identity and class structure: a reply to my critics*. In Olin-Wright, E. et al. *The debate on classes*. London New York: Verso.
- Parekh, B., 2009. *Logic of identity*. *Politics, Philosophy & Economics* 8(3), 267 -284.
- Roefs, M., 2000. *Identity and race relations*. In Pillay, U., Roberts, B. and Rule, S. (eds) *South African Social Attitudes : Changing Times, Diverse Voices*. Cape Town: HSRC press.
- Savage, M., Bagnall, G. and Longhurst, B., 2001. *Ordinary, Ambivalent and Defensive: Class Identities in the Northwest of England*, *Sociology* 35 (4), 875-892.
- Savage, M. 2002. *Social Exclusion and Class Analysis*. In Braham, J. and Janes, L. *Social Differences and Divisions*. Malden: Blackwell.
- Seekings, J. and Natrass, N., 2005. *Class, race, and inequality in South Africa*. New Haven: Yale University Press.
- Schlemmer, L. 2005. 'Lost In Transformation? South Africa's Emerging African Middle Class'. *CDE Focus* 8.
- Schoen, J. 2006. *Who or what is the middle class?* Accessed from www.msnbc.com on 30 October 2008.
- Southall, R., 2004. *Political change and the black middle class in democratic South Africa*. *Canadian Journal of African Studies* 38(3): 521-542.
- Thompson, E.P., 1963, *The making of the English working class*, New York: Pantheon.
- Urciuoli, B., 1995. *Language and Borders*. *Annual Review of Anthropology* 24, 525-546.
- Vale, 2003. *Sovereignty, identity and the prospects for South Africa's people*. In Chidester, D., Dexter, P and James, W. (eds) *What holds us together: social cohesion in South Africa*. Cape Town: HSRC press.

- Zegeye, A., Liebenberg, I. and Houston, G., 2000. Resisting Ethnicity from above: social identities and democracy in South Africa, in Muthien, Y., Khosa, M. and Magubane, B. (eds) Democracy and governance review: Mandela's legacy 1994-1999, Pretoria: HSRC press.
- Zussman, R. 1985. Mechanics of the Middle Class. Berkeley, California. University of California.

Endnotes

1. We acknowledge that there *is* a large element of social identity which *is* 'unconscious' and not subjective, such as that which is ascribed by *others'* differentiations.
2. See Crompton (2008, P24ff, 41) and Callinicos (2006a, 182ff) on the problem with analytically collapsing structure and action
3. We define class structure broadly as *the organisation of society for exploitation*, which is by no means a purely economic process.
4. **Sampling:** We selected individuals, not households, as we were asking opinion questions. We randomly selected 2553 respondents in a three-stage sampling process.

First we obtained Statistics SA's small area layers (SALs) which delimitate Soweto into areas of roughly similar population. We compared a 2005 aerial photograph of Soweto with the aerial photograph used during the last census, to adjust the SAL list for new housing to the northwest and southeast of Soweto, and removal of some informal settlements. Given Soweto's heterogeneity, we stratified the SALs into informal settlements, well-off areas, mixed areas and hostels, based on census data about housing types, access to basic services, and ownership of goods such as computers, refrigerators and cell phones. We selected 188 SALs in a manner automatically proportionate to population size, borrowing the method described by Crankshaw, Welch and Butcher (2001). We listed all the SALs and their population sizes within the strata described. Then we created a cumulative total of population size for this whole list. We selected a random start and counted off the sampling interval from there, choosing those SALs within which the sampling interval fell. We calculated the sampling interval by dividing the total desired number of interviews by 15, the number of desired interviews per SAL, a compromise between affordability and speed, then divided the total population by the desired number of SALs to get the sampling interval.

Next, we used aerial photographs with superimposed outlines of municipal stands to randomly select 15 stands from each SAL. A stand is the municipality's term for what might otherwise be called a single property. We counted and numbered the stands, and used these numbers to select a random start. SALs are delineated

for homogeneity, so we counted off every 5th stand from the random start until 15 visiting points. In the more ordered informal settlements where no stands are marked, we counted roofs. In three cases, extremely dense and jumbled informal settlements were sampled on the ground. Hostels were sampled by the room. Substitution was only allowed if there was no residence on the selected stand, such as a shop where no-one lives. Substitution was *not* used when we could not trace a respondent. Fieldworkers were expected to make multiple visits at different times to find the selected respondent.

Fieldworkers compiled a list of people living on the stand when they came to the stand. The individual respondent was then selected from this list using a Kish grid. The Kish grid randomised gender and age and also randomised the household on stands with more than one.

Weighting: Some stands in Soweto have backyard shacks or rooms. Sometimes these backyard dwellings house separate households, sometimes they extend the main household. This is not mapped by the national census, so it's only possible to know the set-up when the fieldworker arrives at the door.

This gives each resident unequal chances of being selected (one chance in ten if you live among 9 other people, 1 in two for a nuclear family). A very simple weight extrapolates to the whole of Soweto by multiplying each respondent's answer by the number of people living on their stand. We must of course understand that, especially with questions of opinion, this is an approximation which assumes improbably that everyone on the same stand thinks the same, or more feasibly that the sampling captures the spread of opinions across stands of similar size. We ended up with 40 more interviews than intended because some fieldworkers overshot the 15-per-SAL mark. This is why there is a discrepancy between the totals below and the total selected. We kept the extras in the analysis but have proportionately reduced the weight of each questionnaire in the overshot SALs so that their total remains 15.

Our response rate is summarised here:

Response rate		Percent
Interview completed	2328	89.8
Could not trace respondent	143	5.5
Rejection	116	4.5
Partially complete	6	0.2
Total	2593	100.0

Undersampling men: Our sample undercounted men. Men were 41 percent of the respondents, women 59 percent. A follow-up survey which asked one person

- on a stand to list all the people on the stand plus their gender confirmed that this was indeed an undercount. We have not weighted for this but compensate for it by also considering men and women separately in most analysis.
5. We combined these two labels for this part of the analysis because 70 percent of respondents who accepted the 'poor' label also accepted the 'lower' label. The effect strength, which is a measure of how closely the two variables correlate, was 0.5 where 0.1 is a weak effect and 0.5 considered strong.
 6. Such as cellphones, landlines, cars, dvd players, computers, hot running water, flush toilet, domestic servants, alarm services and so on. See www.saarf.co.za for a full list of indicators.
 7. We use mildly to mean an effect strength greater than 0.1 but less than 0.2, where 0.1 is just worth mentioning while 0.5 is considered strong. It measures the strength of the association. Note that 'more likely' does not necessarily mean 'the majority of'. For example, 31 percent of people who called themselves middle had hot running water, while only 23 percent of those who did not had hot running water.
 8. In the 1970s, the term referred to a youth subculture of snappy dressers. Now it has been borrowed back into classed vocabulary to refer to the best-off Sowetans.

An exploration of the philosophy and environment of a South African randomized, double-blind, placebo-controlled trial of *Lessertia frutescens*

Olajide Oloyede

Research in Anthropology and Sociology of Health (RASH)

Department of Anthropology and Sociology

University of the Western Cape

Private Bag X17, Bellville, South Africa

E-mail address: jide.oloyede@gmail.com

Abstract

The current paper describes the context setting that was undertaken when designing and conducting the first pilot study of the safety of Sutherlandia (Lessertia frutescens), a plant indigenous to South Africa which is generally used, in the country, as a traditional medicine in the treatment of a number of illnesses, including symptoms associated with HIV/AIDS. It asks: Do the researchers who conducted the clinical trial consider the rationale broadly, profoundly and objectively enough? It examines how and why the context setting was undertaken and highlights important aspects of the culture and organization of the clinical trial which might have influenced the participants' experiences in trial recruitment and participation. The general aim is to build a picture of the environment in which clinical trials were offered and administered. This is because properly conducted clinical trials are key to the knowledge needed by health care bodies to deliver effective, safe and economically sound treatment. The focus is on the organization of the work of the Institute that conducted the clinical trial, the place of trials work within the institute and the beliefs, attitudes and practices of the staff.

Key Words: *Sutherlandia, clinical trials, South Africa, SAHSMI, placebo-controlled*

Introduction

This paper is the second piece derived from an on-going study of the philosophy, ethics and environment of the clinical trials of herbal medicines which forms part of the wider effort to deal with HIV/AIDS in South Africa. Earlier paper dealt with the epistemological issues that such clinical trials, which are generally concerned with the efficacy and safety of widely used herbs with long history of use by indigenous peoples, throw up (see Oloyede, 2010). The current paper explores the philosophy and environment of the double-blind, placebo-controlled trial of sutherlandia (*Lessertia frutescens*), a shrub that belongs to the fabrica family. The shrub is indigenous to South Africa and is used to treat such illnesses as cancer, tuberculosis, diabetes, and associated symptoms of HIV/AIDS (Oloyede, 2010). The focus is the context setting that was undertaken when designing and conducting the trials. The aim is to build a picture of the environment in which the clinical trial took place – the organization of the work of the Institute that undertook the trial, attitudes, beliefs and practices of the Institute's staff, the process of recruitment of trial participants.

The method used to guide the research from which this paper is based is the interview. The choice of this, from the outset, was informed by the thinking that it would allow one to theoretically interpret the information collected. This methodological framework was considered, also, to allow an emphasis on the importance of exploring the issue at hand within a wider context. Because the first trial was conducted before the current study, observation was not possible; observation would similarly have allowed emphasis to be placed on the experience and behavior of the staff, also, within a wider context. Previous research studies of clinical areas in, for example, palliative care where the aim of the research is to understand the environment in which care is provided (Glasser and Strauss, 1965; McIntosh, 1977) provide what would seem to be the evidence of such a research technique. In the present study, data was collected by informal and formal conversation with staff as well as reading documents relating to the trial such as trials' protocols and informed consent documents. It is essential to point out that the research role adopted and which is still being adopted in the on-going study of which the current paper is derived is that of a peripheral staff member – senior research associate at the Institute. I have been able to interact with those involved in the unit as researchers, clinical investigators and lecturers without actually becoming a full member. The advantage is that I have been able to ask questions freely. The data collected from the informal conversations with staff were supplemented by the formal semi-structured interview with the Director of the Institute. Data from the former were recorded in the form of notes while those from the latter were recorded both in the form of notes and tape-recording. The semi-structured tape-recorded interview consisted of 5 broad areas for discussion: the Institute's philosophy of clinical research, staffs' professional

background, training and herbal medicine experience, opinions about herbal medicine, knowledge about phases I and II drug trials and how they are managed generally and in the Institute and relationship with members of the multidisciplinary team involved in clinical trials and funders. The paper is in two sections: the first section which describes the wider context of clinical trials in South Africa and the description of the Institute and the second section which describes the conducted trial and the process of the trial.

Conceptually, this paper makes two important points: First, what is described provides support for the idea of the mainstreaming of herbal medicine, whereby such medicine is increasingly being seen as a partner with biomedicine in health care. The implication of which is perhaps what one can conceive as a new 'social order' in health care whereby medicine becomes more humanized and traditional herbal medicine becomes more rationalized (Ruggie, 2004). Secondly, the description is less about the herb, sutherlandia, than about those who are shaping the process of mainstreaming herbal medicine, which in my view, can be thought of not only as a process of understanding traditional herbal medicine in terms, that perhaps, will be familiar to biomedicine (Ruggie, 2004) but also the bringing to the fore of these medicines and the politics of the enterprise. For if, as Ruggie (2004) rightly points out, clinical trials find that certain herbal medicines are safe and effective, and if the trials explain how these herbs work in terms that biomedical health practitioners can understand, and in addition to these, how traditional herbal health practice differ in theory and practice from conventional medicine in ways that biomedical health practitioners can not only understand but also appreciate, then, we can expect a degree of mutual respect for the differences. Some traditional healers on a UWC CDC-PEPFAR Project in which I am involved anticipate these happy scenarios and welcome mainstreaming for the legitimacy it promises. However, some question the motive for mainstreaming and are concerned about its outcome (Oloyede, 2010, Ruggie, 2004); others focus on the process of mainstreaming demonstrating contesting ideas about nature, disputes about philosophies of knowledge and the appropriate models to test an African traditional medicine (Gibson, in this volume). At a general level, the points made in the current paper and the "messy process" Gibson highlights in this volume both speak to one point: the clinical trial of herbal plant to establish its safety and efficacy is not a straightforward enterprise, whichever way one looks at it.

Clinical Trials in South Africa

One can confidently make the claim that clinical trials of drugs in South Africa have become well established. Though, one must add, it is only of recent that such trials took a firm footing. In fact, within the past ten years of the emergence of the continent as a prominent region for clinical trials, South Africa has become a leading clinical trials-site. Countries in Latin America, Central and Eastern Europe as well as Asia still remain dominant sites for clinical sites as many observers have noted; nevertheless, some

countries in Africa are seen as attractive for such trials by pharmaceutical firms as the cost of developing biopharmaceutical products mounts and subject recruitment for such trials becomes more difficult in the United States and Western Europe, the two leading sources of funding for biopharmaceutical products. The remarkable growth in clinical trials in South Africa has been attributed to two general factors: the strong economy and the regulatory standards for conducting clinical trials (Virk, 2009). Added to this are what effectively attract pharmaceutical firms to Africa for clinical trials: a large diverse population, an essential for clinical trials and the fact that a significant number of those enrolled in clinical trials have not received any previous treatment for their disease, either because, as Virk (2009) notes, it is not available to them or they cannot afford it. There are also what can be referred to as the costs issues: the low cost of recruiting subjects as mentioned earlier and the lower risk of litigation and where litigation arises, the low cost of settlement.

Whilst all the above factors account for the phenomenal growth of clinical trials in South Africa, a highly significant variable that must not escape the mind is disease; the reference here is to those diseases prominent in South Africa such as HIV/AIDS, tuberculosis and diabetes. It is these disease areas that clinical trials occur most (Virk, 2009). HIV/AIDS, as most observers would agree, is an industry in South Africa. This owes to the very high prevalence of the disease in the country. The 2008 UNAIDS Report on the disease put the statistics of those living with HIV/AIDS at 5.7 million as at the end of 2007. Within this industry are epidemiological and clinical studies aimed at developing vaccine against HIV and drugs for the treatment of AIDS and also trials of herbal medicines used by traditional health practitioners to deal with symptoms of HIV/AIDS. Such trials test for efficacy and safety. The attempts to develop HIV vaccine began in 2000 with the establishment of the South African AIDS Vaccine Initiative to co-ordinate the development of HIV vaccines for South Africa. The first such large-scale study to evaluate a candidate for it (HIV vaccine) was started recently by American and South African collaborators (Hutchinson, 2007). The trial involved up to 3000 participants at five sites throughout South Africa and previous Phase I and II trials reveal the vaccine to be safe and effective against HIV in more than half the subjects tested. Very closely associated with HIV is tuberculosis (TB) with up to 60% of adult TB patients diagnosed as HIV-positive according to the 2006 USAID Infectious Disease Report on South Africa. The association of Tuberculosis with HIV/AIDS is more than biological: both are markers of, among other things, social inequality, lack of power and poor or insufficient nutrition in the African context (Gibson, 2010). There are clinical trials aimed at developing vaccine for TB. One of such, which is very advanced, is the proof-of-concept trial at the University of Cape Town which was tested as a Phase IIb.

A very significant part of the wider environment of clinical trials is the regulatory and ethical framework which is similar in principle to the International Conference on Harmonization for Good Clinical Practice guidelines (ICH GCP). This framework, the

South African Good Clinical Practice (GCP) guideline, earlier published in 2000, was strengthened and made tougher in 2006. The approval processes for clinical trials are lengthy and average 12 to 14 weeks but are consistently adhered to by the Medicines Control Council which is responsible for scientific, medical and ethical issues relating to clinical trials applications in the country. This is largely complemented by the non-profit body South African Clinical Research Association (SACRA) and the local Industry/Regulatory Task Group (IRTG) as well as ethical committees of university medical schools. Since there is obviously no clinical trials that does not require subject recruitment, guidelines for this emphasize the need for community engagement, which, within the health field, is often held to be the 'process of working collaboratively with relevant partners who share common health interests and goals (Tindana et al., 2007). Guidance Point 2 in the 2007 UNAIDS document on ethical considerations in biomedical HIV prevention trials emphasizes the importance of community involvement and meaningful participation to help "ensure the ethical and scientific quality and outcome of proposed research, its relevance to the affected community, and its acceptance by the affected community" (UNAIDS 2007, 10). The clinical trial of sutherlandia for safety and efficacy is part of the wider attempt to deal with the HIV/AIDS pandemic and the regulatory and ethical guidelines referred to above inform the process of the trials. However, one must not assume that all clinical trials necessarily follow the guidelines and regulations irrespective of how tough these are and it becomes essential that individual clinical trial should be examined. Our concern in this paper can be considered as one of such an examination.

Clinical trial of sutherlandia

We start our discussion in this section with what is widely considered the gold standard in clinical investigation – the randomized clinical trials, (RCT). What is presented are the essentials which serve our purpose: to build a picture of the environment of the clinical trial of sutherlandia; a task premised on the understanding that properly conducted clinical trials of herbs are key to the knowledge needed by health care bodies to deliver effective, safe and economically sound treatment.

It would seem to be a general knowledge that scientists hold, generally, that evidence results from the application of scientific methods of research that include the deductive construction of hypotheses and experimental testing. In the medical community, this method takes a different form when applied to biomedical research. The method is the randomized clinical trial (RCT). It is, probably also, a general knowledge that when scientists develop an experimental design, they must first specify their research question and the population and treatment to be studied after which the appropriate methodological techniques are developed to assure that 'the purported causal relationship

between the intervention (independent variable) and the outcome (dependent variable) is as free as possible from extraneous factors, which, in some ways, must be “controlled for” to eliminate their intrusion (Ruggie, 2004). What inform this methodological task are not only the research questions but what tends to occasionally slip out of the mind: the preferences and predilections of the scientist. In RCT, as the medical literature shows, the core feature is random assignment ‘of a study population into at least two groups: the experimental group, which receives the treatment being tested and the control group, which receives either another treatment or placebo. The idea is that the random assignment to the two groups advances the internal validity of the experiment by, presumably, equally distributing the effect of the extraneous factors that might account for the treatment outcome. Related to ‘the technique of randomization into two groups is the expectation that relevant participants are unaware or “blind” to the assignment, both before and after the treatment begins. The idea of blindness was originally intended to refer to patients. The clinicians administering a treatment should also be blind, so also is the investigator evaluating the effects of the treatment. In our case, the trial was double blind, which means that at least two of the participants were blind. The two blind participants were the patient and the investigator.

The population size of our case is small; though, RCT does not ‘require any particular population size, most trials, as the literature shows, tend to recruit a sufficiently large group to allow for greater generalizability or external validity of the results’. As has been variously pointed out in the medical literature, enrolling ‘insufficient numbers of patients may result in a finding of no difference between treatments when in fact there is one, or a finding of equal value when in fact one treatment is superior. ‘Small clinical trials are not necessarily useless especially when they show methodological rigour (Sackett and Cook, 1993:25). ‘Their value tends to focus on the early stages of clinical trials, when information is being built about the safety and potential effectiveness of a new treatment.’

RCT as is known is inherently a comparative investigation, usually of the effectiveness of new treatment. The main question that this begs, as some critics would point out, is, what should it be compared with? In most cases, the comparison is with a placebo administered to the control group. It has become a given that once a clinical trial is underway, whenever possible, ‘all the relevant participants remain unaware of who is receiving the experimental treatment and who is receiving the comparison.’ A failure in blinding can, of course, lead to the study being compromised. What underpins this reasoning is that in so far ‘as a trial is randomized and the administration of the treatment and placebo is blind, all the factors and variables in the “placebo effect” are themselves randomly distributed or averaged and thereby of limited significance, if not insignificant, in the results. McQuay et. al. (1995) suggest that the problem with this is that the “placebo effect” ranges from 0% to 100% on both the positive and negative (nocebo) sides. Reilly (2000) pointed out that patients may react differently to the same

placebo administered at different stages in a clinical trial. The point about this is that the placebo effect ‘is not a mere “dummy” variable as is well known, but has a life of its own. This said, the ‘prevailing assumptions about placebo have become routinized and based on these, studies ‘have found that on average about one-third of the people taking a placebo in a clinical trial report a benefit. Does this apply in our case? ‘RCTs now require that treatments under study must perform significantly better than a placebo before they are declared effective. Is this so in our case? What follows in the remaining part of this first section, describes the randomized clinical, double-blind, placebo controlled trial of sutherlandia guided by these two central questions. The description, in summarized form, draws heavily from the published results of the study (see Johnson, et. al. 2007).

What is the safety of sutherlandia? This was the key question of the clinical trial conducted by the South African Herbal Science and Medical Institute (SAHSMI) of the University of the Western Cape in South Africa in 2004. The trial was a pilot study by a team of 5 led by the Director of the Institute and the very first of its type as there was very little evidence relating to safety and none to the efficacy of the herb (Editorial, PLoS Clinical Trials, 2007:002). It was funded by the National Centre for Complimentary and Alternative Medicine (NCCAM) and the Fogarty International Centre (FIC) at the National Institute of Health of the United States. Whilst both have no role in the study design, collection, analysis and interpretation of the data, the mere involvement of NCCAM at the NIH suggest mainstreaming of medicines other than biomedicine. One could therefore make this specific point, which is one of the key suggestions of the present paper, about the Institute’s clinical trial of *sutherlandia*. However, this is with caution; the fact that the focus of the Institute is herbal medicine and science signifies that what it embodies stands apart from biomedicine. NCCAM funds research projects that are “sorting out the wheat from the chaff” in, what is referred to as Complementary Alternative Medicine (CAM), establishing which therapies are safe and effective for specific disorders, which are harmful and useless, and why and how certain therapies work. The framework is science. Much of the research is usually conducted through the methodological gold standard of randomized and controlled clinical trials. What informed the study? How was it conceived? To answer these, a close look at the philosophy of the Institute, the profile of which can be found in Oloyede (2010) and Gibson (2011) is necessary.

Fundamentally, the Institute is concerned with what it describes as “scientifically and clinically unlocking the value of traditional medicines in the service of humanity” (SAHSMI document, 2010). In other words, the focus of the Institute’s teaching and research are on promoting healthy lifestyles and focused on scientifically and clinically understanding the quality, safety and efficacy of traditional medicines used for HIV and AIDS, TB, Malaria, Cancer, Diabetes, Depression and Fertility. This, at face value, would seem commonplace. Yet, it is far more than meets the eyes. The figure below, provided by the Director, Quinton Johnson, provides the core of the Institute’s philosophy

and approach to clinical trials, described as reverse pharmacology by scientists at the Institute. Western medicine centres itself in the middle of health care providing cure to all illnesses; whereas, for the Institute, the patient is at the core seeking, as diagram 2 shows, healing from different medicines: traditional African medicine, traditional Chinese medicine, Aryuvidal medicine and western medicine, each with its own power.

The *sutherlandia* pilot study took place at the Tiervlei Trial Centre of the Karl Bremer Hospital, a few kilometers from the Institute in Bellville, Cape Town. Forty-one participants were recruited and screened for two months after having met the following criteria: body weights within 25% of an appropriate body mass index and no significant diseases or clinically significant abnormal laboratory value during screening; no history of allergic conditions – asthma, urticaria, eczema, autoimmune disorders –; systemic lupus erythematosus; dyspepsia, gastric ulcer or duodenal ulcer; psychiatric disorders; an absence of significant abnormalities in their 12-lead ECG. The recruited participants were not on regular medical treatment and did not take any medication fourteen days prior to the study; no history of smoking or less than ten pack-years; no recent history of alcoholism or consumption of alcohol within forty-eight hours of receiving study medication and did not use any recreational drugs or have a history of drug addiction. Female participants were tested and found not to be pregnant and all women were requested to use appropriate means of contraception. Those participants who did not meet these criteria were excluded from the study. 25 participants who met the criteria were enrolled for the study and randomized to two groups; 12 were randomized to a treatment arm consumed capsules containing 400mg of *sutherlandia* leaf powder (400 mg of plant material per capsule; 600ug of canavanine per capsule) twice daily (800 mg/day) and 13 were randomized to the control arm consumed a placebo capsule of lettuce leaf powder twice per day. The treatment and placebo materials were placed in rapidly releasing capsules and these were ‘assessed pharmaceutically for content uniformity, stability, and release characteristics as well as microbial, heavy metal, and pesticide contamination before the products were packaged and used in the 3 months clinical trial.



Figure: The philosophy of the South African Herbal Medicine and Science Institute (SAHSMI) of the University of the Western Cape, Cape Town. Source: Quinton Johnson.

The question arises: how was randomization achieved? This question is pertinent to our discussion not so much because it is part of our attempt to build a picture of the process of the clinical trial but to highlight the multidisciplinary nature of the Institute's organization of work. Randomization, as is known, is an unpredictable mathematical sequencing of the 'order in which the individual participating in a study were assigned to two or more groups. By definition, the assignment sequence is unknown to all involved, or at least should be.' As Schulz, 1997 suggests, true randomization is "rare". Someone would surely discover who is being placed in which group; sometimes 'after an initial randomization procedure, the groups are manipulated so as to maximize internal validity (elimination of confounding factors), but at a cost to external validity (generalizability). From the beginning then, the problem of selection bias can compromise randomized clinical trials to some unknown degree. This, of course, was not lost on the team. The step taken in selection clearly reflects the attention to the issue as well as to the skill level of the team. 'To achieve randomization, a list of random numbers allocating to the two treatments (A, active treatment; B, placebo) a maximum of 13 participants per group was generated using a Graph Pad software calculator option. The randomized number generation and labeling of the treatment were performed by one person at the School of Pharmacy of the University and the labeling materials shipped to the clinical site.

As would seem evident from preceding discussion, the criteria for selecting the participants appear rigorous. One could say this of the blinding: the placebo and treatment capsules containing 'plant materials were packed in identical nontransparent containers. Neither the participants nor the clinicians knew which treatment they received or dispensed. The data collected were received from the case report form by another researcher at the Institute who loaded it into a data base. This, obviously, is consistent with a vigorous process of randomization and double-blinding in clinical trials. But how were the participants recruited for the study? What informed the methodology of subject recruitment?

The recruitment process (PDR) was embedded in an extended community engagement process. This reflects the philosophy of the Institute, which, apart from adhering to the UNAIDS call for effective community engagement during the "life cycle" of a biomedical HIV prevention trial and beyond (UNAIDS 2007, 8) sees subject recruitment as part of the broad framework of community engagement of the university. The university, it must be said, has a long history of engaging with the community. This history endears it to the disadvantaged communities of the Western Cape province of the country. As such, for the Institute, subject recruitment presents one of the opportunities for involving community members 'in their research work. It is thus the case that traditional health practitioners were involved in subject recruitment. The involvement of traditional healers in subject recruitment, to some extent, is a variant of what is referred to as "peer-driven recruitment" (PDR) methodology that has gained increasing practice in health sciences in the past 10 years (Abdul-Quader et al, 2006, Bianchy et al. 2003). PDR

and its variants have been utilized in combination with other community engagement activities in the research life cycle (Mosavel et al. 2005) as well as in apparent isolation (Broadhead et al. 2006). PDR works through the tapping of a community member's social network. Typically, PDR involves identification of a first wave of research subjects who are asked to identify and approach other community members with the option of participating in research. Assuming they are willing, these other community members can then in turn be mobilized as peer recruiters. This process of chain recruitment as aptly described by (Mosavel et al (2005) continues until the target sample for the research has been achieved.

While approaches differ, the tasks that peer recruiters are normally asked to carry out include seeking potential research subjects, providing them with verbal and or written information about the research (including an informed consent document, if applicable) answering questions about the research and, in some cases, obtaining consent.' Given these various roles, PDR can be seen as serving both ethical and strictly utilitarian goals as Mosavel et al. (2005) point out. On the utilitarian side, he suggests, PDR is a strategy where the "insider" status and knowledge of peer recruiter can be usefully tapped in an effort to overcome the difficulties that investigators might otherwise face in recruiting and conducting research with individuals or groups who have potentially tangible reasons to mistrust and even avoid outsiders such as illegal workers, injecting drug users and homeless individuals.

The decision was taken early on in the conception of the clinical trial to employ community members to assist with subject recruitment. This was a logical extension of a community consultation process that the Institute viewed as critical given its philosophy that such a process helps to foster mutual trust and support and partnership in the quest for HIV prevention. The Institute views PDR as reflective of a community engagement philosophy in so far as it seeks to mobilize community members to play an active part in the research community process. This decision, which is part of the wider process of the clinical trials that entails not only how the trial was conducted, but also the prelude to the trial, is indicative of the careful thought and meticulous attention to every step of the research process. Part of the philosophy of the Institute is to study those herbal remedies that are widely used by the vast number of the population in South Africa and for which there is a long history of use to suggest, at the very least, a modicum of safety and efficacy to those who prescribe and use them, to justify researching them. As the Director pointed out in the tape-recorded interview, the Institute sees its work as one for the broader audience, one that includes but is not limited to the scientific community; speaks not only to the need for rigorous research guided ethically but also to the politics of knowledge.

The staffs at the Institute are cognizant of the imperatives of scientific objectivity. However, they are also concerned that their research works remain true to the therapy they are studying. The Institute can thus be said to be walking a tightrope. To say this is

not to dramatise the situation in which the staff at the Institute probably find themselves within the larger scientific community in South Africa and indeed beyond. It is probably the case that those outside herbal medicine and science might question whether clinical investigators of herbal plants and medicines, by virtue of their deep understanding of its philosophy, would not easily be susceptible to the risk of bias in their research design, leading, 'ultimately to a somehow exaggerated result. At issue here is the scientific requirement of "clinical equipoise", which is a condition of genuine uncertainty on the part of the clinical investigators about the benefits of the trial being conducted. The principle of clinical equipoise or clinical equilibrium as some call it, and its requirements, are well recognized by many clinical investigators and regulators. This issue will not be taken up here other than to state in relation to the pre-clinical trial preparation the Investigators' application materials, including the protocol, were provided to the University of Missouri Health Sciences IRB which reviewed and approved it as well as to the Stellenbosch IRB and South African Medicines Control Council reviewing agencies. The point about this is the Institute's commitment to establish the evidence base for the safety and efficacy of sutherlandia. This consideration would seem to have been considered as critical by the Investigators in the clinical trial since passing peer review of the proposed research design is somehow central against skeptics of herbal medicine on the ground that those involved in its clinical trials are steeped in its philosophy thus overly sympathetic to it. Hence, the belief, that the only way to address such a charge was to submit clinical trials of herbal medicine to scientific methods of investigation 'culminating in well-designed RCTs. Only through gold standard testing, it appears, can the kind of evidence of efficacy be derived to satisfy critics.

Whilst the research design of an RCT focuses 'on randomization, blinding, and placebo controls, an important issue in relation to providing the legitimacy to the efficacy of herbal plants is how the outcome is measured. In our case, 'a count was made of the number of participants who reported a particular type of adverse event at least once. The types of events include cardiovascular (e.g. palpitations, nosebleeds), central nervous system (CNS; e.g. headaches, nervousness, insomnia, dizziness), gastrointestinal tract (GIT), infection, allergy, appetite, malaise or general adverse events. A list of the vital physical, haematological, biochemical, and endocrine data were provided by the investigators and these showed no significant differences between the treatment and placebo groups ($p > 0.05$). A large proportion of the vital and physical, biochemical and endocrine endpoints that were measured were within the normal physiological range and not significantly different for the sutherlandia and placebo groups. These were, among others, the diastolic and systolic blood pressure (BP), electrocardiogram (ECG), heart rate, blood temperature (oral), and weight and height, white cell and red cell counts, haemoglobin, haematocrit, mean corpuscular volume (MCV), and red cell diameter and width (RCDW), neutrophil, monocyte, lymphocyte, eosinophil and basophil counts; CD3, CD4, CD8 counts and CD4:CD8 ratio, sodium

potassium and chloride, urea, creatinine and bilirubin, alkaline phosphatase, T-glutamyl, transferase, alaminetransaminase, LDL-cholesterol, HDL-cholesterol and triglycerides. The investigators reported no detection of canavanine in any of the samples. It is clear from the list provided here of the outcome measures of the sutherlandia trial that the scientists involved in the trial relied on the objective measures of biological markers for their proof; however, this does not seem to rule out their concern about the implications of 'equating bodily sensations that have a large subjective component with biological correlates. I make this point on the basis of the statement by the Director of the Institute in one of our informal discussions that 'correlates do not fully capture what is happening in the body. Biological correlates, he points out, hardly can explain fully the process of healing, a point that exemplifies the earlier remark about the Institute walking on a tightrope.

Concluding Remarks

This paper, as earlier mentioned, is the second outgrowth of an on-going project which can best be described as a sociology of the clinical trials of herbal plants. The specific focus here is the context setting that was undertaken in the randomized, double-blind, placebo-controlled clinical trial of sutherlandia (*Lessertia frutescens*), a shrub indigenous to South Africa, which is widely used in the treatment of symptoms of HIV/AIDS. What was described illustrates, in general, the scientific attempt at mainstreaming of traditional herbal medicines. What can be said of this wider attempt at mainstreaming is that traditional herbal medicines do have some benefits and there seems to be the recognition that differences between them and biomedicine notwithstanding, they can co-exist with the latter within the health care system. In a way both seem to co-exist currently; though, as is clearly noticeable and well noted by social science researchers in the field of health, with some measure of inequality reflecting the prevailing system of hierarchies of knowledge where Western knowledge sits at the apex and other knowledges under it.

It can be said with hardly any iota of discomfort that clinical investigators may put in as much effort as possible they will probably not be able to fully explain, through scientific concepts and scientific methods of investigation, the reasons for all the benefits of traditional herbal medicine. Traditional herbal medicine would have to be appreciated for what they are on their own terms. Science, as Ruggie (2004) rightly points out, cannot change traditional herbal medicine – its practice or its mechanisms of action and theories but only possibly change how these are understood. It is in terms of this that the randomized, double blind placebo-controlled clinical trial of sutherlandia described in this paper should be understood, especially, given the philosophy of the Institute that conducted the trial. The use of science, by the scientists at the Institute, as a tool to

foreground herbal medicine, to a great degree, contributes to the understanding of herbal medicine in terms that are more familiar to biomedicine. The scientific clinical trial of sutherlandia is, without doubt, a window, so to say, to understand herbal medicine. One can add, at a general level that, such a trial might, in a significant way, affect the role of herbal medicine in health care. Herbal medicine, as is widely known, still remains the source of health care for the majority of South Africans (Oloyede, 2010) and scientific investigations aimed at understanding it, becomes generally helpful. To the extent that it is, one can suggest, as Ruggie (2004) does, that a very significant link will be more likely to be forged between herbal medicine and biomedicine. However, this link begs the question of the relationship that Ruggie (2004) asks in relation to CAM and biomedicine generally: If, for example, certain kinds of herbal medicine help to prevent certain illnesses will these particular treatments be considered complementary or secondary? If considered primary, will biomedical health practitioners be trained in their use? If so, how will this affect the biomedical health practitioners' approach to medicine? Will pharmaceutical firms "muscle" in, in their (herbal medicines) commodification? Traditional herbal medicine, as is well known, embodies a more holistic approach to its primary goal of healing; biomedicine relies, on the other hand, on scientific validation of its more technological approaches to curing. Will both stand on the same line on the same platform?

References

- Abdul-Quarter, A. S., Heckathorn, D. D., Sabin, K. and Saidel T. 2006. Implementation and analysis of respondent driven sampling: Lessons learned from the field. *Journal of African Health*, 83 (6 Suppl), pp. il-5
- Bianchi, A., Bishara, D., Enekwe, P., Frost, B., Kastning, A., and Tiffany, J. 2003. Friends inviting friends: Participant-driven recruitment in an HIV prevention research project. *Community Youth Development Journal* 4 (1): 26-31
- Broadhead, V., Volkanevsky, T., Rydanova, M., et al. 2006. Peer-driven HIV interventions for drug injectors in Russia. First year impact results of a field experiment. *International Journal of Drug Policy* 17 (5), pp. 379-392.
- Editorial *PLoS Clinical Trials* e16 .2007.
- Gibson, A., 2010. Negotiating the Search for Diagnosis and Healing of Tuberculosis in Namibia: A Case Study of a Ju/'hoansi soeking man. *African Sociological Review*, Vol. 14, 2, pp. 47-61
- Gibson, A. 2011. Science as material practice: clinical trials and the science of *Sutherlandia frutescens* African Sociological review, Vol. 15 1.
- Glasser, B. G. and Strauss, Anselm. 1965 *Awareness of Dying* Chicago: Aldine Pub. co
- Fred Hutchinson Cancer Research Centre, "South Africa Starts Major HIV/AIDS Trial" News-Medical. Net, <http://www.newsmedical.net/?id=21812>, February, 11, 2007.
- Johnson, Quinton, Syce, James, Nell, Haylene, Rudeen, Kevin and Folk, William, R., 2007. A Randomized, Double-Blind, Placebo-Controlled Trial of *Lessertia frutescens* in Healthy Adults *PLoS Clinical Trials*, e16 April
- McIntosh, J 1977 *Communication and Awareness in a Cancer Ward* London: Crom Helm
- McQuay, Henry., Carroll, Dawn. and Moore, Andrew. 1995. Variation in the placebo effect in randomized trials of analgesics: All is as blind as it seems *Pain*, 64, pp. 331-5.
- Musavel, M. C., Simon, D. van Stade, and Buchbinder. M. 2005. Community-based participatory research (CBPR) in South Africa: Engaging multiple constituents to shape the research question. *Social Science and Medicine* 61 (12): 2577-2587
- Oloyede, 2010. Epistemological Issues in the Making of an African Medicine: *Sutherlandia Lessertia frutescens African Sociological Review* Vol. 14, no 2, pp. 74-88.
- Reilly, David. 2000. The unblind leading the blind: The Achilles heel of too many trials *Journal of Alternative and Complementary Medicine* 6 (6), pp.479-80.
- Ruggie, Mary. 2004. *Marginal to Mainstream: Alternative Medicine in America* Cambridge: Cambridge University Press.
- Sackett, David and Cook, Deborah, J. 1993. Can we learn anything from small trials? In Kenneth S. Warren and Frederick Mosteller (eds.) *Doing More Good Than Harm: The Education of Health Care Interventions* (pp. 25-32). New York: BiC/PCP.
- Schulz, K. F. 1997. The case for unbiased research: Randomized clinical trials and the CONSORT reporting guidelines. *Annals of Neurology* 41, Issue 5, 569-73.
- Tindana, P. O., Singh, J. A., Tracy, C. S., Upshur, R. E., Daar, A. S., Singer, P. A., Frohlich, J., and Lavery, J. V. 2007. Grand challenges in global health: Community engagement in research in developing countries. *PLoS Med* 4 (9): e273.
- UNAIDS, 2007. Ethical considerations in biomedical HIV prevention trials. In *Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS) and World Health Organization*. Geneva: UNAIDS.
- UNAIDS. 2008. Report on Global AIDS Epidemic, http://data.unaids.org/pub/Global_Report/2008/JC1511_GR08_Executive_Summary_en.pdf.
- Virk, Karen Politis. 2009. South Africa Today , *Applied Clinical Trials* appliedclinicaltrialsonline.com assessed 6th November.

Ambiguities in the making of an African Medicine: clinical trials of *Sutherlandia frutescens* (L.) R.Br¹(*Lessertia frutescens*).

Diana Gibson

Research in Anthropology and Sociology of Health (RASH)
 Department of Anthropology and Sociology,
 University of the Western Cape,
 Cape Town E-mail: dgibson@uwc.ac.za

Abstract

This paper attends to the large and heterogenous array of people and things that come together in the making of a medicinal plant, Sutherlandia frutescens (Lessertia frutescens) as an African medicine through clinical trials. It is a messy, contested and ambiguous process and is constantly being revised and is always open to surprises and the possibility of failure. I use Sutherlandia to introduce some of the issues that complicate the landscapes of knowledge in South Africa in relation to phytomedicines and pharmaceuticals.

Keywords: *Sutherlandia frutescens, trials, knowledge, plant, medicine*

¹ The plant has been reclassified under the genus *Lessertia*, but, since it is widely known as *Sutherlandia frutescens* (*S.frutescens*), I will use this name throughout.

Introduction

In a small settlement on the West Coast, Mrs B, a professional woman has for the past two years been drinking a litre a day of the bitter plant infusion to combat her diagnosed cancer. Where she lives, the plant is called *kankerbos* (cancer bush). In an old age home in Worcester, an elderly man, Mr A, shows me dried plant stems and leaves which his grandson picked for him in the *veld* on his farm. Mr A applies mashed leaves as paste to cancer lesions on his skin. In Cape Town, a grandmother in Bonteheuwel, Mrs C, grows the plant in her garden and gives a decoction to a recently widowed woman to 'build up her system'. In Knysna, Mrs D regularly orders a kilogram of the dried chopped up plant from a farmer from the Western Cape coastal area. Mrs D puts two spoonfuls into a litre of boiling water, cools it in the fridge, and gives her diabetic husband a glassful every morning. A herbalist from Strand, Mr X, calls the plant *unwele* (hair) and sells it to local traditional healers (*isangoma*), or mixes up a brew with other plant medicines for clients. Mrs H, a traditional healer in Khayelitsha mixes this same plant with other plant material and prepares a bottle of the decoction for a woman who complains of listlessness, weight loss and diarrhoea. Mrs H strengthens the activity of the plant through drumming sessions and prayers to the ancestors.

The plant that all the above people use is the *Sutherlandia frutescens*, one of the plants used most widely in South Africa to treat a variety of illness conditions *Sutherlandia* is known under a variety of local names such as *kalkoenbos*, *blaasbossie*, *blaas-ertjie*, *eendjie*, *klapper*, *hoenderbelletjie* (Afrikaans), *insiswa* (dispels darkness: Zulu), *unwele* (hair: Zulu) *phetola* (to change: Tswana), *lerumo lamadi* (spear of the blood: North Sotho), *mukakana* (Tswana), etc. *Sutherlandia*, a versatile plant, is utilised by lay people, herbalists (*inyanga*), diviners (*isangoma*), *bossiedokters* (bush doctors), Rastafarians, practitioners of alternative medicine, as well as a number of allopathic clinicians (Gericke, 2001; Pappé 1947, 1850; Roberts 1990; Smith 1966; van Wyk et al 2002).

Sutherlandia is grown commercially, in a number of community based medicinal gardens and sold to natural product producers, local users, herbalists, *amayeza* shops and *muhti* markets. It has, for some time, been available on the South African market as plant material, ground up, sometimes mixed with other plant materials, as powdered plant tablets, as liquid plant extract and is taken to treat a range of ailments and symptoms associated with, inter alia HIV, cancer, infections, inflammation, stress, tuberculosis, diabetes, arthritis and peptic ulcer (Johnson et al 2007; Oloyede 2010). *Sutherlandia* has a long record of medicinal application in South Africa dating back to colonists at the Cape, who probably learned about its medicinal value from the San and Khoi (Pappé 1847;1850). It is one of the most popularly used and sold medicinal plants in the Western Cape (Mintza Mi Nzue 2009) and is widely presented as an indigenous medicine for the whole country. *Sutherlandia* capsules are available on the market and have been used with apparent positive clinical results for outpatients living with AIDS

at two health facilities in Kwazulu-Natal¹ as well as in Northern Cape (Gericke 2001).

Sutherlandia is at the centre of much disputation. Traditional medicines are supposedly based on untested cultural beliefs, and as mainly consisting of a placebo or meaning effect (Geffen 2010, cf Richter 2003, Moerman and Jonas 2002). There are all kinds of politics and contestations about indigenous knowledge and science at play in relation to this plant and medicinal plants generally. For example, when a collaborative endeavour was first formulated for the testing of African traditional medicines as plant medicines, rather than as purely pharmacological components, it was negated by a number of scientists as 'dancing in the entrance hall of the devil', 'a witches brew' and as pseudoscience, rather than as a scientific endeavour to isolate active ingredients. A study of traditional medicine was seen as unscientific and predicated, on 'their (local population's) beliefs about and experiences of herbal medicine' and thus on 'culture', (IK), rather than rational evidence².

Such a study does not easily fit into models of trials for individual pharmaceutical components or molecules. In relation to herbals used in Tibetan Medicines, Adams highlights the problematic of the testing and making of 'medical facts' from 'beliefs', the economic and political imperatives surrounding randomised controlled trials and the ambiguous, or even negative, outcomes it may have for those who use the traditional medicines. The testing of a medicinal plant is not the same as testing a pharmacological component, but it is perceived as a contribution to the advancement of indigenous knowledge in a fusion with science.

This paper explores ways to think about science as material practice. I draw on Law (2007), Mol (2002), Stengers (2010) and Latour (2005) to show how knowledge emerges out of contestations about validity and where politics is also made out of a traditional medicine. A great deal is at stake: *Sutherlandia* is in a sense a litmus test for the emergence of a new, hybrid knowledge domain, a potential model for research on traditional medicines, the development of regulatory guidelines around such kinds of clinical trials and the registration of traditional medicines of, from and in South Africa. It is the first, and up till now the only, indigenous plant to be tested through randomized placebo controlled clinical trials in the country. This process, this making of both knowledge and plant medicine, is evolving all the time, but it is simultaneously being contested and very fragile.

In the making of an African medicine through clinical trials apparently unrelated and even conflicting knowledge practices, such as biochemistry, medicine, indigenous healing, self-medication, regulatory frameworks, politics and such come to develop a relationship which benefits them mutually. In a Latourian sense, I try to follow the trail of the trial (at least its beginnings) by trying to describe the making of a heterogeneous work-net of aligned interests and of its ordering effect in practice. I show that making a plant medicine involves the messy process of making complex connections between things and people through a process akin to the tying of a net, or what is called an actor-

network that comes about. This paper is about practice and distinct from Oloyede's (2011; in this volume) concern about mainstreaming and outcome. However, as Oloyede (ibid) suggests, it points to a not straightforward, but rather ambiguous process.

Sutherlandia has been tested for safe use, first in vervet monkeys, then in healthy humans in a randomized double-blind placebo controlled clinical trial. This was done at a trial site in Cape Town where 25 adults took 800mg of dried leaf powder (or a placebo) for three months. Oloyede (2010; this volume) describes this in detail. Currently *Sutherlandia* is also being tested for safety (Phase 1) and efficacy (Phase 2) in people with HIV with a CD4 count above 250 and who are not on antiretrovirals (Oloyede 2011). The study, which will soon come to an end, is being done in two sites in Kwazulu-Natal. The protocols for another trial in Cape Town, this time with capsules filled with freeze dried, powdered *Sutherlandia* has been submitted to the Medicine Control Council for clearance. This latter project is funded by the Department of Science and Technology.

Making sense of *Sutherlandia* and its trials

According to Law (1992) knowledge is actualized in a whole range of material forms and is the result of a great deal of work in which assorted things – compounds, assays, test tubes, reagents, molecules, standard operating procedures and skilled people, statisticians, biochemists, pharmacists, clinicians and other entities – that would abscond by themselves, are put together in a patterned network which, at least momentarily, surmounts their resistance. In the case of the trials, an African reversed pharmacology model was envisaged, composed and performed into being. For the purposes of a clinical trial, however, it needs to be enacted as one, a plant medicine based in indigenous knowledge and a single botanical entity, clinically tested and studied in laboratories and hospitals. *Sutherlandia* tags contesting ideas about knowledge, science and the appropriate models to 'test' an African traditional medicine.

In South Africa the uncertainty surrounding *Sutherlandia* is evidenced in newspaper banners and online sites that refer to 'the great *Sutherlandia* debate', or ask '*Sutherlandia*: miracle herb or poison?'. News of the clinical trials was similarly met with mixed and ambiguous responses. A professional body for doctors lauded this as scientific progress, but simultaneously added that they had collected abundant testimonies that traditional healers use human body parts in herbal mixtures. An activist non-governmental organisation that promotes access to and the use of antiretrovirals, the interests and rights of people who are HIV positive or are living with AIDS, expressed scepticism about *Sutherlandia* and its trials. A spokesperson correctly stated that all the pharmacological compounds in the plant is not yet known to science and warned against the use of plant medicines based in 'belief' rather than 'fact'. An activist website raised questions about the close relationship between the promotion of traditional medicine,

funding for related research, Black Economic Empowerment, products developed from traditional medicines, as well as its registration. In a Faculty of Science a small group of senior academics opined that such trials do not fall into the knowledge domain of academic science. A spokesperson for traditional healers argued that the clinical trials are reductionist and not in accordance with indigenous cosmologies: only plants collected directly from nature can be utilised in healing. *Sutherlandia* represents many controversies surrounding knowledge and its practices. It is my belief that, at the heart of many of the controversies lies 'the problem posed by any *pharmakon*' (Stengers 2010): the lack of stable and firmly established characteristics or attributes.

In this paper I trace strategies to relate things, ideas, people, organisations, scientific publications etc. into a work-net that forms an apparent whole. I wish to emphasise the work done to stabilize some controversies surrounding *Sutherlandia*, traditional medicinal knowledge and clinical trials. Intensely polemical dualisms are understood as not fundamental but as enacted into being, as well as altered through, material-semiotic practices. The wider background is provided immediately below.

Background

Indigenous knowledge and traditional medicines

Why the concern with *Sutherlandia*, and with African traditional medicines for that matter? South Africa is a country with a high prevalence of HIV infected people and the government spends about R 8.8 billion a year on the cocktail of antiretrovirals for sufferers. Many South Africans use traditional medicines, including medicinal plants, singly or in a combination with other plants to deal with a variety of ailments. Numerous people do not get tested for HIV, but seek treatment through all kinds of Healers. Anecdotal evidence seems to indicate that some people use ARVs in combination with plant medicines.

Former President Mbeki's envisaged African renaissance and the florescence of a post-apartheid intellectual agenda for the country, generated increased interest in African traditional medicines and brought about many developments. In 1997 the South African Traditional Medicines Research Group (SATMeRG) was established at the University of the Western Cape with funding from the Medical Research Council. It also linked UWC to the medical schools of the University of Cape Town with the aim of advancing the rational use (i.e. not based in opinion, belief, superstition and such) of indigenous traditional medicines, as advocated by the World Health Organisation. The goal was to focus especially on the quality of plant medicines and to develop 'standards which define their identity, purity and potency' and to formulate and develop policies and guidelines in this regard. Plants, medicines, policies, regulations were being collected and would, in

time become increasingly compelled to conform to the definitions and roles put forward for them.

In time the Indigenous Knowledge Systems (IKS) Policy³ was implemented in South Africa. An Institute for African Traditional Medicines was established as a reference centre at the Council for Scientific and Industrial Research (CSIR) to work in partnership with the Medical Research Council (MRC) and the World Health Organisation (WHO). The aim was to study and evaluate African traditional medicines and explore their potential for bioprospecting. South Africa was and is touted as a potential medicinal treasure chest, both in terms of diversity and economic potential - with many plants of which the secrets should be unlocked through science.

A National Indigenous Knowledge Systems Office, with the task of co-ordinating national research on indigenous knowledge, was created within the Department of Science and Technology. The IKS policy has African traditional medicine as one of its particular foci and a Research Chair of Indigenous Health Care Systems, funded by the National Research Foundation, was established at the Nelson Mandela School of Medicine, University of Kwazulu-Natal. The Chair serves on the Presidential Task team on Traditional Medicines and a chair of the Traditional Medicines Research Platform and expert committee of the Department of Science & Technology on bioprospecting, as well as the WHO (Afro) expert committee on Traditional Medicine. The Medical Research Council established an Indigenous Knowledge Systems (Health) Lead programme with an IKS Resource Center and laboratories in Delft aimed to prioritise research concerning traditional medical knowledge, which had been historically neglected. New alliances were being forged and entities mobilized in the constitution of an economy, but also a science of traditional medicine. It opposed, and sometimes intertwined science and indigenous knowledge in intricate ways.

'Traditionally' used plant medicines are seen as vehicles for the promotion of health, but equally as assets in the national, and perhaps even the global economy (Reihling 2008). In this regard, South Africa's national drug policy stresses the need to investigate traditional medicines as potential treatment for a variety of conditions of ill health. South Africa offers a rich potential base for the discovery of plant-derived medicines that will assist to fight HIV, tuberculosis, malaria etc. This is partially because many drugs available today originated in plants, e.g. the active ingredient, salicin, was extracted from willow tree bark until scientist were able to synthesize the drug chemically and created Aspirin. The opium poppy, *Papaver somniferum*, was, in time, studied in the laboratory to isolate the compound morphine and eventually derivatives were synthesized to make medicinal drugs.

The focus on traditional medicines also links to the World Health Organization and its efforts to promote traditional medicines through national policy and regulatory frameworks. In the case of South Africa such frameworks include the Traditional Medicines Draft Policy (2008), Medicines and Related Substances Control Act 101

of 1965, as amended (72 of 2008), and changes in the regulatory body, the Medicines Control Council. In the past plant medicines or phytomedicines were not registered with the South African Medicines Control Council, but under the current legislation, they have to be. The regulatory frameworks would, in many ways, be an effect of the clinical trials on *Sutherlandia*. The above developments are thus equally related to yet another WHO priority, namely the regulation of traditional medicine in terms of safety, efficacy and quality.

Pharmakon

The certainty of pharmaceuticals

The Greek word *pharmakon* can mean medicine, remedy or poison. It is the etymological root for pharmaceutical. Any pharmaceutical drug, or a medicinal plant for that matter, is potentially ambiguous – it can treat, give relief, heal, but can also be harmful, even toxic, especially if used incorrectly or in excess. This is the case for both plant medicines and pharmaceuticals: a study of acute poisoning cases treated at a selection of hospital in South Africa, showed that 2.4% related to traditional medicine, 0.2% to plants and 17.5% was caused by modern medicines (Malungu and Ogynbanjo 2005).

Antiretrovirals represent the baseline treatment for people with HIV. ARVs are performed in media, information sheets, peer support groups etc. as factual: rational, safe, tested and efficacious. Yet, like all drugs, antiretrovirals are not harmless, and can have potential side-effects. Much of Mbeki's opposition related to this aspect of antiretrovirals and as intimated by Green (2008b, 2009), Mbeki's alleged AIDS denialism as well as the support of the former Minister of Health, Dr Tshabalala Msimang, for traditional medicines to treat people with HIV contributed greatly to the subsequent positioning of plant medicines as grounded in culture and belief and as 'other' to antiretrovirals. The scientific community was apparently disturbed when, in an address to the Presidential Task Team on African Traditional Medicine, Tshabalala Msimang warned against getting enamoured of western models and protocols for research and development of traditional medicines, e.g. through clinical trials.

Some ARVs, when used in combination therapy, interact with each other, as well as with other medicines. In a small number of cases ARVs can cause Immune Reconstitution Inflammatory Syndrome, a life threatening condition. Long-term use of ARVs can possibly cause irreparable damage such as peripheral neuropathy (nerve damage) and lipodystrophy (fat redistribution) (Cocohoba 2008).

In the literature and scientific papers the danger or problem of other medicines that interact with ARVs (and not vice versa) is stressed. Such drug-drug interaction is also investigated in clinical trials, reported and distributed in the scientific and health care community, as well as by advocacy groups. In health care settings and in advocacy

groups ARVs are always enacted as remedial. It is science and savior rolled in one. The need to adhere to antiretroviral treatment regimens, and the necessity to never mix it with traditional plant medicines are strictly reinforced in support groups for patients (Mfecane 2011).

Nonetheless, antiretrovirals are very efficacious: they are proven to prolong the lives of people with HIV. They are used all over the world for patients, are almost continuously subjected to all kinds of clinical trials. They have followed the 'normal' route of drug discovery and development, involving the identification of molecular candidates such as antiretrovirals: i.e. a substance or substances that destroy or curb the growth of retroviruses, its synthesis, characterization, screening, and assays for therapeutic efficacy. Once a compound has shown its value in these tests, it will begin the process of drug development prior to clinical trials. In the scientific model of the development of medicines new compounds or molecular entities emerge from research. A good part of drug development involves the study and assessment of toxicity, pharmacokinetics and metabolism in humans prior to clinical trials. Another objective is to recommend the dosage and schedule for the first use in humans in a clinical trial. Entities, such as ARVs, must show possibilities against a specific disease entities, such as retroviruses. An example is the Phase III clinical trial, FACTS001, a large study of the ARV based microbicide Tenofovir gel in South Africa that is funded by the South African Government, in partnership with the US. Such a trial makes a certain reality: that of evidence based medicine and science.

In South Africa ARVs are performed as scientific. They are also deeply politicized and in the local science wars (Latour 1999) iconoclasts have cast scientific and 'other' knowledges, such as traditional medicine, across divides which sometimes seems insurmountable, with science represented as a positivistic, methodological testing for true knowledge and facts about the universe (Geffen 2010). Historically contingent conjectures are performed as objective reality (Barry 2006). I am, however, not concerned with the internal justification regimes of the science of antiretrovirals, but rather the ways in which its scientific practice functions to invalidate other knowledge practices that can impinge on HIV treatment, such as plant medicines.

The ambiguity of traditional plant medicines

The above counterposes healing pluralism in South Africa. The latter includes the frequent use of traditional medicines, which are done as vitalistic (Coulter and Willis 2004), not only aimed at physiological well-being and restoration of health, but also at spiritual, mental and communal harmony and cadences which not only involve the living but also 'the living-dead ancestors and even the as yet unborn' (Tangwa 2007:43). There are thus competing versions of reality: the scientific and pharmaceutical, the clinical, and

the traditional (Iyioha 2011). For science, the last is seen as the projection of belief onto an object, i.e. the plant medicine. The first is realised as autonomous and unconstructed, the factual. For traditional healers, the belief is real, it is ontological. Nevertheless, traditional medicine creates anxiety and should be stabilised for the purposes of running a clinical trial. One of the ways in which this is done is to stabilise it as a botanical entity.

In all scientific literature *Sutherlandia* is relationally performed as a botanical plant entity (van Wyk *et al* 2002) It is an indigenous shrub and traces its classification into a particular plant kingdom, sub-kingdom, division, class, order, family, and species etc. *Sutherlandia* grows in the Cape floristic region and is part of the fynbos biome and, botanically, it belongs to the class *Magnoliopsida*, order *Fabales*, genus *Sutherlandia* -but has been reclassified into *Lessertia* (Goldblatt & Manning 2000) - and species *frutescens*. Not all botanists are in agreement about this genus reclassification (van Wyk, Albrecht 2008) and, because the plant is so widely known under *Sutherlandia*, this nomenclature is far more commonly used. There are three related species of *Sutherlandia* (now *Lessertia*), *S. tomentosa* (reclassified as *L. canescens*), *S. montana*, and *S. microphylla*: all of these plants somewhat resemble each other and are hard to distinguish for the lay person. *S. frutescens* itself has six taxa or sub-groups, which are distinguished by habitat, orientation of its fruit stalk, form and downiness of its leaflets and shape of the pods (Ifeyani 2009: 5). It has certain physical attributes: it is a small bush with bitter tasting greyish-green leaves, bunches of reddish butterfly-like flowers and large, bladder-like, papery inflated pods (Smith 1966; Roberts 1990; van Wyk *et al* 2002). The plant is part of the Cape floristic kingdom, the smallest and richest plant kingdom in the world (Xaba & Notten 2003). Despite the name change, *Sutherlandia* is clear, straightforward and outside time as a botanical entity. It has evolved as part of a particular plant kingdom over millennia. In this way *Sutherlandia* is performed as a specific natural plant entity 'out there' in nature. Although there are different names for the plant in the local languages, it is nonetheless classified and scientifically enacted as a specific species in the clinical trials, and thus as distinguishable from other plants and from other life forms. It is *Sutherlandia* whether it is in a flower pot, in a garden, sold as a dried flower, eaten by sheep or springbok, whether it is fresh, mashed, dried or powdered, ingested as a decoction or a capsule. Its scientific botanical description enacts it as universal factual knowledge whether the plant was used by San when the Dutch first learned about it from them around 1680, or when it is currently tested in a laboratory or in a clinical trial.

In Medicinal Plants of South Africa (2005), the volume most often referenced in relation to the plant, it is stressed that there are different names for the plant, and the ways in which it is, and was used have histories. For example, one of its names, *keurtjie* was historically applied by Cape colonists as early as 1680, to refer to it as a plant medicine, but also as a sought after garden plant and for its use in fresh and flower arrangements and bouquets. Lay people used the name *keurtjie*, also to refer to other plants (*Podalyrias*) with somewhat similar butterfly-shaped flowers. Here the plants

were differentiated on the basis of the colour of its flowers: *Sutherlandia* was called *rooikeurtjie* (red choice of the best) for its red blooms, as opposed to e.g. *geel keurtjie* (*Podalyria calyptrata*).

As indicated in the introduction of this paper *Sutherlandia* is known under a variety of local names. Many of these give some indication of its use as treatment, e.g. for cancer, diseases of the blood, distress or grief. Nonetheless in scientific literature and trial protocols, once the plant, irrespective of its local name, has been identified botanically, it is *Sutherlandia frutescens*, it stays ontologically stable. While the history and local practices of use of *Sutherlandia* is acknowledged, it is nonetheless momentarily performatively sustained as a botanical entity.

It is the plant as medicinal that makes it potentially ambiguous. One reviewer of Medicinal Plants of South Africa (van Wyk *et al* 2002), the volume usually referenced in relation to *Sutherlandia*, referred to the volume as 'folklore' turned into an 'ethnomedicinal catalogue', i.e. from a shifting frame of reference to a stable one. The 'cultural' information is treated as background to the true facts about *Sutherlandia*. The reported historical medicinal use of the plant brought it into clinical trials. From a pharmacological point of view the multiple uses of the plant is an advantage: it is an indicator that it potentially has medicinal value and *Sutherlandia* was consequently selected for testing as an African traditional medicine in clinical trials. To do so it has to pass through laboratories and clinical settings to be defined as a particular plant medicine.

In supporting documents related to the trials, it is emphasised that the plant was identified by a botanist, even though the plant material used in the capsules come from four farms in the Northern Cape, where they are cultivated for sale as *Sutherlandia frutescens*. To do clinical trials, a sufficient and reliable amount of plant material needs to be available for the duration of the trials. The quality of the plant material also needs to be controlled throughout the trials. Product (i.e. plant material) quality is critical in translating the plant medicine from nature to the regulatory necessities set out by the Medicines Control Council as authority which provides final ethical clearance and makes the trials possible. The correct identification of the plant as product is equally vital.

For evidentiary purposes it is performed as a botanical entity. This overlaps with the medicinal properties of the plant, as reported both in the book, and also in the documentation of the trials. The pharmacokinetics of *Sutherlandia* has not yet been fully explored, but it is known that principal active constituents include pinitol (a compound with anti-diabetic properties), canavanine (which increases appetite) and the amino acid GABA, (which produces a feeling of wellbeing) and asparagine. A novel triterpenoid glucoside has also been isolated and characterized in the plant (van Wyk, Albrecht 2008). Phytochemical investigations of the leaves have also lead to the isolation of four new 3-hydroxy-3-methylglutaro-yl-containing glucosides, Sutherlandins A-D. The plant is tested as a phytomedicine, which is also the way in which it is used by the majority of people. Rather than focus on the individual compounds (all of which have

not been identified yet), the concern is rather with the synergy between the compounds in the medicine as a whole. It is theorized that the whole plant acts as a broad spectrum adaptogen which increases the body's resistance. *Sutherlandia* relates, in the broadest sense, to complementary and alternative medicine. It is also a traditional medicine. The trials are aimed at engaging with this plant medicine holistically, yet as a single botanical entity. While performing a generic definition it simultaneously brings it into existence as new hybrid knowledge.

Inconclusives

In the struggle for care for people who live with AIDS or chronic diseases, traditional medicine, like *Sutherlandia frutescens* is cast into, what is popularly called the treatment gap, i.e. for people who are HIV positive but whose CD4 counts do not make them eligible for ARVs. *Sutherlandia* is seen as a plant that can potentially be used to increase the time-span between being diagnosed as HIV-positive and having to go on ARVs. At the same time, the testing of a plant can be seen as a dislocation from the embodied knowledge practices of the traditional health practitioners. Such epistemological issues have been discussed by Oloyede (2010). Tangwa (2007), for example, argues that African traditional medicine do not have to be submitted to scientific trials because local people, who are also the holders of indigenous knowledge, are often familiar with traditional medicine and frequently use it themselves whilst consultations with healers are done in the open with no secrecy: i.e. in opposition to Western biomedical norms of clinical trials or of 'confidentiality'. But the issue is far more ambiguous and the hybrid science of an African medicine is in its infancy.

In terms of actor-network theory, such work-nets are not necessarily stable and need to be made and re-made all the time. If some of the elements, e.g. the administrative structure, the laboratories, the institutional support are not regularly 'performed' the work-net may be impacted. The relations brought into being are also not always smooth but can be full of conflict and can even become incompatible, adversarial and may even collapse.

Latour (1999) proposes that, rather than become embroiled in contestations about facts and beliefs, such as often happens in the case of *Sutherlandia*, as described above, we could attend to associations between humans and nonhumans and decline the antagonism between, e.g. subject/object, epistemology/ontology, belief/science and nature/culture. This may be a good starting point for unraveling the making of an African medicine, *Sutherlandia*.

Acknowledgement

My thanks to the NRF THUTHUKA for funding this research. Thanks also to the research participants and SAHSMI staff for their collaboration and valuable input. My appreciation to Lesley Green and the contested ecologies group for many helpful suggestions.

Endnotes

1. Ngwelezane hospital and a municipal clinic in Richards Bay
2. Prof Q. Johnson, former Director of South African Herbal Science and Medicines Institute, University of the Western Cape. Director of The International Centre for Indigenous Phytotherapy Studies (TICIPS)
3. 2004, See Green 2007, 2008 a,b, 2009 for and extensive discussion on IKS.

References

- Barry, C. 2006. The role of evidence in alternative medicine: Contrasting biomedical and anthropological approaches. *Social Science and Medicine* 62:2646-2657.
- Cocohoba, J. 2008. Antiretroviral drug interactions and adverse side effects. *University of Tennessee Advanced Studies in Pharmacy*. 5(4): 105-113.
- Coulter, I. & Willis, E. 2004. The rise and rise of complementary and alternative medicine: A sociological perspective. *Medical Journal of Australia*, 180(11):587-589.
- Fu, X., Li, X., Wang, Y., Avula, B., Smillie, J., Mabusela, W., Syce, J., Johnson, Q., Folk, W., Hhan, I. 2009. Flavonol Glycosides from the South African medicinal plant *Sutherlandia frutescens*. *Planta Medica*.
- Geffen, N, 2010. In defence of science: Seven points about traditional and scientific medicine. Available on <http://www.aidstruth.org/feaatures/2010/defence-science-seven-points-aboput-traditional-medicine>. Access 0908/09/2010.
- Gericke, N. 2001. *Sutherlandia* and AIDS patients Update 13 March 2001. *Australian Journal of Med Herbalism* 13 (1).
- Goldblatt, P., Manning, J. 2000. Cape plants. A conspectus of the Cape flora of South Africa. *Strelitzia* 14. National Botanical Institute: Pretoria.
- Green, L. 2007. South Africa's indigenous knowledge policy of 2004.: Challenges for the post-colonial university. *Social Dynamics*, 33(1):130-154.
- Green, L.-2008a. 'Indigenous Knowledge' and 'Science': Reframing the debate on knowledge diversity. *Archaeologies*, 4(1):144-163.

- Green, L. 2008b. Anthropologies of knowledge and South Africa's Indigenous Knowledge Systems Policy. *Anthropology Southern Africa*, 31(1&2):49-57.
- Green, L. 2009. Introduction: Knowledge contests, South Africa, 2009. *Anthropology Southern Africa*, 32(1&2):2-7.
- Ifenyi, E. 2009. An investigation into the bioactivity of *Sutherlandia frutescens* (*kankerbos*) Unpublished Masters thesis. Stellenbosch: University of Stellenbosch.
- Iyioha, I. 2011. Law's dilemma: Validating complementary and alternative medicine and the clash of evidential paradigms. Evidence-Based Complementary and Alternative Medicine. <http://www.hindawi.com/journals/ecam/2011/389518>
- Johnson, Q., Syce, J., Nell, H., Rudeen, K., Folk, W. 2007. A randomized, double-blind, placebo-controlled trial of *Lessertia frutescens* in healthy adults. *PLoS Clinical Trials*. April, e16.
- Latour, B. 1999. *Pandora's Hope. Essays on the Reality of Science Studies*. Cambridge, MA; London, UK: Harvard University Press.
- Latour, B. 2005. *Reassembling the Social: An Introduction to Actor-Network-Theory*. Oxford: Oxford University Press.
- Law, J. 1992. Notes on the Theory of the Actor Network: Ordering, Strategy and Heterogeneity. Available on <http://comp.lancs.ac.uk/sociology/soc054jl.html>
- Law, J. 2007. Actor network theory and material semiotics. <http://www.heterogeneities.net/publications/LAW2007ANTabdNaterialSemiotics.pdf>
- Malungu, N., Ogunbanjo, G.A. 2009. A profile of acute poisoning at selected hospitals in South Africa. *South African Journal of Epidemiology Infect*, 24 (2): <http://www.sajei.co.za/index.php/SAJEI/article/viewFile/172/173>
- Mfecane, S. 2010. A man or not a man? The impact of using ARVs on re-constructions of masculinity among men living with HIV. Unpublished paper presented at a joint seminar Women's and Gender Studies and Anthropology and Sociology, Bellville: University of the Western Cape.
- Mintza Mi Nzue, A.P. 2009. Use and conservation status of medicinal plants in the Cape Peninsula, Western Cape Province of South Africa. Unpublished MA Degree. University Stellenbosch.
- Moerman, D., and Jonas, W. 2002. Deconstructing the placebo effect and finding the meaning response. *Annals of Internal medicine*, 136:471-476.
- Mol, A. 2002. *The body multiple: ontology in medical practice*. Duke University Press.
- Oloyede, O. 2010. Epistemological issues in the making of an African medicine: *Sutherlandia* (*Lessertia frutescens*). *African Sociological Review* 13(2):74-88.
- Oloyede, O. 2011 An exploration of the philosophy and environment of a South African randomized, double-blind, placebo-controlled trial of *Lessertia frutescens* clinical trials, *African Sociological Review*, Vol. 15 (10)
- Pappe, L. 1847. A List South African indigenous plants used as remedies by the colonists at the Cape of Good Hope. Cape Town: OI Pike.

- Pappe, L. 1850. *Flora Capensis Medicae Prodromis*. Cape Town: AS Robertson.
- Reihling, H. 2008. Bioprospecting the African Renaissance: The new value of *muti* in South Africa. *Journal of Ethnobiology and Ethnomedicine*, 4:9.
- Richter, M. 2003. Traditional medicines and traditional healers in South Africa. Discussion paper prepared for the Treatment Action Campaign and AIDS Law Project. Available on http://www.tac.org.za/Documents/ResearchPapers/Traditional_Medicine_briefing.pdf. Accessed 14/2/2010
- Roberts, M. 1990. *Indigenous healing plants*. Southern Book Publishers, Halfway House, Gauteng, South Africa.
- Smith, C.A. 1966. *Common names of South African plants*. Memoirs of the Botanical Survey of South Africa No. 35. Dept. of Agricultural Technical Services, Pretoria.
- Stengers, I. 2010 *Cosmopolitics 1* Minneapolis: University of Minnesota Press
- Tangwa, G. 2007. How not to compare Western scientific medicine with African traditional medicine. *Developing World Bioethics*, 7(1): 41-44.
- Van Wyk, B, Albrecht, C. 2008. A review of the taxonomy, ethnobotany, chemistry and pharmacology of *Sutherlandia frutescens* (Fabaceae). *Journal of Ethnopharmacology*, 119(3):620-629.
- Van Wyk, B., van Oudtshoorn, B., Gericke, N. 2002. *Medicinal plants of South Africa*. Briza Publications. 2nd edition.
- Xaba, P. & Notten, A. 2003. *Sutherlandia frutescens* (L.) R.Br. Kirstenbosch Botanical Garden. <http://www.plantzafrica.com/plantqrs/sutherfrut.htm>

Points of correction: Comment on Andrew Bank's 'Archie Mafeje'¹

Review: Bank, Andrew. (2010). *Archie Mafeje: The Life and Work of an African Anthropologist*. Alice: Fort Hare University Press. ISBN 978-1-86810-731-5

Bongani Nyoka

*Intellectual Heritage Project
Department of Anthropology and Sociology
University of the Western Cape
E-mail: bonganinyoka@yahoo.com*

Andrew Bank's book on Archie Mafeje requires response and correction. Though Bank (2010: 4) writes that he is 'interested in trying to present an accessible, absorbing and *balanced* account of [Mafeje's] life history' (emphasis added), it may be questioned whether he is always scrupulously fair. There are very many distortions and inaccuracies in Bank's book which ought to be examined in detail. We shall go through them very nearly in the order in which they appear in the book. Over and above highlighting the said distortions and inaccuracies, this paper seeks to undermine, and be seen to be undermining, the whole study.

The subtitle of the book, 'The life and work of an African anthropologist', is, let it be said, misleading. As we shall see when talking about the aims of the book, Bank's aim is to write about Mafeje as a young man and about his writings of the 1960s. Why does Bank write a subtitle of this nature when his plan is merely to deal with a short period of Mafeje's life and only a fraction of his work? We return to this point later on.

It is our contention here that Bank's study is flawed both methodologically and theoretically. Indeed, we shall go as far as to say that quite apart from employing scholarly and scientific methods, the book is an exercise in journalism. In his introductory remarks, Bank avers that he has 'developed a keen interest in trying to understand Archie as a person so that [he] could work out how his ideas and approaches changed with changes in personal and social circumstances' (2010: 4). But, as we shall learn, Bank does not bring to bear Mafeje's 'personal and social circumstances' on the latter's scholarship. The claim that Mafeje's immediate and wider environment shaped his scholarship is to be demonstrated and not merely asserted. In this regard Bank fails dismally. As we shall make clear in what

is to follow, Bank does not engage with Mafeje's work in a systematic fashion.

Bank goes on to say that because he wanted to get a better understanding of Mafeje, he 'went on a quest for materials to learn more' about the latter. He began by 'reading in detail the surviving archival materials relating to his student years at UCT and the events surrounding "The Mafeje Affair of 1968"' (Bank, 2010:4). He then went on to interview his closest family and friends in South Africa. By family he means Mafeje's first wife, his sister and brother-in-law. By friends he is referring to Mafeje's erstwhile landlady in District Six (Cape Town), the son of his landlady, a woman named Margaret Green, Archie Nkonyeni an old schoolmate and fellow UCT graduate and Mafeje's former room-mate Fikile Bam. We may ask, in earnest, whether any of these interviewees have any thorough understanding of Mafeje's writings or whether their recollections of the latter have any bearing on his work. One might question, also, whether Bank has proven how it is that Mafeje's 'personal and social circumstances' influenced his work.

Bank states that his wish is to challenge 'numerous distortions' or 'myths' which were beginning to emerge and consolidate about Mafeje's early work. Yet on numerous occasions Bank invents these 'myths' himself and then attributes them to other people. I shall show later on how he does this. Furthermore, if Bank really wanted to present a 'balanced' account of Mafeje's life, why did he not interview Mafeje's wife Prof Shahida El-Baz (whom he mentions on more than one occasion in the book), Prof Kwesi Prah (Mafeje's close friend and colleague who lives in Cape Town) and possibly CODESRIA affiliated scholars? These are people who could have provided a 'balanced' account of Mafeje's life insofar as they knew him both personally and intellectually. We are of the view that writing an intellectual biography (or something like it) of Archie Mafeje is a task much bigger than Bank is willing to allow. Quite why Bank thinks a 45-page 'book' is enough to give an 'absorbing and balanced account' of Mafeje's life is beyond comprehension.

Bank states that the aims of the book are: '(1) to bring to life the story of Archie Mafeje as a young man; (2) to highlight the significance of Archie Mafeje's contribution to Social Anthropology especially during the 1960s; and (3) to further debate around the politics of memory in relation to Mafeje's intellectual legacy' (Bank, 2010: 4). As we shall see later on, Bank rather abandons all these aims when he (1) starts talking about Mafeje's days in Dar-es-Salaam and The Hague. In what ways can a university professor (with a wife and a child) be said to be a young man? (2) In making references (albeit superficially) to Mafeje's work of the mid-1990s he is no longer discussing a young man nor is he discussing his work of the 1960s. Bank just could not fulfil his objective of focusing on the young Mafeje and the latter's work of the 1960s, hence he was forced to make shallow references to Mafeje's work of the 1990s. (3) Bank does not grapple with Mafeje's work of the 1960s, despite his stated aim, save vague references to the latter's master's thesis and the use of the words 'tribe' and 'pagan'! Mafeje published only two

¹ I shall assume throughout this paper that the reader knows of Archie Mafeje and is familiar with his work.

accredited and sole-authored articles in the 1960s.² This is not surprising since he was a student during this period. To what extent are the said articles a significant contribution to social anthropology (and the social sciences generally) as opposed to his *oeuvre*? The reason why, I surmise, Bank is fixated with the 1960s is that he wants to present Mafeje as Monica Wilson's sidekick who had no critique of anthropology until he left South Africa. We return to this point later. Additionally, it may be asked, not unfairly: how is interviewing Mafeje's first wife (about, *inter alia*, the breakdown of their marriage) and former landlady a contribution to the 'debate' about 'Mafeje's intellectual legacy'? Doubtless scholarship is biographical, but it is questionable whether Bank chose a suitable sample and/or whether he asked the relevant questions to his interviewees.

The book is divided into eight chapters. In his opening chapter, 'Memorials', the author comments on the University of Cape Town's decision to honour Archie Mafeje posthumously and about the tributes paid to the latter by the Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA). In the second part of this chapter, 'CODESRIA's Mafeje', Bank (2010:7) imputes to Adesina the false claim that Mafeje died of 'asphyxiation'! Yet Adesina makes no reference, in any of the papers he wrote on Mafeje, to the cause of the latter's death.³ All that Adesina says in the paper to which Bank refers is that Mafeje had been in 'poor health' (2008a:21). What makes this distortion a serious academic crime is that Bank puts the word 'asphyxiation' in inverted commas. In doing so, he gives the impression that Adesina actually used the word when in fact he did not.

The second chapter reads as follows: 'Challenging Mafeje Myths'. In it Bank purports to challenge some of the 'distortions' or 'myths' made by various scholars in their tributes to Mafeje. This chapter has a timeline which Bank uses, although superficially, to illustrate Mafeje's academic/intellectual development. He draws this timeline in an attempt to challenge the myths surrounding Mafeje. Curiously though, as stated earlier, Bank creates some of the said myths himself and then imputes them to others. Take, for example, myth number three in which Bank, yet again, attributes to Adesina the false claim that 'Archie Mafeje was never really a social anthropologist in the true sense. He was always at a sociologist who just happened to begin his career in social anthropology...' (Bank, 2010: 10). Yet nowhere does Adesina make such a claim in his paper on Mafeje. 'Myth 6' is also Bank's invention. In it he imputes to Adesina, once again, the statement that '[Mafeje's] thesis was not an anthropological ethnography which relied on the usual concepts like tribe and pagan, but a sociological study of power and authority in the Transkei' (Bank, 2010: 11). Adesina said nothing of a sort. Even

2 See Mafeje, A. (1963). *A chief visits town*. *Journal of Local Administration Overseas*, 2(2):88-99; and Mafeje, A. (1967). *The role of the bard in a contemporary African community*, *Journal of African Languages*, 6(2):193-223

3 See for example Adesina, J. 2008. *Against alterity – the pursuit of endogeneity: breaking bread with Archie Mafeje*, *CODESRIA Bulletin* (3&4)

if he did, surely anthropology does not stand or fall by the use of the concepts of 'tribe' and 'pagan'. Central to Mafeje's critique of anthropology is not necessarily the use of the foregoing concepts but what he calls the 'epistemology of alterity' (2001a); that is, the continued de-centring and othering of Africa and Africans in anthropological writings. That, of course, is not to say that he had no critique of the concept of 'tribe' – he did.⁴ However, such a critique cannot be viewed in isolation. 'Myth 7' is one which seeks to cast doubt on whether Mafeje actually obtained his master's degree with distinction or not. Monica Wilson, Mafeje's master's supervisor, constantly wrote, in her references, either for scholarships or academic positions, that Mafeje obtained 'first classes in the honours and MA degrees'.⁵ If Bank's claim that Mafeje never got his MA with distinction is true, it is not clear then why Mafeje's supervisor would tell lies about latter's performance.

The third chapter, 'Gubenxa to UCT via Healdtown and Fort Hare', deals with Mafeje's family and his childhood; his days at Healdtown College, his expulsion at the University of Fort Hare, due to political activism, and finally his days in Cape Town and at UCT. The fourth chapter is entitled 'Girlfriends and room-mates'. One must say, *en passant*, that some of these catchy titles are not necessarily worth the paper they are printed on. For example, while part of the title of the fourth chapter reads 'Girlfriends', only one out of the three women mentioned was romantically involved with Mafeje. The first woman mentioned here is Margaret Green, and the second is Deirdre Levinson. None of these women were Mafeje's girlfriend. They were only friends and political allies. Green did, however, admit, in her blog, that she was 'attracted' to Mafeje.⁶ But as we all know, attraction, or finding someone 'handsome', is not quite the same as, nor does it constitute, a relationship. So why feature Green and Levinson in this chapter? Despite the claim that Mafeje 'had a reputation as a ladies' man', Bank provides no evidence that this was indeed the case. Only in the concluding section of this chapter does Bank talk about Mafeje's actual girlfriend – Mafeje's first wife. The question remains, then: why write 'Girlfriends' and not 'Girlfriend' in the title of the chapter? Surely the only 'girlfriend' of that period which one can point to is Mafeje's first wife not Green or Levinson.

A minor point of correction: *pace* Bank, Mafeje's book, 'The Theory and Ethnography of African Social Formations', is not dedicated to Ganief Hendricks – son of his former landlady. The book is dedicated to 'Shahida, Xolani and Dana, for our tribulations, triumphs and emancipation'. Perhaps Bank has a different version of the book.

The fifth chapter is entitled 'The making of an African anthropologist'. Here Bank deals with Mafeje's relations with Monica Wilson, the research and production of the manuscript for 'Langa: A study of social groups in an African township'. In the first section of this chapter, Bank talks about Mafeje's switch from a BSc to a BA degree.

4 See Mafeje, A. (1971). *The ideology of tribalism*. *Journal of Modern African Studies*, 9(1): 252-261.

5 See Monica and Godfrey Wilson Papers, BC 880, 'Correspondence with Archie Mafeje, 1961-1962', K1.2, Manuscripts and Archives, University of Cape Town (hereinafter 'Wilson papers')

6 <http://beyond-trauma.blogspot.com/2011/02/archie-mafeje-exhibition.html>

He then talks about how indebted Mafeje was to Wilson for the role she played in his intellectual career. In a somewhat careless and patronising statement, Bank (2010: 25) says that Mafeje was 'a less explicit in his gratitude' when he criticised Wilson and other liberal social anthropologists in his later writings. Such a claim is uncalled for. What is the point of teaching critical reasoning in the social sciences if students are not permitted to criticise their (erstwhile) teachers? Scholarship is not about praising – no matter how indebted one may be to his/her teacher. Surely Bank is aware of this. Bank continues his patronising and condescending tone when he says: 'in the light of [Mafeje's] very poor student record and [Wilson's] considerable efforts at setting him up as an anthropologist, I am sure that being recognised as a full co-author of an Oxford University Press monograph with only an Honours degree behind him does seem very generous' (Bank, 2010:26). What has Mafeje's academic record got to do with the writing of 'Langa'? What does the level of his academic training got to do with anything? It is not at all clear why Bank decided to raise both of these issues. For he himself does question whether Wilson gave enough credit to Mafeje in the light of the latter's detailed field notes which led to the production of the manuscript for 'Langa'.

In the sixth chapter, 'An anthropologist in exile', the author talks about Mafeje's journey to the University of Cambridge. The author also writes about Mafeje's relationship with his Cambridge supervisor, Audrey Richards, and some 'myths' about 'The Mafeje Affair' (this section of this chapter can be interpreted as a response to Fred Hendricks' account of the 1968 incident).

The seventh chapter, 'From anthropologist to sociologist', talks about Mafeje's switch from being an anthropologist to being a sociologist. In this chapter, Bank seeks to undermine the alleged view that Mafeje has always been critical of anthropology. The author argues that Mafeje's combative Marxist writings began in the 1970s while he was in Dar es Salaam. He argues that it is not the case that Mafeje had always been critical of anthropology. This assumption misses a crucial aspect of Mafeje's *oeuvre*. To begin with, whether Mafeje was a liberal or a Marxist really cuts no ice. Secondly, the claim that he began questioning anthropology only in exile shows lack of familiarity with Mafeje's work. What is significant about Mafeje's writings is his notion of 'authentic interlocutors/interlocution' or 'authenticity in theoretical representation' (1981, 1991, 2000, 2001b).⁷ Roughly, this idea holds that social science researchers ought to take their research subjects on their own terms. In other words, the researcher must let the data speak for itself. Mafeje did this tirelessly and unfailingly throughout his career, from his first publication to the very last. His 'preference for the subjects' own self-definition – e.g., "homeboys" rather than "tribesmen" (Adesina, 2008b: 135) is a case in point. What he had not done in the early stages of his career, is to reconcile his political views with

⁷ To my knowledge, he used this concept for the first time in his 'On the articulation of modes of production', *Journal of Southern African Studies*, 8(1): 123-138, 1981

his intellectual views – this is a point made by Sharp (2008). Bank infers from this that Mafeje was uncritical of the categories used by anthropologists. That is not the case.

For that matter, Bank fails to make mention of the fact that Mafeje's first published paper, 'A chief visits town' was rejected by Julius Lewin then editor of the journal 'African Studies' which was based at the University of the Witwatersrand. In a letter to Wilson, Lewin argued that the paper did not quite fit the theme of his journal and suggested that Mafeje take it to the 'Race Relations Journal'.⁸ The relevant point here is that the paper was not a standard anthropology paper. Using anthropological methods to gather data is not the same as producing an anthropological paper. In the same way that using quantitative and statistical methods is not the sole preserve of the economist. Indeed the said paper was a spin-off of the Langa study but Wilson felt that it was best published on its own since it was not quite 'anthropological'.⁹ After the paper was rejected by 'African Studies', Mafeje took it to the 'Journal of Local Administration Overseas'. B.V. Davies, then editor of the said journal, stated that the paper would be published if it was reduced from 8000 to 4000 words, and that Mafeje had to remove the more 'political' aspects in it – this was a section criticising the apartheid government. In addition, Davies conceded that the paper was not 'too anthropological' and thus it was publishable in his journal.¹⁰ Bank assiduously ignores this crucial information even though correspondence between Wilson and, respectively, Lewin and Davies is in the very same Wilson file to which he constantly refers.

In the same chapter, Bank argues, in a slapdash fashion, that Mafeje's 'change of mind', may also have a lot to do with a near-tragic accident on 31 January 1971 in which Mafeje nearly lost his life. It is quite beyond me how a car accident can change one from being a liberal to being Marxist. Consistent with Bank's line of thought, if all the IMF and World Bank economists were to be involved in car accidents the world would be a better place. They would all convert to socialism! Importantly, though, I simply fail to see the nexus between a car accident and a change in one's intellectual views.

Bank also took the opportunity to publish the circumstances surrounding the end of Mafeje's first marriage. He claims that tensions in the said marriage began when Mafeje was discharged from hospital. Yet he fails to mention Mafeje's side of the story in a letter to Wilson which explains why the former divorced his first wife and left Dar es Salaam for The Hague. To the extent that he refers to the letter, he only selects irrelevant parts which do not give a clear account of what took place. In the letter, Mafeje comments thus: 'our life as husband and wife had come to a sad end. Several months together had shown that we had nothing in common and that we were unable to communicate with each other. This had already become apparent by the time of the accident. In fact, I attribute part of the absent mindedness that led to the accident to the strain I was

⁸ See *Wilson papers*

⁹ See *Wilson papers*

¹⁰ See *Wilson papers*

experiencing at that point in time. I was extremely worried about our marriage, her family and my parents.'¹¹ It is unfortunate that one has to write about this matter, and not Mafeje's work. But there is a need to give a balanced account of the events.

The final chapter, 'Politics of memory', deals with the so-called 'Mafeje Affairs' of 1968 and 1993-1994 and the debate about academic freedom at UCT. There is, in my view, little to be said about this chapter.

In conclusion, one may object to my 'laundry list' approach by pointing out that here I have been nitpicking rather than grappling with the gravamen of Bank's book. My step by step approach is justified because Bank does not deliver on his promises nor are his stated aims fulfilled. The only way to critique his intent, therefore, was to show that his *problematique* was badly formulated from the start. In highlighting all the inaccuracies, my attempt was to cast doubt on Bank's study and his overall intentions. This book is a travesty and anybody who is interested in the life and work of Archie Mafeje must look to different sources or simply wait for an authorised intellectual biography.

¹¹ See Wilson papers

References

- Adesina, J. 2008a. Against alterity, the pursuit of endogeneity: breaking bread with Archie Mafeje. *CODESRIA Bulletin*, (3/4): 21-29.
- Adesina, J. 2008b. Archie Mafeje and the pursuit of endogeneity: against alterity and extroversion. *Africa Development*, XXXIII (4): 33-152.
- Bank, A. 2010. *Archie Mafeje: the life and work of an African anthropologist*. Alice: Fort Hare University Press.
- Mafeje, A. 1963. A chief visits town. *Journal of Local Administration Overseas*, 2(2): 88-99.
- Mafeje, A. 1967. The role of the bard in a contemporary African community. *Journal of African Languages*, 6(3): 193-223.
- Mafeje, A. 1971. The ideology of tribalism. *Journal of Modern African Studies*, 9(1): 252-261.
- Mafeje, A. 1981. On the articulation of modes of production: review article. *Journal of Southern African Studies*, 8(1): 123-138.
- Mafeje, A. 1991. *The theory and ethnography of African social formations: the case of the Interlacustrine Kingdoms*. London: CODESRIA Books Series.
- Mafeje, A. 2000. Africanity: a combative ontology. *CODESRIA Bulletin*, (1): 66-71.
- Mafeje, A. 2001a. Anthropology in post-independence Africa: end of an era and the problem of self-redefinition. In Mafeje, A. (ed.), *African social scientists reflections: part 1*. Nairobi: Heinrich Boll Foundation.
- Mafeje, A. 2001b. Africanity: a commentary by way of conclusion. *CODESRIA Bulletin*, (3/4): 14-16.
- Sharp, J. 2008. Mafeje and Langa: the start of an intellectual's journey. *Africa Development*, XXXIII (4): 153-167.

Zimbabwe's Exodus: Crisis, Migration, Survival. Jonathan Crush and Daniel Tevera (Eds.) (2010) Cape Town: SAMP and Ottawa, Canada: IDRC. ISBN 978-1-920409-22-7

Godfrey Maringira

*Department of Anthropology and Sociology,
University of the Western Cape,
Bellville Cape Town
E-mail: gmaringira@gmail.com*

The life of Zimbabwean migrants forms a broad theme discussed in the chapters of this book. There are, for example, four chapters devoted to Zimbabwean professionals in the United Kingdom. Tevera and Crush focus on why Zimbabwean professionals left the country. For them, it is not conclusive whether the push or pull factors facilitated their migration. Yet a combination of both is seen at play. Abel Chikanda reveals how the health sector has been affected with the migration of nurses to the UK and other Western countries. He suggests two major reasons: the failure of the Zimbabwean government to pay better wages and the opportunities that exist abroad especially in the health sector. But with more than two thousand unemployed qualified nurses, the question is begged: why is it that they are not leaving Zimbabwe to seek employment elsewhere in the world? The answer might lie in the fact that there are no more job opportunities abroad or because Zimbabwe now uses the \$US as their currency and nurses like some other professionals hope to get employment in government or the private sector. In this case, 'voting with their feet' thus becomes a great risk.

JoAnn McGregor explored the lives of Zimbabweans in the UK Care industry which comes not as work for them but as more of a survival strategy. Many still see care work as degrading, robbing them of their status, a condition which I consider traumatic as it shatters their worldviews. Kauffman (2002) describes such an experience as "loss of assumptive world" which exists in the psyche of a people as suggested by Oloyede (2009) in another context. How Zimbabwean migrants cope with such a 'degrading' and 'demeaning' work is however not clear from McGregor's piece. Dominic Pasura gives an account of how life has become regendered in the UK. In his contribution he sees the regendering of life as bringing with it divorce and move-in practice because men and women live together without cultural marriage practices.

Blair Rutherford writes about Zimbabweans working in South African farms, many of them having migrated from the rural parts of Zimbabwe. Daniel Makina on the other hand argues that many of the Zimbabwean migrants in Johannesburg came from Zimbabwe's main two cities, Harare and Bulawayo. But what is not explicit in Rutherford's study is whether migrant farm workers in South Africa were those farm

workers who were displaced in Zimbabwe during the fast track land reform programme or they became farm workers on arrival in South Africa. As Alexander (2003) notes, during the land invasion many farm workers were forced to leave the country.

An issue which the book grapples with is the number of Zimbabweans living in South Africa. The South African media portray Zimbabwean migrants as 'pouring' and 'flooding' into the country claiming that there are three million Zimbabweans living in South Africa. Crush and Tevera argue that such figures are exaggerated because the media and the government have a history of making up numbers about migration to raise alarm. In the same vein, in Chapter 17, Polzer argues that such an exaggerated number of Zimbabwean migrants in South Africa is far from the truth and in most cases it is the politicians who mention such figures for the purpose of delaying action and responding to migrants' situation. The confusion over numbers is based on the fact that many Zimbabweans in South Africa enter the country illegally using undesignated points of entry. What is clear is that since the 1980s there has been a substantial increase in the number of Zimbabweans migrating to South Africa while there has been a decrease of those migrating to the United Kingdom, a result of relaxation of immigration policies and tightening of visa in the two countries respectively (Crush and Tevera, 2010).

The migration of Zimbabwean skilled nationals has often been seen as a 'brain drain'. However, Crush and Tevera argued that the prospect of migration brings with it remittances which are often seen as survival strategies. Diaspora communities play a social, economic and political role to connect migrants to help each other and their home communities as Crush and Tevera show. Muzondidya (2010) argues that diaspora communities do not only help migrants but provide assistance to their families back in Zimbabwe. Muzondidya gives the example of funeral associations among Zimbabweans in South Africa which help in bringing home those who die in the country. However, Polzer in Chapter 17 notes that while such informal social networks are common among Zimbabweans in South Africa, they are not an end in themselves. The extent to which they exist and remain helpful is doubtful.

Zimbabweans outside the country maintain very close contacts with their kin at home, for example, those in Southern Africa are said to return home relatively frequently. This form of movement has been termed 'transnational migration' and it has been so common among many Zimbabweans in the diaspora. Crush and Tevera (2010:19) define transnational migration as 'a pattern of migration in which persons, although they move across borders, settle and establish ongoing social relations in a new state, maintain ongoing social connections with the polity from which they originated'. The idea of transnationalism may mean that while migrants can be integrated and assimilated in host countries, they often retain their own values through maintaining ties with home. However, for many Zimbabweans transnational migration is not a choice but a product of the cold reception they receive in the host country as in the case of South Africa.

The strength of the book is the discussion of the history of migration in Zimbabwe,

which is seldom discussed in much of the migration literature. Most literature on Zimbabwe often see migration as a 1990 phenomenon and fail to contextualize it within the country's colonial and post-colonial history. Alois Mlambo highlights the inward migration in the eighteenth century during Zulu expansionism and British colonialism. He elaborates on how Zimbabweans were later forced to flee colonial repression under Ian Smith regime in the 1970s to work in South African mines. While Mlambo gives such an insightful history he did not provide a detailed explanation of how circular migration was experienced and how it was ethnically driven especially in Matabeleland during the *Gukurahundi*, a war conducted by Zimbabwe African National Liberation Army (ZANLA), the armed wing of the Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (ZANU-PF) against dissidents and the Ndebele people. More importantly Mlambo overlooks one of the questions relating to current migration and its difference from previous migration. Such a discussion would have given a vivid explanation of how some groups migrate while others remained in Zimbabwe.

Potts gives an analysis of internal migration mostly from rural to urban area which was common following independence. However, many people still maintained their ties with the families in the rural areas and with the rural economy. In her account, Potts sees the first years of independence as a 'decade of normality', but like Alois Mlambo, Potts does not take into consideration that some provinces such as Matabeleland experienced war forcing many to migrate to South Africa and Botswana as refugees. Jocelyn Alexander (1998) gives a detailed account of how dissidents and other Ndebele people were hunted by Zimbabwean soldiers and how the hunted finally found sanctuary in Botswana and South Africa. One of the reasons why many researchers have neglected the Matabeleland war in post-independent Zimbabwe is the fear which is still griping survivors. Somehow because *Gukurahundi* affected one region it makes it difficult to have what was experienced in the broader national memory discourse. Other events are given attention; for example, Potts discusses how the Economic Structural Adjustment Programmes (ESAP) of the late 1980s, the land reform programme in 2000, Operation *Murambatsvina* 2005 (Restore order) which saw the demolition of informal settlements in the urban areas all facilitated internal migration as well as outward migration. Potts does not view events in Zimbabwe within a framework of violence and politics, but sees them as economic and apolitical. She tends to emphasize the post 2000 crisis as the period during which internal migration should be understood in Zimbabwe. But events in Zimbabwe were much more intertwined and the crisis can be traced back to the early eighties shortly after independence. Hammar and Raftopoulos (2003:4) who refer to "multiple of crisis" in their edited book: *Zimbabwe's Unfinished Business: Rethinking Land, State and Nation in the Context of Crisis* note that, 'Zimbabwe's deepening economic and political crisis was well underway long before the dramatic events triggered by the constitutional referendum in February 2000'.

One of the gaps in migration literature is the experiences of women. This is partly

because women's experiences are often lumped with those of men resulting in them being continuously marginalized in the migration discourse. In the book, Kate Lefko-Everett explores the challenges many Zimbabwean women face such as bribing the police at the border. The text does not only provide an account of the women who cross the border to South Africa, but it also reveals how women have become household heads in the face of Zimbabwean crisis. Many Zimbabwean women are often reported and labeled in the South African media as commercial sex workers, but the chapter overlooks this experience. Nyangairi (2010) shows in her study of commercial sex workers in central Johannesburg that these women became sex workers by circumstance. In many cases they have legitimized commercial sex seeing it as the only option of work, which allows them to remit money back home.

There is a discussion in the book on remittances which the three chapters by Barcking and Sachikonye and others seem to agree on. In all the three chapters, it is suggested that remittances contribute to the alleviation of household poverty (Tevera, Crush, and Chikanda; Barcking and Sachikonye; Maphosa). In all cases remittances are seen as a response to the crisis in Zimbabwe. The chapter by Barcking and Sachikonye analysis remittances received in urban Zimbabwe; Maphosa's study focuses more on a much neglected area. His study focuses on how the rural people in Zimbabwe have migrated to South Africa contrary to dominant trends of urban to urban migration. He argues that those who came from the rural areas remit back to these areas and invest in buying cattle and goats which can be re-sold when they encounter problems. In both the rural and urban areas, remittances have been used as survival strategies, and a necessity. What differs is the use over a given period of time. What is not clear in all the three chapters is the frequency of remittance flow from South Africa to rural or urban areas in Zimbabwe. In a broad sense it is not clear whether there is a high flow of remittances to urban or rural areas in Zimbabwe. It may be suggested that remittances flow more to the urban areas than to the rural areas because of the value placed on investment in urban areas. Barcking and Sachikonye nevertheless try to make some distinctions on the flow of remittances between high density and low density suburbs in Harare and Bulawayo, the 1st capital city and the 2nd respectively.

Mawadza and Crush examine the role that has been played by the South African media in perpetuating xenophobic stereotypes such as reporting migrants as 'aliens'. But the media does not report on how migrants themselves have responded to such stereotypes. Muzondidya (2010) argues that Zimbabwean migrants in South Africa uses 'counter hegemonic discourses' in which they refer to themselves as moral and educated. It also shows how the media has contributed to the marginalization of migrants in South Africa. Mawadza and Crush see media response toward migrants as xenophobic media discourse which describes migrants as not belonging to South Africa, but as threats to South African resources. What Mawadza and Crush overlook is the fact that the South African media echoes the Zimbabwean ZANU-PF politicians opinion in

response to Zimbabwean migration, one which sees Zimbabwean migrants as cowards and traitors who do not have the nation at heart.

Migration for many Zimbabweans is not a choice but a response to the crisis in the country. Several scholars in this book see it as such. It is also seen as a challenge to the host countries but few have analyzed it as a problem to the Zimbabwean government in that when a state loses its own people whether skilled or unskilled, it sends a signal of bad and mal-administrative governance. The book is a useful one in many ways.

References

- Alexander, J .1998. Dissident Perspectives on Zimbabwe's Post-Independence War, Africa: *Journal of the International Africa Institute*, Vol. 68, No. 2 (1998), pp. 151-182.
- Hammar, A; McGregor, J; Landau, L. 2010. Introduction: Displacing Zimbabwe: Crisis and Construction in Southern Africa, *Journal of Southern Africa*, 36: 2, 263-283.
- Hammar, A and Raftopoulos, B. 2003. Zimbabwe's Unfinished Business: Rethinking Land, State and Nation In A, Hammar, B. Raftopoulos and S. Jensen (Eds.) (2003) *Zimbabwe's Unfinished Business: Rethinking Land, State and Nation in the context of Crisis*, Avondale, Weaver Press, Harare.
- Kauffman, J. 2002. *Loss of the Assumptive world: A theory of traumatic loss*, Brunner-Routledge, New York.
- Muzondidya, J (2010) Makwerekwere: Migration, Citizenship and Identity among Zimbabweans in South Africa In J. McGregor and R. Primorac (Eds.) (2010) *Zimbabwe's New Diaspora: Displacement and the Cultural Politics of Survival*.
- Nyangairi, B. 2010. *Migrant women in sex work: Trajectories and perceptions of Zimbabwean sex workers in Hillbrow South Africa*, MA dissertation submitted to the department of Forced Migration Studies, University of the Witwatersrand, Johannesburg.
- Oleyede, O. 2009. Biafra in the Present: Trauma of Loss, *African Sociological Review*, 13 (1) 2009.